

inprecor

correspondance de presse internationale  
**inprecor**

# La Palestine, l'Ukraine et la crise des empires



**Bilan des élections européennes**

Amérique latine, un tour d'horizon

**La persistance de la longue dépression du capitalisme mondial**

n° 722/723

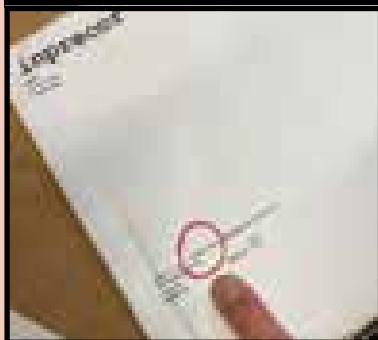
juillet-août 2024

10 € / 15 CHF

## Aux abonné-es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

**Rédaction et administration :**  
PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,  
75012 Paris, France  
Tél. : +33 1 49 28 54 87

**E-mail :** [redaction@inprecor.fr](mailto:redaction@inprecor.fr)  
Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

## Sommaire

### Éditorial

Antoine Larrache

La menace fasciste et les moyens de la conjurer 3

### Élections européennes

Léon Crémieux

Élections au Parlement européen : poussée réactionnaire et noyaux de résistance 4

### Russie

Mouvement socialiste russe

Vladimir Poutine et la proscription du socialisme en Russie 7

### Inde

Sushovan Dhar

Élections indiennes : la magie de Modi en question 10

### Amérique latine

F. Thomas et F. Gaudichaud

Amériques latines et Caraïbes. Tensions, dangers et opportunités d'une période de crise 15

Democracia Socialista

Porto Rico : défis et opportunités 17

Israel Dutra et Roberto Robaina

Les inondations catastrophiques de Porto Alegre et leurs conséquences politiques 20

José Luis Hernández Ayala

Une défaite historique pour la droite mexicaine 22

Adrian Piva

L'extrême droite argentine au pouvoir, la fin d'une époque ? 25

### Économie

Michael Roberts

La persistance de la longue dépression du capitalisme mondial 31

Tommy Wei

La pauvreté systémique est un obstacle majeur pour l'économie chinoise 37

### Stratégie

Simon Pirani

La Palestine, l'Ukraine et la crise des empires 39

### Débat

Alan Wald

Franz Fanon et le paradoxe de la violence anticoloniale 47

### Culture & livres

Magda Malinowska

La grève des femmes continue 56

Michael Löwy

Franz Kafka, esprit libertaire 62

Erik Olin Wright

Pourquoi la classe compte. Capitalisme, genre et conscience de classe 66

Daria Saburova

Travailleuses de la résistance. Les classes populaires ukrainiennes face à la guerre 67

### Nouvelles de l'Internationale

Marianne Gourdon

Les archives de la Quatrième Internationale à la Contemporaine de Nanterre 69

### Élections législatives

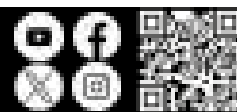
Philippe Poutou

Trois semaines pour tout changer 72

Les anciens numéros



Les réseaux sociaux



**Pour que inprecor puisse continuer, Faites le connaître ! Abonnez-vous !**

## Abonnement

(11 numéros par an)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 € (6 mois)  55 € (1 an)
- Autres destinations 39 € (6 mois)  71 € (1 an)
- Pli fermé 50 € (6 mois)  90 € (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 € (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations) 92 € (1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 €, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé aux nouveaux abonnés ; 12 €, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 €)
- Abonnement supplémentaire pour la diffusion à prix réduit 40 € (1 an)

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : ..... Pays : .....

Tél./Fax : ..... E-mail : .....

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30003 / 02795 / 00020066402 / 86.

IBAN : FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286 BIC : SOGEFRPP

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

**Pour continuer, inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser inprecor autour de vous !**

# La menace fasciste et les moyens de la conjurer

Depuis le second tour des élections législatives françaises, des messages de félicitation sont arrivés du monde entier, tandis que dans les quartiers populaires résonnaient des chants et des cris de joie. Cette euphorie ne doit pas nous faire oublier ce qui nous menace, mais nous donner des lignes directrices sur comment avancer.

Par  
Antoine Larrache\*

Dans les semaines qui ont précédé l'élection, des dizaines d'agressions ont été commises par des fascistes. Le Rassemblement national est passé de 4,2 millions de voix en 2022 à 9,4 millions en 2024, de 89 à 143 sièges (en comptant ses alliés chez Les Républicains). Marine Le Pen a déclaré sur TF1 : « *Le Rassemblement national est le premier parti de France, il est aussi le premier parti en termes de députés et je vois surtout l'ensemble de ferments qui forment la victoire de demain. La marée monte, elle n'est pas montée assez haut cette fois-ci mais elle continue à monter et notre victoire n'est que différée* ». La défaite du RN n'est pas encore une victoire pour le mouvement ouvrier.

## L'ascension mondiale de l'extrême droite

Aux États-Unis la victoire de Trump est chaque jour plus probable, au Royaume-Uni le parti raciste Reform a atteint 4 millions de voix lors des élections générales, tandis qu'en Irlande l'extrême droite a recueilli 5 % des voix (auxquelles on peut ajouter 11% de votes pour la droite populiste) aux élections européennes, sans parler des pays où l'extrême droite est déjà au pouvoir ou réalise déjà des scores très hauts.

Néanmoins donc, le RN est repoussé. Et l'élément le plus impressionnant dans cette séquence est sans doute la capacité de reconsti-

tution du prolétariat en classe par l'intermédiaire déformé du Nouveau Front populaire. En quelques semaines, les organisations de gauche ont réalisé un improbable accord, de Poutou à Hollande. Cet accord, réalisé par en haut mais sous la pression indéniable des classes populaires effrayées par le danger de l'extrême droite, a permis en retour de mobiliser des dizaines de milliers de militant-es (dans un grand nombre des 577 circonscriptions, des centaines de personnes se sont mises en mouvement) et d'obtenir une victoire relative (182 sièges). L'implication des syndicats, en particulier de la CGT et de Solidaires, mais aussi de la CFDT sur une base démocratique, a été importante. Cette unité ne vient pas de nulle part, elle est une forme de prolongement de la NUPES de 2022 et de la très large unité syndicale réalisée pendant le mouvement contre la réforme des retraites.

## Une polarisation croissante

On observe en France, comme dans de très nombreux pays du monde, une polarisation accrue entre l'extrême droite, parfois fascisante, et la gauche. Dans une période de crise profonde – écologique, sociale, économique, politique... – du capitalisme, l'affrontement se fait de plus en plus fort. « *Il n'est désormais plus question de nouvelles réformes ni d'aumônes, mais plutôt de rogner et de revenir sur ce qui avait été déjà accordé. La domination politique de la bourgeoisie entre ainsi en contradiction*

*non seulement avec les organes de la démocratie prolétarienne (syndicats et partis politiques), mais aussi avec la démocratie parlementaire dans le cadre de laquelle se sont constituées les organisations ouvrières* » écrivait Trotski en 1932 à propos de l'Allemagne (1).

Les problèmes posés en France sont les mêmes que ceux posés à l'échelle mondiale : comment combiner d'une part la reconstruction du mouvement ouvrier, d'une classe consciente d'elle-même, d'un prolétariat qui a changé et dont aujourd'hui les personnes racisées, les femmes mobilisées et les LGBTI constituent un élément moteur et imbriqué avec les ouvrier-es et les employé-es conscient-es, avec d'autre part la défense d'une orientation à la hauteur des enjeux posés par la crise du capitalisme. Il ne peut être question, dans une telle période, de participer à des gouvernements sociaux libéraux, avec Lula au Brésil, le Parti travailliste en Grande-Bretagne, un nouveau Hollande en France ou un Biden aux États-Unis. Le rôle des révolutionnaires est de tenter de regrouper les secteurs du mouvement favorables au front unique, à la construction de mobilisations de masse, unitaires, seules à même de modifier les rapports de forces politiques et sociaux et d'ouvrir la voie à la construction d'une autre société. À nous, dans le monde entier, de nous insérer dans les dynamiques militantes, de les renforcer, pour les pousser jusqu'au bout ! ■

Le 8 juillet 2024

Éditorial

\* Antoine Larrache est rédacteur d'Inprecor, membre de la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale et du NPA-L'Anticapitaliste.

1) « La seule voie », dans *Comment vaincre le fascisme*, 13 septembre 1932.

# Élections au Parlement européen : poussée réactionnaire et noyaux de résistance

Les élections au Parlement européen ont donné une image des forces politiques en présence dans les 27 pays de l'UE qui reflète avant tout une progression de la droite conservatrice et de l'extrême droite. La gauche se maintient mais le centre constitué des Verts et de la droite libérale se rétracte, montrant une tendance générale à la polarisation.

Par  
Léon Crémieux\*

Le groupe PPE gagne 13 député-es avec 189 sièges, et les deux groupes d'extrême droite, ID et RCE gagnent, au total, 21 sièges avec 141 député-es, ce qui, malgré les nombreux désaccords qui existent entre eux, représente la deuxième force derrière le PPE. Parallèlement, on assiste à un recul important des Verts qui, avec désormais 54 sièges, en ont perdu 17. Le groupe libéral Renew subit un revers encore plus important, passant de 102 sièges à 74, soit une perte de 28 député-es.

Il faut prendre en compte que le Parlement sortant comptait 705 sièges après le départ des Britanniques en 2020 (46 sièges). Il a été élargi à 720 sièges



**Léon Crémieux**

\* Léon Crémieux est technicien aéronautique à la retraite, syndicaliste à Sud-Aérien et membre de l'Union syndicale Solidaires, membre de la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

pour les élections 2024. Ces reculs en sièges sont d'autant plus importants.

Les élections européennes restent marginales dans la vie politique des pays membres et la faible participation moyenne en témoigne. Elle était de 62 % à 59 % entre 1979 et 1989 dans l'Europe des 15. L'élargissement de 2004 à dix pays d'Europe centrale a fait baisser cette participation à moins de 45 %. Elle a eu tendance à remonter faiblement, jusqu'à 51 %, lors de ces dernières élections, notamment en raison de la plus forte participation de quatre pays d'Europe centrale (Hongrie, Slovaquie, Tchéquie, avec une progression de 7 à 16 %) alors qu'elle stagne ou diminue dans les pays d'Europe de l'Ouest. On assiste à une légère érosion du groupe social-démocrate S&D qui perd trois sièges avec 136 député-es, et à une légère progression de 2 sièges du groupe The Left (ex-GUE) avec 39 député-es.

Au total, ces résultats ne remettent pas en cause le consensus existant à la tête de l'UE avec une alliance PPE, S&D et Renew. Les principaux lieux de pouvoir exécutif et législatif de l'Union que sont la Commission européenne (présidée depuis 2019 par Ursula von der Leyen) et le Conseil des ministres de l'UE resteront donc dominés par cette alliance, sans oublier la Banque centrale européenne (BCE). Les postes dirigeants sont nommés par le Conseil des chefs d'État de l'UE. Cette alliance va permettre la ratification par le

Parlement de la réélection d'Ursula von der Leyen comme présidente de la Commission européenne, décidée par le Conseil. De même, Antonio Costa, membre portugais du groupe S&D, va être désigné comme président du Conseil Européen. Mais la marge de cette alliance devient moins nette avec la crise des libéraux de Renew et une contestation contre von der Leyen au sein du PPE, prenant notamment pour cible le Pacte Vert de 2019, qui se fixe comme objectif d'obtenir la neutralité carbone en 2050, sans

d'ailleurs se doter des moyens financiers à l'échelle de cet objectif.

De plus, depuis le Covid, les lobbies de l'industrie automobile, chimique et du plastique ont pesé sur le PPE pour une remise en cause des objectifs de ce Pacte. S'y sont joints aussi les lobbies agro-industriels. Manfred Weber, président du PPE et concurrent de Ursula von der Leyen, s'est fait le porte-parole de ce front, poussant à pencher vers les climatos-

ceptiques et eurosceptiques du groupe ECR. Même si von der Leyen était la cible de cette pression, celle-ci a fait beaucoup d'ouvertures du côté de Giorgia Meloni, notamment en collaborant avec la dirigeante de Fratelli d'Italia sur les mesures anti-immigré-es de l'UE. Le glissement vers la droite extrême est donc provisoirement gelé à Bruxelles, mais la tendance est bien présente et la politique de l'UE, même sans alliance directe entre la droite et l'extrême droite, cultive une orientation ultralibé-

“Les résultats ne remettent pas en cause le consensus existant à la tête de l'UE avec une alliance PPE, S&D et Renew. Mais la marge de cette alliance devient moins nette.”



rale, dans le prolongement des politiques autoritaires qui se développent en Europe.

D'ailleurs, en compatibilité avec les orientations de l'UE, l'extrême droite dirige deux gouvernements dans l'UE : en Hongrie, le gouvernement du Fidesz de Viktor Orban, au pouvoir depuis 2010, et celui de Giorgia Meloni depuis 2022 (avec Fratelli d'Italia en alliance avec la Lega de Matteo Salvini, affilié à ID au Parlement européen, et Forza Italia, le parti créé par Berlusconi, affilié au PPE).

### **D'autres coalitions incluant l'extrême droite se sont créées**

En Finlande, depuis 2023, le gouvernement dirigé par le KOK (Conservateurs affiliés au PPE) comprend une coalition avec le Parti des Finlandais (PS, extrême droite, affilié au groupe ECR), le Parti Populaire (SFP, affilié à Renew) et les chrétiens démocrates (KD). Le PS a le poste de vice-Premier ministre et de ministre des Finances.

Aux Pays-Bas, depuis mai dernier, a été mise sur pied une coalition conduite par le PVV de Geert Wilders (affilié à ID), avec le NSC et le BBB (affilié au PPE) et le VVD (affilié à Renew). Le Premier ministre est un haut fonctionnaire, ancien membre du PvdA, le vieux parti social-démocrate, jusqu'en 2021. Geert Wilders a été nommé ministre de l'Immigration.

En Suède, en 2022, le parti Moderaterna (affilié au PPE) a formé une coalition avec les chrétiens-démocrates KD (affilié au PPE), le parti d'extrême droite des Démocrates de Suède (SD, affilié à ECR), les Libéraux (affilié à Renew) avec le soutien sans participation des Démocrates de Suède, parti d'extrême droite arrivé en tête de la droite avec plus de 20 % des voix.

En Croatie, sans être affiché extrême droite, le parti HDZ (affilié au PPE) affiche une orientation démocrate-chrétienne radicale, esquissant la réhabilitation du mouvement des Oustachis qui avaient fait subir leur dictature criminelle durant les années 1940.

Ainsi, au-delà des déclarations des représentants du PPE et de Renew affirmant le refus des alliances avec l'extrême droite, dans plusieurs pays, les partis correspondants trouvent un terrain d'entente sur des politiques ultralibérales, souvent de repli nationaliste, et anti-immigration. Les attaques sociales, accentuées par la gestion du Covid, la lourde inflation des dernières années, la situation d'appauvrissement et de précarisation des classes populaires et la désillusion vis-à-vis de l'UE, notamment en Europe centrale, ont eu comme résultat l'émergence de formations à l'extrême droite, exaltant à la fois le repli nationaliste et l'identité nationale.

### **Le PPE**

Le PPE est le premier groupe du Parlement, avec 189 sièges. Il est dominé par la CDU/CSU d'Allemagne (22 sièges) dont est issue Ursula von den Leyen. Viennent ensuite le PP espagnol (22 sièges) et le KO polonais (21 sièges) qui a, en Pologne, ravi la première place au PIS de Jarosław Kaczyński (ECR 20 sièges). Mais cela ne doit pas cacher que le parti d'extrême droite Konfederacja a réuni 12,08 % des voix et 6 sièges, donnant presque 50 % à l'extrême droite.

L'essentiel des gains vient du PP espagnol qui a gagné 10 sièges, des partis polonais KO et Trzecia Droga qui gagnent 10 sièges et du Tizra hongrois avec ses sept sièges, venant d'une scission plus euro-

phile du Fidesz d'Orban qui a lui-même quitté le PPE en 2021.

### **Le S&D**

Le groupe social-démocrate, avec ses 136 sièges, accuse une perte de trois sièges. Ses principaux partis sont le PD italien (21 sièges), le PSOE espagnol (20 sièges), le SPD allemand (14 sièges) et le PS français (13 sièges). Son principal gain vient de la France avec sept sièges supplémentaires, de l'Italie et de la Roumanie (plus 3), qui atténuent les érosions en Allemagne (2 sièges), Hongrie et Bulgarie (6 sièges). Mais au total il y a peu de mouvements.

### **Renew**

En passant de 102 sièges à 74, le groupe libéral devient le quatrième groupe derrière l'extrême droite de l'ECR.

C'est avant tout le résultat de la crise de la délégation française dirigée par Renaissance, le parti de Macron qui perd 10 sièges, s'effondrant à 13 députés, ainsi que de la disparition de Ciudadanos et de ses 7 sièges, des 5 sièges d'ANO2011 en Tchéquie – parti ayant quitté le groupe (en passant pour l'instant aux non-inscrits) – et des 2 sièges de Momentum en Hongrie. Cela est contrebalancé par le gain de 3 sièges de Fianna Fail en Irlande. Au Portugal, l'irruption de Iniciativa Liberal apporte 2 sièges d'un parti qui se place explicitement en concurrence avec le parti d'extrême droite Chega sur le terrain autoritaire et libéral.

Ce balayage rapide permet de voir la grande porosité existant pour les partis européens entre l'affiliation à Renew, au PPE ou même à des groupes d'extrême droite.



# Élections européennes

## Les Verts

Le groupe des Verts/ALE passe de 71 à 54 sièges. Les plus grosses pertes sont réalisées en Allemagne où les Grünen, comptables de la politique de la coalition gouvernementale, perdent 9 sièges. Le parti vert français Les écologistes subit lui aussi une lourde perte de 8 sièges, ne renouvelant pas le très bon résultat de 2019. Le parti belge Écolo, lui aussi comptable de la coalition libérale du gouvernement De Croo, perd plus de la moitié de ses voix et un de ses deux sièges, dans le même mouvement où il perd plus de la moitié de ses sièges dans les parlements wallon et de la région de Bruxelles-capitale. Par contre, le parti arrive en tête avec 4 élu-es dans le collège néerlandophone de Bruxelles, là où il ne participait pas au gouvernement. Au Danemark, SF, le Socialistisk Folkeparti, ayant refusé en 2022 de soutenir le bloc gouvernemental construit derrière le parti social-démocrate de Mette Frederiksen, allié aux Moderates et au Parti libéral, s'est hissé à la première place lors des européennes, avec plus de 17 % des voix, dépassant les partis de la coalition et passant de 2 à 3 sièges.

## La Gauche

Le groupe The Left/La Gauche (GUE/NGL) se maintient, gagnant deux sièges. Les progressions les plus importantes sont réalisées avec La France insoumise qui obtient 9 sièges (un gain de 3 député-es), la Finlande où l'Alliance de gauche arrive en deuxième position avec 3 sièges et 17,3 % des suffrages, triplant ses voix et ses sièges, face aux partis de la coalition gouvernementale de la droite et de l'extrême droite. En Belgique, le PVDA/PTB passe de 1 à 2 sièges, en phase avec sa progression régulière depuis 2019 aux élections en Belgique. En Italie, l'alliance Verdi e Sinistra, inspiré de la NUPES française, réalise un gain important de ses deux composantes avec 6 sièges, dont deux député-es affiliés au groupe de la GUE. Ces gains compensent le recul de Die Linke en Allemagne (3 sièges), de Sumar et Podemos dans l'État espagnol (3 et 2 sièges) et du BE et du PC au Portugal (2 sièges au total au lieu de 4). Il faut noter aussi, en Grèce, le gain d'un siège par Plefsi Eleftherias, parti créé par Zoé Konstantopoulou, et non affilié.

Reste incertain le devenir de BSW (6 élu-es), le parti fondé en Allemagne par Sahra Wagenknecht, scission de Die Linke, sur des bases antiaustérité, mais ayant pris plusieurs positions contre les aides aux



Congrès fédéral des Verts à Karlsruhe avec Terri Reintke et Steffi Lemke, nov. 2023. © Kasa Fue – CC BY-SA 4.0

migrants et pour le blocage des demandeurs d'asile hors des frontières de l'UE. Son chef de file à Bruxelles, Fabio De Mais, affirme qu'il n'y aura pas d'affiliation à la GUE mais la recherche de la création d'un nouveau groupe européen.

## ECR et ID et les autres partis d'extrême droite

L'ECR/RCE, Conservateurs et réformistes européens (83 sièges) est apparu pour les élections européennes de 2009. Il a été créé par le Parti conservateur britannique de David Cameron avec l'ODS de Tchéquie, le PIS polonais, et rassemble certains partis présents dans l'ancien groupe Union pour l'Europe des Nations. À l'époque, il rassemblait 55 député-es, 83 aujourd'hui, ayant gagné 14 sièges lors des dernières élections. Les deux partis pivots sont Fratelli d'Italia (Giorgia Meloni), avec 24 sièges, et le PIS polonais, 20 sièges. Vient ensuite une présence dans 16 autres pays, avec notamment 6 sièges issus de Vox dans l'État espagnol.

L'ID, Identité et Démocratie (58 sièges) s'est créée, à la veille des européennes de 2019, autour de la Lega italienne, de l'AfD allemande, du FPÖ autrichien, du Rassemblement national français, du Vlaams Belang, du PVV de Geert Wilders.

Les deux groupes ECR/RCE et ID rassemblent au total 141 sièges dans le Parlement, tandis que plusieurs autres partis, non-inscrits, se situent aussi clairement à l'extrême droite. Dans plusieurs pays, leur poids est important désormais et, au niveau européen, la pression va clairement s'exercer pour des politiques encore plus réactionnaires.

En Italie, Fratelli d'Italia a inversé les rapports de force avec la Lega, passant de 5 à 24 sièges quand le parti de Salvini passait lui de 28 à 8, pour un total de 32 député-es d'extrême droite, alliés au gouvernement avec Forza Italia.

En France, le RN (affilié à ID) a largement gagné les élections passant de 23 à 30 député-es, auxquels il faut ajouter les 5 élu-es de Reconquête et, sans doute, la moitié des 6 député-es des Républicains, passés avec Éric Ciotti à l'alliance avec le RN.

En Allemagne, l'AfD a gagné 6 sièges, passant de 9 à 15 député-es, écarté pour l'instant du groupe ID. En Autriche, le FPÖ, affilié à ID, a doublé son nombre de sièges, passant de 3 à 6, rassemblant 25 % des voix. En Belgique, le Vlaams Belang en Flandres et le N-VA en Wallonie représentent 28 % des voix. En Hongrie, le Fidesz de Viktor Orban représente 45 % des voix, son parti et ses 11 député-es étant pour l'instant non-inscrits. Et derrière lui, Tizra, le parti de Peter Magyar (affilié au PPE), est directement issu de Fidesz, étant pro-européen, mais tout aussi réactionnaire. Sans oublier l'installation de Vox et de Chega dans l'État espagnol et au Portugal. Le kaléidoscope de l'extrême droite reflète des désaccords sur l'insertion dans l'UE et le rapport à la Russie, notamment suite à l'invasion de l'Ukraine mais, comme avec Viktor Orban, il existe entre tous ces partis une large plage d'accord concernant la politique sécuritaire et anti-immigrés.

La capacité de la gauche en Europe à redonner une nouvelle dynamique, combattant l'extrême droite en rassemblant les forces sociales et politiques sur les exigences sociales et démocratiques, est un enjeu essentiel de la période. ■

Le 27 juin 2024

# Vladimir Poutine et la proscription du socialisme en Russie

Le 5 avril 2024, le Mouvement socialiste russe (MSR) a été déclaré « agent étranger ». Cette décision a créé un précédent, car pour la première fois, les autorités russes ont effectivement interdit une organisation de gauche : il est évident que la loi oppressive et antidémocratique de Poutine élimine toute possibilité d'activité politique sous ce nom.

Toutefois, si nous considérons le statut d'agent étranger comme une sorte de reconnaissance par le régime, la décision est bien méritée. Au cours de ses treize années d'existence, le MSR s'est constamment opposé à l'agression militaire, à la dictature et à la privation des droits de la

majorité des travailleurs/ses. L'équipe de la plateforme socialiste *Posle.media* s'est entretenue avec des membres de l'organisation afin de retracer les étapes de son évolution, qui reflète à bien des égards l'histoire politique de la Russie au cours de la dernière décennie.

## Ilya Budraitskis, philosophe politique et historien

Le congrès fondateur du MSR a eu lieu au printemps 2011. Il s'est tenu peu avant les événements politiques décisifs qui allaient changer le cours de l'histoire du pays : Vladimir Poutine a annoncé son retour à la présidence en septembre et les manifestations de la place Bolotnaïa ont commencé à Moscou en décembre. Il est emblématique que le congrès de la nouvelle organisation regroupant plusieurs groupes socialistes ait été organisé par le Centre Sakharov, qui sera finalement fermé par les autorités.

Le manifeste du MSR, adopté lors du congrès, déclarait : « *la gauche russe s'est trouvée dans une situation [...] d'aggrava-*

*tion de la crise du système politique, de demande croissante d'une alternative politique qui traverse l'ensemble de la société* ». Par conséquent, le groupe nouvellement créé n'a pas revendiqué

la possession exclusive d'un véritable programme révolutionnaire et n'a pas

non plus considéré sa construction en tant qu'organisation comme une fin en soi. Notre objectif était de lancer le processus de création d'une large coalition de gauche qui, à l'avenir, deviendra un pôle socialiste indépendant d'un large mouvement d'opposition. La suite a montré la validité de cette analyse.

### Dans les mouvements démocratiques

Le MSR était représenté par un énorme cortège lors de la première manifestation de masse sur la place Bolotnaya le 10 décembre 2011, et une

édition spéciale de notre journal s'est vendue en quelques minutes. Dans les mois qui ont suivi, le MSR a participé activement à tous les événements clés du mouvement de protestation qui se développait : des membres de l'organisa-

tion ont pris la parole lors de rassemble-



**Ilya Budraitskis**

\* Ilya Budraitskis est militant de la IV<sup>e</sup> Internationale en exil, essayiste et théoricien politique, auteur de *Dissidents Among Dissidents : Ideology, Politics and the Left in Post-Soviet Russia*, Verso, Londres - New York, 2022.

ments à Moscou et à Saint-Pétersbourg ; nous avons imprimé un journal pendant les deux semaines du célèbre « Occupy Abay » (1) ; nous avons participé aux élections du Conseil de coordination de l'opposition ; et nous avons même fait des incursions militantes dans les manifestations de soutien à Poutine (auxquelles participaient alors, comme aujourd'hui, principalement des employé-es du secteur public sous la contrainte).

La version originale de cet article a été publiée dans *Links* le 03/05/2024.

Traduction : Félix Blanquet le Marchand

1) « Occupy Abay » : du 9 au 16 mai 2012, à Moscou, la statue d'Abai Kounanbaïev, sur le boulevard Chistoprudny, était le point de ralliement d'un mouvement d'occupation citoyenne contre le pouvoir.

« Notre objectif était de lancer le processus de création d'une large coalition de gauche qui, à l'avenir, deviendra un pôle socialiste indépendant dans large mouvement d'opposition. »

La composition de notre organisation a beaucoup changé à cette époque : après les manifestations, de nombreux et nombreuses camarades nous ont rejoints, tandis que d'ancien-nes ont démissionné, peu convaincu-es de la tactique de la participation active aux mouvements démocratiques de masse. Notre position selon laquelle la lutte pour le changement social est inséparable de la lutte pour les droits démocratiques fondamentaux se distinguait déjà à l'époque du contexte des groupes staliniens et dogmatiques qui sous-estimaient le risque de succomber à une dictature ouverte.

## Contre l'impérialisme

Après l'annexion de la Crimée et l'ingérence de la Russie dans le Donbass, le MSR s'est opposé sans équivoque au jeu impérial du régime de Poutine, dont les victimes sont non seulement les Ukrainien-nes, mais aussi la majorité de la population russe. Lors de la manifestation contre la guerre à Moscou au printemps 2014, le cortège du MSR a défilé sous une bannière sur laquelle on pouvait lire « *Les gens paient toujours pour la guerre* » : un slogan qui sonne encore plus vrai aujourd'hui, dans la troisième année d'une guerre à grande échelle qui a fait des centaines de milliers de mort-es. En 2014-2015, alors que les autorités attisaient l'hystérie chauvine, le MSR n'a pas eu peur d'aller à contre-courant et a continué à répéter son message : « *L'ennemi principal est au Kremlin* ». ■



## Kirill Medvedev

\* Kirill Medvedev est un activiste, musicien, traducteur et auteur soviétique et russe qui a notamment renoncé aux droits d'auteur sur toutes ses œuvres en 2004. Il est un membre clé du groupe musical Arkadiy Kots.

## Kirill Medvedev, poète, traducteur et musicien

L'année 2017 a marqué un tournant pour le MSR. Nous avons participé aux élections municipales de Moscou en 2017 et rejoint la campagne de Sergei Tsukasov pour la Douma de la ville de Moscou. Tsukasov, un démocrate de gauche avec de nombreuses années d'expérience en politique locale, était à l'époque à la tête du conseil local d'Ostankino, contrôlé par l'opposition. Sergueï avait le soutien du Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR) et de bonnes chances de l'emporter. C'est pourquoi, la veille du scrutin, il a été écarté de la course pour des motifs fallacieux.

Nous avons organisé de grandes manifestations à Moscou pour exiger sa réintégration ainsi que celle des autres candidat-es de l'opposition écarté-es de la course. Finalement, le groupe de Sergei a apporté son soutien au candidat du parti labloko, et le rassemblement de toutes ces forces a permis une victoire contre le candidat soutenu par le gouvernement. Il s'agit là d'un bon exemple de coopération au sein de l'opposition dans la circonscription. Depuis lors, nous avons participé à des actions militantes locales à Ostankino.

## Des campagnes électorales pour s'adresser aux masses

En 2021, nous avons rejoint la campagne de Mikhail Lobanov pour la Douma de la ville de Moscou. Nos militant-es ont été impliqués dans toute une série d'actions, de la préparation de l'agenda des activités à l'édition des journaux locaux, en passant par le travail sur le terrain. La campagne de Lobanov a montré que, dans une grande circonscription d'un million d'habitants, un socialiste ayant entraîné derrière lui un certain nombre de personnes dans sa campagne pouvait devenir un leader capable d'unifier l'opposition générale. Nous avons travaillé avec d'autres personnalités politiques de gauche, comme Vitaly Bovar à Saint-Pétersbourg, et nous avons présenté nos propres candidat-es, par exemple, Kirill Shumikhin à

Izhevsk. En 2022, nous avons soutenu l'initiative Vydvizhenie.

Les élections sont l'occasion de travailler sur un projet avec un calendrier et des résultats réalisables. C'est une expérience nécessaire pour les groupes de gauche, qui fonctionnent souvent en mode réactif, dans l'urgence, en essayant de répondre aux initiatives bien planifiées et bien financées des autorités. En outre, les élections sont l'occasion de nouer des liens avec les citoyen-nes qui, malgré la dépolitisation de masse, font bien plus confiance et s'intéressent davantage à un-e candidat-e et à sa campagne qu'à des militant-es extérieur-es, dont les objectifs et les motivations sont souvent perçues comme floues et suspectes.

## Construire une organisation

Devenir un-e responsable politique public, se présenter aux élections et se battre pour représenter le peuple est une décision personnelle, un choix de vie sérieux qui est généralement irréversible. Les organisations de la gauche russe ne produisent pratiquement jamais de responsables politiques. Les gens se rassemblent à la recherche d'autre chose : une identité de groupe, une lutte collective pour un programme révolutionnaire grandiose. De grandes attentes, en l'absence de moyens adéquats, conduisent souvent à l'épuisement et à la déception.

C'est pourquoi il est si important que les politicien-nes de gauche, qui ont une expérience pratique des élections et des médias, travaillent avec des groupes de militant-es, qui ont des horizons théoriques, historiques et idéologiques. Les élections sont la principale plateforme pour une telle collaboration, et nous continuerons à les organiser sous une forme ou une autre, mais elles ne sont évidem-

ment pas une fin en soi. Le résultat devrait être la formation d'un milieu commun et, en fin de compte, d'une organisation qui réunit des politicien-nes, des militant-es et des expert-es ; ceux et celles qui ont bénéficié de la coopération avec le PCFR et ceux et celles

“ Devenir un responsable politique public, se présenter aux élections et se battre pour représenter le peuple est une décision personnelle, un choix de vie sérieux qui est généralement irréversible. ”





qui ont toujours été déterminés à créer une infrastructure alternative de gauche. La guerre à grande échelle a perturbé de nombreux plans, mais elle a également accé-

léré la consolidation de forces de gauche saines – antiguerre et démocratiques. Le MSR a toujours été à l'avant-garde de ce processus et y joue aujourd'hui un rôle particulier. ■

## **Sasha Davydova, activiste du MSR**

Le jour où l'invasion de l'Ukraine a commencé, les membres du MSR sont descendu-es dans la rue pour protester contre la guerre. Je me souviens de la rapidité avec laquelle nous avons imprimé des tracts et les avons distribués dans les rues, ainsi que des piquets de grève solitaires. Certain-es ont été arrêté-es. Aujourd'hui, il n'y a plus de protestations, mais ce jour-là, il était déjà évident que la guerre constituait un tournant radical. Les changements politiques du système placent toute action politique organisée dans un cadre plus répressif que jamais.

Nous avons été contraint-es de nous adapter à la nouvelle réalité de la législation de guerre, contraint-es d'exister dans ce cadre. À partir du 24 février, nos priorités ont été d'assurer la sécurité, de ne pas compromettre nos camarades et de préserver notre organisation. La question de savoir comment agir s'est posée, mais le MSR est resté fidèle à lui-même tout au long de la guerre. Les membres et les participant-es du mouvement ont choisi de quitter la Russie ou non, mais la plupart d'entre elles et eux sont resté-es militant-es.

Le MSR s'est développé en tant que centre de gravité de gauche depuis 2022, et notre programme s'est également élargi. Nous avons commencé à réfléchir

et à parler plus fréquemment de politiques décoloniales, afin d'essayer de faire évoluer vers la gauche le discours de l'opposition. Nous poursuivons nos efforts dans le domaine syndical et soutenons les syndicats indépendants. Nos militantes ont fait entendre leur voix pour faire avancer l'agenda social féministe : nous avons créé un fanzine sur la maternité, organisé des actions contre les violences de genre et fait campagne contre les attaques conservatrices à l'encontre de l'autonomie corporelle des femmes. Dans la sphère éducative, le MSR a organisé des ateliers pour les sympathisant-es et des groupes de lecture. Nous avons fait de notre mieux pour ne pas rester isolé-es et replié-es sur nous-mêmes, en cherchant au contraire à faire évoluer le discours de l'opposition vers un démocratisme de gauche. Ainsi, nous avons dénoncé les inégalités flagrantes, écrit sur les grèves et les violations des droits du travail, et fait campagne contre la violence d'extrême droite, entre autres actions.

Des alliances horizontales ont également été conclues dans différentes villes avec d'autres initiatives et organisations sur des questions telles que la collecte de fonds pour les femmes et les prisonnier-es russes

ou l'envoi de lettres aux prisonnier-es politiques. À Saint-Petersbourg, nous avons continué à participer à des campagnes contre la gentrification et le développement immobilier dans les zones vertes.

Le MSR a noué des liens de solidarité internationale avec des organisations de gauche à l'étranger. En dehors de la Russie, les militant-es pouvaient se permettre de participer ouvertement à des manifestations aux slogans anti-impérialistes, de s'aligner sur les syndicats le 1<sup>er</sup> Mai et d'organiser des rassemblements antifascistes et des actions de solidarité avec les prisonnier-es politiques russes.

Mais c'est la campagne « Un Monde Juste » pendant les « élections » présidentielles qui a entraîné la vengeance sous la forme du statut « d'agent étranger ». C'était à la fois une campagne contre tous les candidat-es et un programme socialiste minimum qui a uni la gauche dans une coalition (et l'unification de la gauche est un succès en soi). La campagne pour un monde juste a combiné une action politique légale et une campagne active sur le terrain qui a évité l'erreur de légitimer les soi-disant élections, qui ont été complètement orchestrées par le Kremlin. Je pense que ses résultats montrent que notre position s'est avérée être la meilleure possible, car parier sur l'un des faux candidats (en particulier Davankov) ne pouvait en aucun cas être une expression de protestation. La campagne « Un Monde Juste » a permis d'unir et de politiser les voix de celles et ceux qui revendiquent la paix, l'égalité et la justice. Ce potentiel ne se perdra pas. ■

# Élections indiennes : la magie de Modi en question

Les formules politiques qui ont si bien fonctionné auparavant pour Narendra Modi se sont avérées moins efficaces cette année et son parti a perdu la majorité. Modi restera en poste, mais ses opposant-es seront plus confiant-es dans leur capacité à remettre en cause son programme hindutva (1).

Par  
Sushovan Dhar\*

Narendra Modi, le Premier ministre indien, a remporté un troisième mandat consécutif lors d'élections générales qui se sont révélées beaucoup plus serrées que prévu. La coalition au pouvoir, dominée par le BJP, l'Alliance démocratique nationale (NDA), a remporté 293 des 543 sièges de la chambre basse du parlement indien, la Lok Sabha, tandis que l'alliance INDIA de l'opposition, menée par le Parti du Congrès, a obtenu 234 sièges. La plupart des experts et une grande partie des médias pensaient que la marche effrénée de Modi se traduirait par une victoire facile, mais les résultats du scrutin ont prouvé le contraire.

Son ambitieux slogan « Ab ki baar, 400 paar » (« cette fois, plus de 400 », correspondant à son objectif d'emporter 400 élu-es) a lamentablement échoué, puisque le Bharatiya Janata Party a perdu sa majorité absolue et n'a remporté que 240 sièges à la Lok Sabha, contre 303 en 2019. Mais s'il y a un chiffre qui reflète l'aspect personnel de la chute de Modi, c'est la faible marge, de 152 513 voix – contre 471 000 en 2019 –

1) Idéologie hégémoniste indoue, notamment contre les musulmans dans les zones rurales.

2) Centre for Monitoring Indian Economy Pvt. Ltd, "Youth unemployment shockingly high", Natasha Somayya K, 26 septembre 2023.

3) L'intensité capitaliste mesure, pour une unité, les actifs nécessaires pour générer un revenu. Elle se calcule en rapportant des immobilisations corporelles brutes à l'effectif salarié en équivalents temps plein (ETP).

par laquelle il a remporté son propre siège à Varanasi. Ce n'est pas seulement la marge qui s'est rétrécie : cette fois-ci, il a obtenu environ 62 000 voix de moins, même si le nombre total de voix dans la circonscription a augmenté d'environ 70 000, réduisant sa part de voix de 63,6 % à 54,2 %.

Le BJP n'ayant pas obtenu la majorité absolue, Modi sera contraint de s'appuyer sur des partenaires, un choc pour quelqu'un qui a l'habitude de jouir d'un pouvoir et d'une autorité sans entraves. Modi est tombé de son piédestal et sera sauvé par des partis régionaux comme Telugu Desam, Janata Dal (United), etc. Non seulement le paysage politique changera et Modi sera considérablement affaibli, mais il devra également faire face à une opposition rajeunie qui remettra en question son omniprésence dans la politique et la société indiennes.

## Contexte socio-économique

Les élections se sont déroulées dans un contexte de crise socio-économique sans précédent, des inégalités, un chômage et une inflation élevés. Selon les données du CMIE, l'Inde possède un taux de chômage des jeunes parmi les plus élevés au monde, avec 45,4 % (2). Le taux de chômage global est de 8 %, sans tenir compte des nombreux types de sous-emploi et de chômage caché dans un pays où près de 94 % de la main-d'œuvre est employée dans le secteur informel.

Alors que tous les discours dominants se concentrent sur la réalisation d'un



Sushovan Dhar

\* Sushovan Dhar est membre de la IV<sup>e</sup> Internationale et syndicaliste dans le mouvement paysan en Inde. Il est membre du conseil international du Comité pour l'abolition de la dette du tiers monde (CADTM), du comité central de l'Alliance d'Asie du Sud pour l'éradication de la pauvreté (SAAPE) et vice-président du Progressive Plantation Workers Union (PPWU). Il était auparavant membre du comité éditorial du *Journal of Labour and Society*, publié par Wiley-Blackwell.

taux de croissance élevé du PIB et d'une économie de 5 000 milliards de dollars d'ici 2028, rares sont ceux qui se demandent à qui profitera la course vers ces objectifs. Le gouvernement s'est engagé à porter la part du secteur manufacturier dans l'économie à 25 % d'ici 2025, mais en Inde, les investissements ont été principalement consacrés à la fabrication à forte intensité de capital (3), ce qui n'a pas permis de créer des emplois et d'autres perspectives de subsistance. Les unités à forte intensité de capital, qui font également partie de la chaîne d'approvisionnement mondiale, ont une contribution limitée à la création d'emplois dans le secteur manufacturier en raison des progrès technologiques et de l'automatisation. L'État indien soutient totalement ce secteur par le biais de régimes d'incitation liés à la production et d'autres politiques, au détriment des industries à forte intensité de main-d'œuvre.

Il n'est pas surprenant que la croissance de l'emploi stagne à 2 % depuis deux décennies et qu'il soit difficile d'absorber l'excédent de main-d'œuvre, à moins que le taux n'atteigne 4 à 5 %. La part des salaires dans le PIB étant en baisse, les inégalités ont atteint des niveaux records. Alors que le pays se classe au troisième rang des pays ayant le plus de milliardaires dans le monde, avec 271 milliardaires, 800 millions de personnes dépendent de la gratuité des céréales pour survivre. Leurs conditions d'existence, ainsi que celles d'une part importante de la classe moyenne, sont aggravées par des niveaux d'inflation élevés, en particulier par la hausse des prix des denrées alimentaires.

L'endettement des ménages indiens a atteint le niveau record de 39,1 % du produit intérieur brut (PIB). Cette situation est préoccupante car, malgré une croissance significative du PIB, l'endettement des ménages reste élevé et l'épargne faible. Les économistes ont attribué la forte baisse de l'épargne – alors que les niveaux d'endettement restent élevés – à la faiblesse des revenus et au ralentissement de la consommation dans l'économie.

## La détresse rurale

L'Inde rurale n'a pas suivi le rythme de l'économie dans son ensemble. L'écart s'est creusé pendant la pandémie, lorsque la demande en biens et services en zone rurale a été gravement affectée par l'érosion du pouvoir d'achat, et les mauvaises conditions météorologiques l'ont encore affaiblie. Au cœur de l'Inde intérieure, une crise silencieuse se déroule et en dit long sur les problèmes économiques qui affectent les communautés rurales dans tout le pays. La baisse des salaires réels, conjuguée à une inflation galopante, plonge l'Inde rurale dans un abîme de détresse financière. Cette détresse est l'histoire d'une souffrance tangible subie par des millions de personnes qui travaillent dur et qui luttent pour joindre les deux bouts.

Les chiffres dressent un tableau sombre : les salaires ruraux se sont contractés au cours de 25 des 27 derniers mois (jusqu'en avril 2024), atteignant une baisse stupéfiante de 3,1 % pour le seul mois de février. Cette érosion du pouvoir d'achat est exacerbée par une spirale inflationniste incessante, les produits de base étant de plus en plus hors de portée des ménages ruraux. De la lentille aux oignons, la hausse des prix des produits de première nécessité étrangle des budgets déjà serrés, laissant les familles



devant des choix impossibles. Mais les répercussions vont bien au-delà de l'économie domestique. L'atonie de la consommation, illustrée par la stagnation des ventes de tracteurs et la baisse des achats de deux-roues, est le signe avant-coureur de problèmes systémiques plus profonds. Ces tendances reflètent non seulement les problèmes économiques de l'Inde rurale, mais aussi un malaise plus général dans l'économie rurale du pays.

Alors que les tracteurs prennent la poussière, les roues du progrès s'arrêtent dans les communautés rurales, frustrant les aspirations et étouffant la croissance. En outre, la disparité entre les taux d'inflation ruraux et urbains souligne l'inégalité du fardeau supporté par les populations rurales. Alors que les zones urbaines peuvent résister aux pressions inflationnistes avec une relative facilité, les communautés rurales sont touchées de manière disproportionnée, avec des ressources limitées pour amortir la

hausse des coûts. Cette disparité n'est pas simplement une question de statistiques économiques, mais le reflet des inégalités systémiques qui perpétuent l'appauvrissement des zones rurales.

## La crise agricole

La crise agricole est le défi le plus pressant auquel l'Inde est confrontée. Cette crise comporte plusieurs niveaux et plusieurs facettes. Le secteur agricole est un aspect crucial de l'économie indienne, avec près de 60 % de la population travaillant dans l'agriculture et contribuant à hauteur de 18 % au PIB du pays. Il est assez bien établi que la crise agricole, telle que nous la connaissons aujourd'hui, s'est intensifiée au début des années 1990, alors que l'économie subissait des changements structurels. L'évolution de la néolibéralisation a également favorisé une réduction massive des subventions aux intrants agri-

*“L'érosion du pouvoir d'achat est exacerbée par une spirale inflationniste incessante. De la lentille aux oignons, la hausse des prix des produits de première nécessité étrangle des budgets déjà serrés.”*

coles. Avec la diminution des subventions aux intrants par l'État, en pourcentage du PIB, les prix des intrants ont fortement augmenté, bien que les prix à la production n'aient pas réagi en conséquence.

En Inde, les subventions aux intrants concernent principalement les engrais, l'électricité et l'irrigation. Le crédit agricole est considéré comme une subvention indirecte. Les subventions alimentaires sont également accordées par l'État. La crise agraire et la détresse agraire en Inde ont conduit à l'endettement rural. Même les nombreux rapports soumis au gouvernement sur les suicides d'agriculteurs ont clairement indiqué que l'endettement des ménages ruraux en était l'une des principales causes.

En 2021, l'enquête de l'Office national d'enquête par sondage (ONES) intitulée « Assessment of Farm Households and Farm and Livestock Holdings, 2019 » (Évaluation des ménages agricoles et des exploitations agricoles et d'élevage, 2019) a été publiée. Les données de l'enquête montrent qu'environ la moitié des ménages agricoles indiens sont endettés. Les données du Bureau national des statistiques estiment que dans toute l'Inde, de janvier à décembre 2019, 50,2 % des ménages étaient endettés. Il s'agit d'un chiffre colossal si l'on considère que le pays comptait 93 millions de ménages agricoles en 2019.

## Déficit démocratique

Par ailleurs, la crise politique s'aggrave de jour en jour. Au cours de la dernière décennie, les Indien-es ont assisté, impuissantes, à l'emprisonnement de militant-es de la société civile, de journalistes, d'étudiant-es et de dissident-es, à la capture institutionnelle, à la propagation de discours de haine et de violence contre les minorités musulmanes et chrétiennes, et à la suppression de toute forme d'opposition politique. L'année dernière, plus de 143 député-es ont été suspendu-es afin d'éliminer toute dissidence au sein du Parlement. Leur seule transgression a été de demander un débat au parlement sur la violation de la sécurité par un gouvernement qui utilise le terme de « sécurité nationale » pour détenir des



Des agricultrices travaillent sur leurs parcelles de légumes près de la ville de Kullu, dans l'Himachal Pradesh, en 2011. Auparavant, la région était un important producteur de pommes, mais la hausse des températures a contraint presque tous les producteurs de pommes de la région à abandonner leur culture. © Neil Palmer (CIAT) – CC BY-SA 2.

milliers de personnes à travers le pays. De nombreux membres de l'opposition ont estimé qu'une purge totale était en cours pour faire passer des projets de loi draconiens sans aucun débat digne de ce nom. Les procédures parlementaires ont également atteint des niveaux sans précédent, l'ensemble du budget ayant été adopté sans débat et la plupart des projets de loi ayant été adoptés sans vote enregistré.

Les agences d'investigation et d'autres institutions ont surtout été (mal) utilisées pour persécuter les dirigeants de l'opposition, y compris pour démanteler des partis rivaux. Le recul démocratique n'a jamais été aussi évident, les médias étant réprimés et les universités étant privées de leur fonction vitale qui est d'inculquer l'esprit critique aux étudiants. Les stratégies fascistes de prise de pouvoir, comme celles de leurs homologues mondiaux, consistent à éroder progressivement les institutions et les pratiques démocratiques

*« Les stratégies fascistes de prise de pouvoir, comme celles de leurs homologues mondiaux, consistent à éroder progressivement les institutions et les pratiques démocratiques jusqu'à ce qu'il ne reste plus que les élections comme référence démocratique symbolique. »*

jusqu'à ce qu'il ne reste plus que les élections comme référence démocratique symbolique. Le contrôle des médias par le Premier ministre Modi, les fonds considérables qu'il a consacrés à sa campagne et sa démagogie manifeste lui ont permis d'ignorer les véritables préoccupations des électeurs.

L'Inde est l'un des pays où les citoyens ont le moins d'attachement à la démocratie représentative. Une enquête réalisée par le centre de recherche américain Pew menée l'année dernière dans 24 pays a montré que l'enthousiasme pour la démocratie a diminué dans de nombreux pays depuis

2017, et près de 75 % des personnes interrogées affirment que les élu-es ne se soucient pas de ce que pensent les gens ordinaires. En Inde, ce sentiment est particulièrement fort. Seuls 36 % des Indien-es pensent aujourd'hui que la démocratie est une bonne idée, contre 44 % il y a six ans, et un pourcentage stupéfiant révèle que 72 % des Indien-es – le plus élevé de tous les pays étudiés – pensent qu'un régime militaire serait une bonne idée.

La forte déconnexion entre la population et la politique, qui engendre une telle apathie, met en évidence un énorme déficit démocratique et pourrait être considérée comme une mesure du déclin démocratique de l'Inde sous la direction de Modi. Les observateurs mondiaux de la démocratie considèrent l'Inde comme l'une des démocraties dont le déclin est le plus rapide. La Freedom House, basée à Washington, l'a qualifiée de « partiellement libre », tandis que l'Institut suédois pour les variétés de démocratie (V-Dem) la qualifie « d'autocratie électorale ». Dans son (dernier) « Rapport sur la démocratie 2024 », V-Dem a qualifié l'Inde de « l'une des pires autocraties ». Ces observateurs mondiaux ont noté que les dix années passées par Modi en tant que Premier ministre ont été marquées par une réduction sans précédent des libertés civiles, un rétrécissement de l'espace civique, la mainmise sur les institutions démocratiques et l'oppression des minorités indiennes, en particulier des 200 millions de musulmans, qui représentent environ 14 % de la population.

Les minorités religieuses du pays sont confrontées à une menace existentielle, étant constamment marginalisées et humiliées. Modi a ouvertement qualifié les musulmans « d'infiltrés » au cours de la campagne électorale actuelle, généralisant l'idée qu'ils sont indésirables dans le système politique. Un programme de radicalisation de masse mené par l'État – par le biais des médias sociaux,



des médias grand public, des programmes scolaires, des paroles et des actions du gouvernement et des acteurs non gouvernementaux tels que les groupes d'autodéfense – a polarisé la société. Les institutions démocratiques indiennes sont systématiquement imprégnées de l'idéologie nationaliste hindoue et remplies de ses partisans.

Cette concentration extrême du pouvoir exécutif s'accompagne d'une concentration du pouvoir économique, le gouvernement Modi accordant des allègements fiscaux et des faveurs politiques aux grandes entreprises, qui, en retour, financent son autocratie naissante par de gros chèques. Un rapport judiciaire sur les détails d'un outil anonyme de financement de campagne appelé « obligations électorales » montre comment son parti amasse la part du lion des contributions des entreprises, souvent en échange de faveurs du gouvernement ou par le recours à la coercition. Une petite partie de la population a prospéré grâce à ces entreprises en plein essor, mais les inégalités se sont creusées.

### La « magie de Modi »

La stratégie du BJP pour remporter les élections et obtenir ainsi l'aval du Parlement pour son projet fasciste repose sur la « magie de Modi ». Auparavant, le BJP avait exploité la ferveur ultranationaliste déclenchée par l'attaque de Pulwama (4) et l'opération éclair de Balakot pour remporter les élections de 2019. Cette fois, sans grande surprise, le joueur de flûte a joué la musique de la gouvernance stable, de la continuité du « développement », de mesures de bien-être efficaces et d'une amélioration de l'image mondiale de l'Inde. De plus, une combinaison de réalisations hypernationalistes – révoquer l'autonomie du Cachemire, construire le temple de Ram à Ayodhya et promulguer la loi discriminatoire sur la citoyenneté – a été choisie comme partition gagnante. La nouvelle loi sur la citoyenneté n'offre une voie rapide vers la naturalisation qu'aux immigrants non musulmans originaires d'Afghanistan, du Bangladesh et du Pakistan et installés avant le 31 décembre 2014. La loi exclut les musulman-es, qui sont majoritaires dans ces trois pays.

En outre, les résultats obtenus par de nombreux États gouvernés par le BJP dans la mise en œuvre de lois renforçant les réglementations sur les mariages interconfessionnels et attaquant les minorités

au nom de la protection des vaches étaient censés rapporter de gros dividendes. Mais le théâtre électoral a suivi un scénario différent. La répétition constante par les chaînes d'information de l'invincibilité du BJP n'a pas fonctionné non plus.

L'opposition a été prise dans les méandres du partage des sièges, les rivalités internes, les défections et l'absence d'un leader. En outre, elle a dû faire face aux ressources financières considérables du BJP, qui ont assuré une portée et une influence importantes à sa campagne. Les dépenses considérables du BJP, qui comprenaient un milliard de dollars américains provenant du programme de financement électoral, désormais illégal, étaient destinées à submerger l'électorat. Il a dépensé beaucoup plus pour les élections que tous les autres partis réunis. Cela a sapé les systèmes électoraux indiens, déjà peu démocratiques. Les résultats des élections ont toutefois permis de freiner la montée fasciste, mais momentanément.

### Les causes du recul

La magie de Modi, la formule gagnante, semble avoir perdu de son éclat. La défaite cuisante du BJP en Uttar Pradesh, l'État du cœur de l'Hindi qui a été le laboratoire de la politique de l'Hindutva au cours des trois dernières décennies, a bouleversé l'histoire. Ce revers survient quelques mois seulement après la consécration très médiatisée du temple de Ram à Ayodhya, qui aurait eu comme objectif de polariser les sentiments religieux pendant les élections. Le BJP a perdu la circonscription de Faizabad, qui comprend Ayodhya, malgré une campagne intensive sur la question du temple de Ram.

Comment comprendre un tel résultat électoral face à un leader dont la cote de popularité a toujours été élevée ? S'agit-il simplement d'un phénomène de dédagisme ? Ou de l'influence des courants rejetant l'inflation, le chômage et les souffrances croissantes de la population d'une part, et des effets de la tentative du gouvernement d'imposer des mesures impopu-

lares telles que la réglementation agricole ou les réformes du droit du travail d'autre part ? Depuis longtemps le BJP a perdu toutes les élections basées sur le reflet des clivages de classes, alors que les élections basées sur des enjeux communaux et sur le chauvinisme ont favorisé son retour au pouvoir. Si nous examinons les élections précédentes dans les États, qui ne sont pas moins importantes, nous obtenons une meil-

leure image. Les revers du BJP au Karnataka, et auparavant au Madhya Pradesh, au Chattisgarh, au Rajasthan et dans d'autres États, montrent que le parti a été évincé du pouvoir parce qu'il n'a pas réussi à polariser l'opinion publique autour du communautarisme et du chauvinisme. Il a continué à le faire dans l'Uttar Pradesh jusqu'à aujourd'hui et, en conséquence, l'État a été le bastion le plus

puissant du BJP dans le pays, le laboratoire le plus récent du fascisme indien.

Plusieurs facteurs semblent avoir ralenti sa progression au centre. La « magie de Modi » a surtout opéré lors des élections législatives, lorsqu'il s'est présenté comme un leader fort, capable d'assurer la sécurité politique et économique du pays. L'image d'un leader puissant et centralisateur, comme Hitler, a été méticuleusement cultivée. L'image d'un pouvoir centralisé, associée à un récit électoral national singulier, qui était autrefois le seul argument de vente de Modi, s'est avérée efficace en 2014 et en 2019. Cependant, l'absence d'un récit unificateur a provoqué une fragmentation importante, entraînant une provincialisation des préoccupations et des problèmes. L'élection a semblé être une somme de préoccupations centrées

“ Cette concentration extrême du pouvoir exécutif s'accompagne d'une concentration du pouvoir économique, le gouvernement Modi accordant des allègements fiscaux et des faveurs politiques aux grandes entreprises, qui, en retour, financent son autocratie naissante par de gros chèques. ”

4) L'attentat de Pulwama est un attentat-suicide islamiste au véhicule piégé survenu le 14 février 2019 dans le district de Pulwama, État du Jammu-et-Cachemire, en Inde. L'attaque, perpétrée par un membre de l'organisation pakistanaise Jaish-e-Mohammed, tue quarante-six membres de la Central Reserve Police Force. En représailles, le 26 février 2019, dans le district de Mansehra, au Pakistan, des Mirage 2000 indiens frappent un camp d'entraînement de Jaish-e-Mohammed. Selon l'Inde, le camp est rasé tandis que le Pakistan annonce que la frappe n'a fait aucun dégât. Cette frappe en territoire pakistanais déclenche la confrontation indo-pakistanaise de 2019.



# Inde

sur l'État, dans laquelle la « magie » a perdu une grande partie de son attrait.

En fait, le BJP n'a pas pu centraliser efficacement la question électorale en présentant Modi comme une lueur d'espoir pour le développement, car cela aurait pu ouvrir la boîte de Pandore compte tenu de la situation socio-économique actuelle. Avec l'inauguration du temple de Ram à sa disposition, il espérait surmonter les défis d'une coalition d'opposition faible. Si le slogan « plus de 400 » peut sembler arrogant, la vérité est qu'en l'absence de tout autre sujet convaincant, ce slogan a été soigneusement élaboré pour tout à la fois submerger les électeurs et créer un désarroi dans les rangs de l'opposition. Cela n'a pas fonctionné. L'opposition a fait campagne contre ce slogan, arguant que si le BJP remportait une victoire écrasante, il modifierait la Constitution. Si les musulmanes et les autres minorités religieuses ont été horrifiés par cette perspective, les intouchables (dalits) et les autres castes arriérées ont également craint que leurs réservations (quotas, NDLR) leur soient retirées. Le Congrès et les autres partis d'opposition ont habilement exploité la résistance du BJP au recensement des castes. Le recul des électeurs dalits et des OBC (Other Backward Classes) non-Yadav (5) a coûté cher au parti dans le nord de l'Inde.

## La voie à suivre

Les masses sont apparues comme la force la plus puissante de ces élections. Les résultats montrent que le BJP a perdu

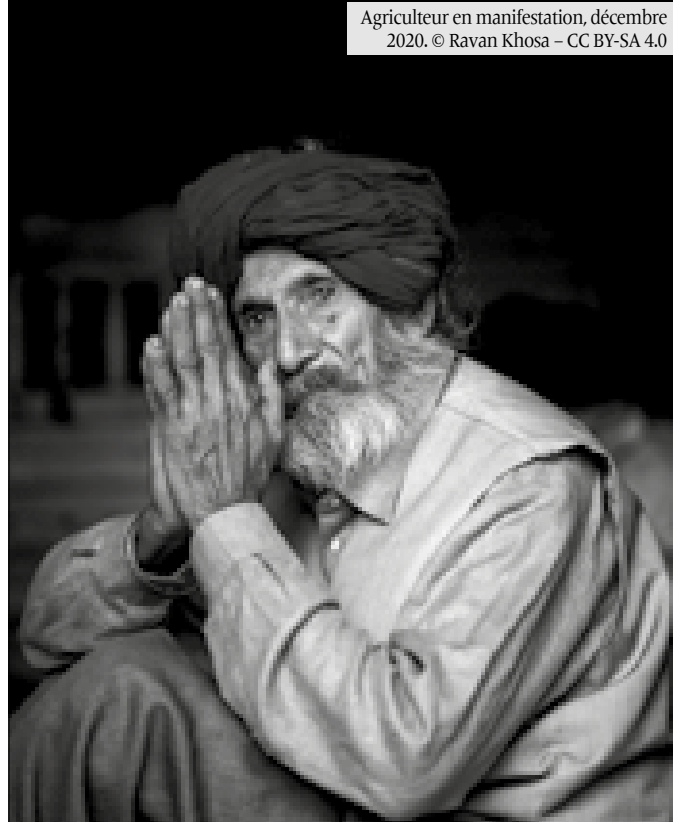
5) Les Yādava désignent le regroupement de grandes communautés indiennes (Ahirs, Gauls, Gopis et Goalas) vivant de l'élevage. Historiquement, dans le sud de l'Awadh, dans les provinces du nord-ouest de l'Inde et dans la province de Bihar, des communautés aristocratiques (exemples du travail manuel) s'étaient taillées de petites enclaves au sein de terres cultivées par les castes paysannes.

6) Le Rashtriya Swayamsevak Sangh, en français « Organisation volontaire nationale » ou « Organisation patriotique nationale », est un groupe nationaliste hindou d'extrême droite et paramilitaire. Le RSS a été fondé en 1925 comme un groupe éducatif destiné à forger l'unité de la communauté hindoue, à lutter contre le colonialisme britannique et à supprimer le séparatisme musulman. Il s'inspire notamment des groupes d'extrême droite européens, comme le Parti nazi d'Allemagne. Ses membres participent à des mouvements politiques et sociaux, y compris pour l'indépendance de l'Inde, et le RSS devient ainsi l'une des organisations nationalistes hindoues les plus puissantes sous l'influence de Madhukar Dattatraya Deoras. À l'époque du colonialisme britannique, l'organisation ne lui était pas particulièrement hostile : certains de ses militants préféraient collaborer avec l'Empire et entrer dans l'armée afin de lutter contre les musulmans, perçus comme les principaux ennemis.

38 sièges dans des circonscriptions qui ont connu une participation active à la lutte des agriculteurs. Qu'il s'agisse des agriculteurs, des médecins ou des mouvements contre la loi sur la citoyenneté, tous ont une opinion polarisée sur le gouvernement du BJP. Alors qu'une grande partie de la société a activement défilé dans les rues, ignorant les sévères représailles, une partie encore plus importante a silencieusement suivi le mouvement et est passée à l'action dans les isolements. La main de fer de l'autocratie montrant apparemment des signes de faiblesse, on peut s'attendre à d'autres mouvements de ce type à l'avenir, étant donné la crise omniprésente qui nous engloutit.

Mais les manifestations spontanées suffiront-elles à vaincre les fascistes ? N'oublions pas que nous sommes confrontés à un adversaire puissant qui a la capacité de riposter, étant donné la montée mondiale de la droite. Il a été souligné précédemment que le BJP rebondit fortement après chaque revers électoral en raison de la forte présence du RSS (6) et de son réseau fasciste sur le terrain. La main de fer de l'autocratie montrant apparemment des signes de faiblesse, le développement d'autres mouvements de ce type est probable à l'avenir, étant donné la crise généralisée dans laquelle nous nous trouvons.

Nous avons besoin d'une stratégie clairement articulée, capable de créer un récit contre-hégémonique basé sur une vision transformatrice anticapitaliste forte, avec une composante démocratique importante. L'ironie est que la gauche devrait jouer un rôle central dans ce projet, mais elle n'est pas une force suffisamment forte dans le paysage politique indien actuel, même si elle a été capable d'augmenter sa présence parlementaire de 6 à 9 députés. Pendant longtemps, elle s'est enlisée dans le parlementarisme, sans véritable stratégie et a perdu lentement mais sûrement ses électeurs sur le terrain. Le courant dominant de la gauche a subi une déformation petite-bourgeoise telle qu'il est incapable de gagner le soutien d'une quelconque partie des masses souffrant des crises multiples. Pour certaines parties



de la gauche, la justification de leur alliance avec les partis bourgeois était que les élections actuelles n'étaient qu'une occasion de reprendre et de porter la bannière de la liberté démocratique bourgeoise qui a été jetée par-dessus bord.

Il est trop tôt pour tirer des conclusions définitives, car le BJP s'est vu refuser la majorité absolue, mais n'a pas été vaincu. Toute exagération des résultats de l'opposition pourrait nous entraîner sur une mauvaise voie politique. Toutefois, certains résultats du verdict de 2024 doivent être analysés avec soin. Il a non seulement remis en cause l'invincibilité hégémonique de Modi, mais il a également ramené le pays à un gouvernement de coalition après une décennie de contrôle par un parti unique. Un gouvernement fort, contrôlant totalement le parlement, ne serait pas de bon augure pour les intérêts de la classe ouvrière. Un gouvernement faible et instable dirigé par une alliance non-BJP ne ferait que restaurer la crédibilité perdue du BJP. Un gouvernement faible dirigé par le BJP et Modi ne paralyserait pas seulement l'establishment capitaliste dans son ensemble, mais détruirait encore davantage et complètement les restes carbonisés du BJP-Modi. Et cela ouvrira certainement des options pour la gauche et les mouvements sociaux. Nous avons besoin de toute urgence d'une nouvelle gauche capable de lutter contre l'hégémonie hindoue et de ne pas rompre avec le projet contre-transformateur de construction d'un socialisme démocratique. ■

Le 14 juin 2024

# Amériques latines et Caraïbes. Tensions, dangers et opportunités d'une période de crise

Dans le cadre de la polycrise capitaliste qui s'approfondit d'année en année dans le monde entier, les crises politiques, écologiques et sociales prennent en Amérique latine un tour particulièrement aigu et chaotique. La pauvreté de très larges franges des populations, les profondes inégalités sociales, la multiplication des « zones de sacrifices » destinées à l'extractivisme et les épisodes de sécheresse intense, la violence étatique et de groupes armés, tout comme la très forte polarisation des sociétés l'expliquent largement, tandis que les classes dominantes de la région apparaissent disposées à s'appuyer sur l'extrême droite pour maintenir leur hégémonie.

Par  
Fabrice Thomas et  
Franck Gaudichaud\*

C'est dans ce cadre « sous tension » que, depuis plus de vingt ans, ont alterné au pouvoir, dans plusieurs pays, des gouvernements réactionnaires de différentes obédiences et des gouvernements souvent qualifiés de « progressistes », eux aussi avec des orientations assez variées et liées à différents contextes nationaux (1). La caractéristique de ces dernières années (au moins depuis 2016) semble être une accélération du rythme de cette alternance, parfois sous la forme d'un « dédagisme électoral ». Les « progressistes » ont présenté des versions nettement plus affadies et social-libérales, et les gouvernements réactionnaires conservateurs des versions nettement plus radicales.

## Offensives autoritaires

Ainsi, que ce soit au Brésil, en Argentine ou au Chili, à droite, on a vu émerger des forces politiques incarnées par Jair Bolsonaro, Antonio Kast ou Javier Milei, clairement positionnées à l'extrême droite, et prônant des politiques de classe visant à réprimer brutalement tous les mouvements sociaux, affirmant leur haine contre les LGBTQI+ et les féministes, leur

xénophobie, pour mieux permettre des mesures économiques ultralibérales que réclame le capitalisme en crise et les puissances impérialistes (2). Face à eux, les progressistes et les partis du nationalisme-populaire (comme le Parti des travailleurs au Brésil ou le Mouvement au socialisme bolivien par exemple) sont apparus de plus en plus sur la défensive, largement déconnectés des luttes populaires (dont ils étaient en partie issus), décevants quant à leur politique économique faiblement redistributive, quand ils ne combattaient pas ouvertement leurs soutiens populaires et les mouvements critiques « en bas à gauche ».

Les limites ou contradictions des progressistes ont facilité le retour ou l'émergence des forces d'extrême droite. Dans certains pays on a assisté, au contraire, à des formes de régression qui se sont générées sans basculement vers l'extrême droite, où ce sont des forces du nationalisme-populaire qui s'enfoncent dans une dérive autoritaire et de répression : au Venezuela, tout d'abord, où la crise du processus bolivarien paraît sans fond (malgré l'horizon des élections présidentielles du 28 juillet prochain) et – dans sa version la plus abjecte – le Nicaragua sous la coupe du clan Ortega.

Du Nord au Sud, les situations sont évidemment très variées mais quelques points communs peuvent être dégagés. Ainsi, la violence dans les sociétés a partout augmenté, qu'elle soit liée aux narco-trafiquants et aux réseaux mafieux, aux propriétaires terriens et aux paramilitaires, aux transnationales des mégaprojets, ou tout simplement à la répression patronale appuyée sur des appareils d'État de plus en plus répressifs, s'appuyant sur un arsenal de lois d'exception et la militarisation de l'espace public. Les premières victimes de cette violence sont bien sûr les classes populaires en



**Fabrice Thomas et  
Franck Gaudichaud**

\* Fabrice Thomas et Franck Gaudichaud sont membres de la IV<sup>e</sup> internationale et de la commission internationale du NPA-L'Anticapitaliste.



# Amérique latine

général, dans les villes ou les campagnes, et en particulier les populations autochtones, les dizaines de millions de migrant-es qui parcourent le continent tous les ans, les militant-es syndicaux, féministes et écologistes. Dans un certain nombre de cas, surtout parmi les communautés des peuples originaires, l'auto-défense des populations (y compris par le biais de polices communautaires, comme au Mexique) tente d'y répondre. Mais dans de nombreux autres cas, particulièrement dans le Cône Sud, cette violence est surtout utilisée par les gouvernements ou les mouvements réactionnaires pour promouvoir une politique répressive tous azimuts et des régimes de plus en plus liberticides, qui déploient une propagande souvent adossée sur une vision patriarcale de la famille et de l'ordre social, mais aussi sur des promesses de croissance économique, de combat contre la corruption des élites, aux accents nationalistes, identitaires et messianiques. C'est ce qui peut expliquer en partie les succès des Bolsonaro, Katz ou Milei parmi les classes populaires. Le terrible paradoxe de cette tendance est que la violence provoquée par la précarité généralisée de la vie, l'ampleur du travail informel (plus de 50 % de la population active en Argentine) et le système néolibéral extractiviste frappe surtout les classes opprimées et devient un argument en retour pour leur faire accepter, voire souhaiter, des « ruptures radicales » qui sont capitalisées politiquement par les extrêmes droites, alors que les gauches anticapitalistes restent encore trop faibles et souvent fragmentées.

## Les difficultés des courants « progressistes »

Un autre point commun tient à l'affaiblissement – parfois au discrédit – des mouvements sociaux et « plébéiens » qui avaient mené et parfois gagné de grandes luttes. Ces mouvements avaient été la pointe avancée des résistances anti-néolibérales des années 1990-2000 et la base sur laquelle les gouvernements « progressistes » avaient construit leurs victoires électorales, parfois avec un discours clairement post-néolibéral et anti-impérialiste (Bolivie, Venezuela, Équateur). Une fois au pouvoir, la plupart des exécutifs de gauche et leurs leaders charismatiques

se sont efforcés de contenir, étouffer ou canaliser ces mouvements.

Dans les années de guerre froide, les coups d'État et les dictatures militaires étaient la réponse des classes dominantes et de l'impérialisme étasunien à la montée des luttes populaires, face au « danger » de victoires révolutionnaires (comme à Cuba ou au Nicaragua). Depuis le début du 19<sup>e</sup> siècle, il y a eu certes plusieurs coups d'État, d'ailleurs souvent plus « institutionnels » que seulement « politico-militaires », mais la réponse des tenants de l'ordre capitaliste a généralement été d'empêcher toute avancée radicale de la part des gauches au pouvoir, tout en soutenant l'émergence de nouvelles forces conservatrices, surfant sur la déception des classes populaires vis-à-vis des gouvernements progressistes. L'anti-progressisme a aussi été permis par les manœuvres de Washington dans la région, en lutte contre l'influence désormais centrale de la Chine, et par un agenda médiatique global extrêmement agressif aux mains de grands groupes et aussi d'Églises réactionnaires évangéliques.

## Crises et nouveaux de la gauche

Un troisième point saillant, et peut-être déterminant, est la dégradation, depuis 2008-2009, des conditions économiques globales et particulièrement la chute des cours mondiaux des matières premières qui constituent l'essentiel des ressources en devises de la plupart des États de la région. La politique extractiviste, maintenue par tous les gouvernements progressistes, leur avait permis de pratiquer une certaine redistribution qui avait bénéficié à la partie de leur population la plus précarisée, et facilité la (re)construction de services publics. Les marges de manœuvre financières se réduisant, loin de compenser cette perte par une politique (fiscale notamment) s'attaquant aux privilèges des classes dominantes, ces gouvernements ont au contraire infléchi leur politique vers de plus en plus de libéralisme et se sont eux-mêmes privés du soutien de larges couches des secteurs populaires. C'est sur la base des conditions économiques et sociales profondément dégradées que dans de nombreux pays la droite la plus radicale a pu prospérer.

Il faut pourtant, là encore, dans des Amériques latines plurielles et aux

parcours largement différenciés, nuancer largement ce constat général. Ainsi, soulignons également que depuis l'élection de Andrés Manuel López Obrador au Mexique en 2018, orientation progressiste de gauche (ou « populiste de gauche ») confirmée haut la main avec la récente victoire de Claudia Sheinbaum, plusieurs pays voient se développer un « progressif tardif » (selon l'expression du sociologue marxiste Massimo Modonesi) : après le Mexique, on a vu la victoire de Gabriel Boric au Chili, puis de Gustavo Petro (2022), précédé par le retour du MAS au pouvoir en Bolivie (2020) et suivi par celui de Lula Da Silva (mais au côté de la droite) au Brésil en 2023. Au contraire, là où les droites et extrêmes droites arrivent à s'installer au pouvoir par les urnes, elles ne s'y maintiennent pour l'instant pas dans la durée, même si elles semblent avoir réussi à conquérir durablement de très larges pans des classes populaires et intermédiaires.

Finalement, ce qui domine dans la période, ce sont des tendances contradictoires et des vents contraires, qui traduisent l'ampleur de la crise et le désarroi qui traversent les sociétés latino-américaines et caribéennes, tandis que peinent à s'incarner des alternatives durables dans une perspective démocratique et émancipatrice. Cette période est, malgré tout, aussi celle d'opportunités politiques pour les gauches radicales et écosocialistes pour construire des mouvements à hauteur des défis du temps présent : les expériences et regroupements anticapitalistes en cours au Brésil, en Argentine, au Mexique, à Porto Rico et au Chili sont, à ce propos, centraux pour l'avenir.

Dans le dossier que nous présentons ici, avec les exemples de Porto Rico, du Brésil, du Mexique, et de l'Argentine, on retrouvera en partie la déclinaison de ces caractéristiques à la fois communes et contradictoires, mais également les différences, importantes, des processus en cours et des situations complexes que doivent affronter les classes populaires, et nos camarades anticapitalistes sur place, face à tous les dangers qui les menacent. Des menaces qui sont aussi les nôtres, depuis l'Europe, et qui confirment plus que jamais l'impérieuse nécessité de construire et consolider l'internationalisme des deux côtés de l'Atlantique, ainsi qu'au plan mondial. ■

Le 9 juillet 2024

# Porto Rico : défis et opportunités

Après divers rebondissements (1), la Cour suprême a rendu illégales diverses candidatures oppositionnelles. Nos camarades analysent les contradictions de cette décision antidémocratique et comment construire un projet démocratique et anticapitaliste dans ce contexte.

Par  
la Commission politique de  
Democracia Socialista\*

Il y a un peu plus d'une semaine, le Nouveau Parti Progressiste a mobilisé 292 332 personnes pour voter lors de ses primaires. Ce nombre dépasse à peine celui des primaires de 2020, en pleine pandémie.

Par ailleurs, aucune force interne n'a triomphé du processus des primaires: Jennifer González sera la candidate au poste de gouverneur, mais elle soutiendra le candidat de Pedro Pierluisi au poste de commissaire résident, William Villafañe. De même, le choix des autres candidats ne semble pas refléter l'existence d'un fort secteur en particulier, mais plutôt le soutien à des individus isolés. En outre, les résultats des primaires elles-mêmes sont contestés en raison de la mauvaise gestion du processus, ce qui suggère une crise plus large.

Il y a un peu plus d'une semaine également, le Parti démocrate populaire a mobilisé 134 579 personnes pour voter lors de sa primaire. C'est 82 452 de moins que lors de la primaire de 2020, en pleine pandémie: 217 031 personnes. Le résultat final est à l'image du processus qui a précédé la primaire: fade.

Et enfin, cette semaine, une majorité de la Cour suprême de Porto Rico s'est prononcée en faveur de la disqualification des candidatures de coalition du Movimiento Victoria Ciudadana (Mouvement Victoire Citoyenne).

Si nous juxtaposons la faible participation aux primaires du bipartisme et l'arrêt de la Cour suprême, c'est pour souligner qu'ils vont de pair. Face à l'effondrement des partis politiques néolibéraux et à la menace que représente l'alliance progressiste du Movimiento Victoria Ciudadana avec le Parti indépendantiste portoricain (PIP), les classes possédantes et les partis néolibéraux ont cherché à se maintenir au pouvoir et au gouvernement en manipulant le processus électoral. Ils ont utilisé le processus électoral tant qu'il leur était utile, mais leur engagement envers la démocratie s'arrête au moment où elle entre en conflit avec leurs intérêts, et ils les défendent par tous les moyens à leur disposition, y compris les institutions et les forces répressives de l'État qu'ils contrôlent toujours.

## La disqualification politico-judiciaire en temps de crise du bipartisme

Dans un tract distribué lors de la première manifestation organisée au début de ce coup d'État politico-judiciaire, nous avons écrit:

« La disqualification des candidats de Victoria Ciudadana fait partie d'une stratégie plus large visant à faire échouer Alianza País, l'union des forces électo-

rales progressistes qui a remis en question la domination des partis patronaux au pouvoir au cours des six dernières décennies et, par conséquent, des grands intérêts économiques qui se cachent derrière eux.

Le programme de l'Alianza País comprend la décolonisation, l'annulation de la dette, l'annulation des privatisations, le renforcement des taux de syndicalisation et du droit du travail. Il s'agit donc d'un programme qui renverse des décennies de politiques publiques néolibérales, coloniales et anti-ouvrières. Les secteurs qui composent l'Alliance comprennent des secteurs importants d'écologistes, de syndicalistes, de féministes et de communautés en lutte. L'Alliance défend donc la cause des travailleurs afin d'accroître leur participation politique dans les sphères gouvernementales de Porto Rico.

La disqualification n'est pas le premier coup, mais le plus récent et le plus fort d'un processus qui a inclus l'imposition d'un nouveau code électoral, le fait de rendre illégales des candidatures de coalition et un processus de guerre juridique (lawfare) contre les membres actifs du mouvement. »

Si ce qui précède se réfère au Tribunal de première instance, le contenu n'est malheureusement pas rendu caduc par l'arrêt de la Cour suprême. Le fait qu'un recours juridique ait été introduit pour maintenir Ana Irma Rivera Lassén (membre du Movimiento Victoria Ciudadana, NDLR) en tant que candidate au poste de commissaire résident est peut-être davantage lié à des craintes politiques qu'à des considérations juridiques: si sa candidature n'était pas certifiée, la possibilité réelle que l'Alliance opte pour que Rivera Lassén se présente sur le bulletin de vote du PIP en tant que candidate au poste de commissaire résident a dû ébranler le bipartisme

1) Voir l'interview de Rafael Barnabe, « Ce qu'ils ne peuvent pas avoir par les urnes ils cherchent à l'obtenir par les tribunaux », le 4 avril 2024, Inprecor.



## Democracia Socialista

\* La Commission politique de Democracia Socialista, section portoricaine de la IV<sup>e</sup> Internationale, est composée de Jorge Lefevre Tavárez, Manuel Rodríguez Banchs, Natalia Santos Orozco et María Suárez Santos. Publié par Momento crítico, la revue en ligne de la DS. Traduit de l'espagnol par Hegoa Garay.



# Amérique latine

(en particulier le Parti Démocratique Populaire) et les classes dominantes.

## Nos luttes au sein du mouvement

Democracia Socialista est l'une des forces fondatrices du Movimiento Victoria Ciudadana, et un nombre important de nos militant·es participent activement à ce projet. Pour nous qui sommes socialistes, la participation électorale est une tactique pour faire avancer nos revendications dans une arène politique qui attire l'attention de larges secteurs de la population. La participation électorale n'implique en aucun cas une foi aveugle dans les processus ou les institutions électorales. En tant que socialistes, nous reconnaissons même que la plupart des institutions sont fondées pour défendre les intérêts des puissants.

En ce sens, nous n'avons pas seulement considéré la décision du tribunal comme un coup dur pour Victoria Ciudadana et Alianza País, mais, de notre point de vue, il peut également être considéré comme une opportunité, comme une occasion de continuer à dénoncer la crise profonde des institutions existantes et la possibilité de la surmonter, de remplacer ces institutions par d'autres qui sont au service et à la portée de la majorité, grâce à la mobilisation démocratique et aux actions collectives des travailleurs.

Nous avons réussi à promouvoir en interne l'idée, dans les différents réseaux qui fonctionnent comme des comités de base du mouvement, que l'arrêt du Tribunal de première instance était politique et non judiciaire : la vraie motivation de cet arrêt, ce n'est pas un non-respect du règlement de notre part, comme l'ont prétendu les divers commentateurs, mais la crainte des partis au pouvoir de perdre ce pouvoir, et de chercher à rester au gouvernement sous n'importe quel prétexte.

Face à un coup d'État politique, nous avons proposé une réponse politique : des mobilisations croissantes, la recherche d'un soutien international, la création d'un front large qui irait au-delà

du mouvement mais qui défendrait les candidatures et le droit de décider dans les urnes. Nous pensons que les luttes politiques peuvent être renforcées lorsque les contradictions sociales sont accentuées, ce qui nous permet de mettre en avant nos propositions, nos revendications transitoires comme alternative, tout en réitérant la nécessité de mobilisations sociales pour y parvenir.

Nous savons que la hantise des classes dominantes est que la participation électorale du Movimiento Victoria Ciudadana, par le biais de l'Alianza País avec le Parti de l'indépendance portoricaine, augmente substantiellement sa présence au sein du corps législatif ou même qu'il batte le système bipartite lors du vote pour l'exécutif. Ces deux possibilités sont envisageables à l'heure actuelle. Et celles et ceux qui sont lésés par la décision de la Cour suprême ne sont pas seulement les électeurs de Movimiento Victoria Ciudadana et de l'Alianza País, mais tous les secteurs sociaux en lutte.

## Les difficultés de la lutte

Nous n'avons pas aussi bien réussi à convaincre, en tant que membres de la direction de Victoria Ciudadana, de l'importance et surtout de l'urgence du militantisme et de la mobilisation pour la défense des candidatures. Alors que la base du mouvement demandait et attendait plus d'actions, plus de mobilisations, les manifestations de la Journée pour la démocratie ont été insuffisantes et sporadiques. Cela ne veut pas dire que nous avons cru vraiment possible un revirement de la Cour suprême. Mais en l'absence de mobilisations massives, elle ne pouvait être – et elle l'a été – que défavorable à la démocratie.

D'autre part, il convient de noter que les possibilités politiques de l'Alianza País se manifestent paradoxalement à un moment où les organisations sociales existantes s'affaiblissent : le mouvement ouvrier est toujours affaibli – malgré d'importantes victoires récentes –, le mouvement écologiste est désarticulé. Seuls les mouvements

féministes et LGBTIQ+ conservent une forte capacité de mobilisation, bien qu'ils soient également fragmentés.

Cette situation a fortement entravé l'un de nos appels exprimés dans le tract cité plus haut : « *En tant que Democracia Socialista, nous considérons que la dénonciation de ce coup d'État judiciaire ne doit pas incomber uniquement*

*« Face à un coup d'État politique, nous avons proposé une réponse politique : des mobilisations croissantes, la recherche d'un soutien international, la création d'un front large qui irait au-delà du mouvement mais qui défendrait les candidatures et le droit de décider dans les urnes. »*

*aux organisations qui composent l'Alliance, mais à tous les secteurs progressistes du pays : syndicats, organisations communautaires, écologistes, féministes. Les initiatives partielles de chaque secteur sont importantes ». Quelle qu'en soit la raison, la réalité est*

que peu d'organisations ou de secteurs ont répondu à notre appel.

Le problème pour les capitalistes a cependant plusieurs dimensions : les coups portés à Victoria Ciudadana et à Alianza País peuvent entraîner son renforcement aux yeux de l'électorat ; ils n'ont pas renforcé le Nouveau Parti progressiste ni le Parti démocratique populaire, tandis que Proyecto Dignidad (2) ne s'est pas encore présenté comme une force capable de remporter les principaux sièges du gouvernement.

Plus encore, l'arrêt de la Cour suprême a aggravé la crise des classes dominantes en continuant à dévoiler leur volonté désespérée de maintenir leur pouvoir politique. Ni le blanchiment par la presse patronale ni les analystes « indépendants » n'ont pu arrêter le discrédit rapide et la faillite des partis et des institutions.

## La lutte continue

Avec la décision de la Cour suprême, il n'y a pas possibilité institutionnelle d'obtenir la possibilité pour ces candidatures de figurer sur le bulletin de vote. Cependant, de la même manière que la créativité politique a conduit à la constitution de l'Alianza País malgré l'interdiction des candidatures de coalition, Victoria Ciudadana et l'Alianza devront trouver un moyen de promouvoir le plus grand nombre possible de candidatures en 2024. Cela pourrait impliquer des campagnes

2) Proyecto Dignidad (littéralement « Projet Dignité », PD) est un parti politique portoricain fondé en 2019. Lors des élections générales de 2020, il s'est présenté sur un programme chrétien-démocrate et anti-corruption.



stratégiques de nomination directe, combinées à des journées de mobilisation avec d'autres secteurs, des activités militantes qui devraient inclure la formation d'une véritable armée de militant-es pour surveiller le déroulement du scrutin. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions réaliser une percée dans le domaine électoral.

Mais pour que toute percée électorale ne soit pas éphémère, elle nécessitera le renforcement et la croissance continue des mobilisations sociales, ce qui pourrait à son tour contribuer au développement de la conscience de classe dans des secteurs de plus en plus larges.

Au sein et en dehors de Victoria Ciudadana, les socialistes doivent continuer à construire des alternatives démocratiques, en profitant de tout ce que la crise des institutions existantes continue à révéler. En ce sens, l'Alliance devra utiliser le terrain électoral pour aller au-delà, de manière beaucoup plus profonde qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent.

## Développer l'auto-activité

Le *Verano del 19* (3) – qui fête cette année ses cinq ans – devrait servir de cadre ou d'exemple de ce qui peut être fait : de grandes mobilisations qui dépassent les cadres institutionnels pour atteindre leurs objectifs. La pression exercée dans

les rues peut transformer les structures sociales d'une manière qui est impossible par les voies traditionnelles. Contrairement à l'idée répandue au cours de l'été 2019, il convient désormais d'encourager – avec conviction – une plus grande auto-organisation des secteurs en

lutte, plutôt que de faire l'éloge de la spontanéité, et de promouvoir la consolidation de l'Alliance en tant qu'alternative politique capable de transformer ce pays.

Il faut surtout consolider un mouvement d'espoir sur la base des possibilités de changement. Bien que le bipartisme soit toujours en crise et continue de perdre des soutiens, l'apathie, le désin-

*“Pour que toute percée électorale ne soit pas éphémère, elle nécessite le renforcement et la croissance continue des mobilisations sociales, ce qui pourrait à son tour contribuer au développement de la conscience de classe dans des secteurs de plus en plus larges.”*

térêt et la démobilisation sont capables de se développer et pourraient stopper la transformation tant attendue. Nous devons donc lutter pour contrecarrer ces potentielles apathie, désintérêt et démobilisation par des propositions de participation, de mobilisation et d'actions concrètes.

## Face à la disqualification des quatre candidatures, quelle revendication avancer ?

Encore une fois, comme le démontre l'été 2019, le rejet de l'existant s'avère parfois être une revendication suffisamment forte. Victoria Ciudadana et l'Alianza avec le PIP présentent des centaines de candidatures viables à tous les niveaux : mairies et mandats municipaux, les deux corps de la législature nationale, le commissaire résident et le poste de gouverneur. Les mobilisations devraient pousser au rejet et à la revendication à gauche de ce qui est possible, ce qui devrait inclure la défense du vote pour toutes ces candidatures tout en luttant contre la corruption, le pillage et l'usurpation des agences, des structures et de tout ce qui reste des institutions gouvernementales.

Cependant, il ne fait aucun doute que ce ne sera pas le dernier coup que les grands intérêts économiques chercheront à infliger. Il ne fait aucun doute qu'ils chercheront à bloquer davantage la participation de Victoria Ciudadana en 2024. Pour anticiper et prendre l'offensive, nous proposons l'auto-organisation des secteurs en lutte, leur lien organique et leur mobilisation constante. Que la peur des classes dominantes soit justifiée et que leurs cauchemars deviennent bientôt réalité. ■

Le 12 juin 2024

3) Le *Verano del 19*, l'été 2019, est une série de manifestations qui ont débuté le 13 juillet 2019 à la suite de la fuite publique de conversations privées dans un groupe Telegram entre le gouverneur du pays, Ricardo Rosselló, et ses collaborateurs et anciens collaborateurs. Dans celles-ci, des commentaires homophobes, discriminatoires et moqueurs auraient été faits à l'égard des victimes de l'ouragan Maria de 2017. Les participant-es aux manifestations – dont les artistes Ricky Martin, Residente, Bad Bunny et Nengo Flow – ont accusé le gouvernement de corruption et exigé la démission de Rosselló et de ses collaborateurs. La démission de Rosselló est intervenue dans la nuit du mercredi 24 juillet et a pris effet le 2 août. Il est ainsi le premier gouverneur de l'île à démissionner de son poste.



Pendant le *Verano del 19* © Víctor Birriel



# Les inondations catastrophiques de Porto Alegre et leurs conséquences politiques

Nous étions prêts. La première conférence internationale antifasciste et contre l'extrême droite, avec des intervenant·es déjà confirmé·es provenant de 30 pays, représentant les cinq continents, devait avoir lieu à Porto Alegre les 17, 18 et 19 mai. Trois semaines avant le début de la conférence, des inondations tragiques, la plus grande catastrophe climatique de l'histoire récente du Rio Grande do Sul, ont rendu l'événement irréalizable.

Par  
Israel Dutra et Roberto Robaina\*

La conférence aurait été une étape fondamentale pour faire face à l'extrême droite, qui relève la tête en soutenant le génocide à Gaza, l'ajustement budgétaire radical de Milei en Argentine, qui engrange de bons résultats aux élections européennes et célèbre la possibilité (de plus en plus réaliste) d'un retour au pouvoir de Trump aux USA.

Dans la perspective du débat sur les élections municipales, qui se tiendront en octobre, il avait été possible de conclure un accord pour convoquer la conférence, impliquant le PSOL et le PT du Rio Grande do Sul, en alliance avec d'autres secteurs – le plus important étant le MST, le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre. L'appel à tenir cette première Conférence Antifasciste explicitait les objectifs de l'événement et rappelait la place de Porto Alegre dans l'histoire en tant que centre de convergence des forces de la gauche sociale.

« À l'initiative du PSOL et du PT du Rio Grande do Sul, nous appelons les forces antifascistes internationales à ouvrir un dialogue qui puisse faire face à la destruction promue par les hérauts du conservatisme ultra-libéral, en privilégiant l'unité dans la rue contre toute l'extrême-droite. Porto Alegre a été le cœur de la résistance populaire qui a fait échouer le coup d'État de 1961 et, au début

1) Un biome est une unité écologique. C'est une vaste zone géographique qui partage un climat, une faune et une flore similaires : un ensemble d'écosystèmes aux conditions écologiques identiques.

de ce siècle, elle a accueilli le Forum social mondial, qui a rassemblé différents espaces de la gauche et des organisations sociales. Des dizaines de milliers de personnes ont participé à ce processus de construction unitaire d'un autre monde. » (Appel à la première conférence antifasciste, Laura Sito/PT et Roberto Robaina/PSOL)

Comme nous l'avons déjà dit, la tragédie climatique qu'a vécue le Rio Grande do Sul, produit d'années de déforestation et de négligence de l'environnement, n'a pas seulement forcé le report de cette Première Conférence antifasciste, elle a avant tout, et de façon dramatique, ramené au premier plan, pour des millions de personnes, le débat sur la crise environnementale qui nous menace.

### Catastrophe climatique et négationnisme : un binôme brésilien

Le bilan de la tragédie du Rio Grande do Sul est accablant. Jusqu'à présent, on dénombre plus de 170 décès officiels, des dizaines de personnes disparues, 650 000 sans-abris. Les dégâts économiques et sociaux sont incalculables.

Un impressionnant mouvement de solidarité s'est déclenché immédiatement, et il commence à se transformer en mouvement social, tandis que la société discute de la reconstruction de l'État du Rio Grande do Sul et de comment affronter la « nouvelle normalité » résultant du réchauffement climatique et de la dévastation de l'environnement. Nous avons besoin d'une

lutte contre le négationnisme climatique et contre les ajustements néolibéraux qui réduisent les investissements dans les secteurs sociaux, afin de défendre la population la plus vulnérable.

Le modèle de développement basé sur la production de gaz à effet de serre est promu et stimulé par l'agrobusiness, son élevage extensif, sa monoculture du soja et d'autres extractivismes prédateurs. La destruction des biomes (1), des rivières et des forêts entraîne une dégradation de l'environnement. Il s'agit d'un problème concret, dont la facture est toujours payée par les plus pauvres.

Les tragédies du mois de mai ne sont qu'un chapitre de plus d'une tragédie annoncée. Le Rio Grande do Sul a connu



**Roberto Robaina et Israel Dutra**

\* **Roberto Robaina** est conseiller municipal et président du PSOL à Porto Alegre. **Israel Dutra**, sociologue, est membre de la direction nationale du PSOL. Tous deux sont membres de la direction du Mouvement de la gauche socialiste (MES). Traduit par Luc Mineto.

dans un passé récent, dans les derniers mois, une série de catastrophes meurtrières, provoquant des centaines de morts, comme les inondations dans la région du Vale do Taquari (au centre du RS) en septembre 2023 ou celles qui ont frappé Porto Alegre pendant une semaine au début de l'année.

La ligne de l'extrême droite est évidemment pétrie d'idéologie négationniste, mais elle a des implications politiques très concrètes. La politique de dérégulation de la législation environnementale et l'activité des lobbies de l'agrobusiness et du « groupe des ruralistes » – comme sont désignés les nombreux députés qu'ils influencent directement – ne font qu'aggraver les catastrophes environnementales, présentes ou à venir. Dans l'État de São Paulo, par exemple, la droite, dans sa fuite en avant négationniste, mène la privatisation d'un bien aussi précieux que l'eau, et négocie la vente de la SABESP (la compagnie de traitement et de distribution des eaux) au sein du conseil municipal de São Paulo. Et la bourgeoisie est bien entendu incapable d'affronter les catastrophes qui se présentent.

## La dynamique de la situation nationale

La crise que vit le Rio Grande do Sul a eu un impact national. Les événements politiques semblaient s'achever, avec routine, vers les élections municipales d'octobre, mais la catastrophe du Rio Grande do Sul a tout changé. La situation de calamité, d'urgence et de décadence vécue par l'un des États les plus importants de la fédération – politiquement et économiquement – ne pouvait que retenir l'attention du gouvernement fédéral, de la presse et de tous les pouvoirs en place.

Le caractère exceptionnel de la situation a provoqué la remise en cause d'un pilier aussi important que la dette publique – la dette de l'État du RS vis-à-vis du gouvernement fédéral a vu ses paiements suspendus et ses intérêts gelés pour une période de trois ans – et par extension, a conduit à une remise en cause plus globale des carcans de l'austérité budgétaire.

La prise de conscience des masses par rapport à l'ampleur et l'actualité de la crise climatique a fait un bond. Des mesures préventives sont urgentes, comprenant un programme concret pour des millions de personnes, axé sur la fin de la déforestation et la préservation des biomes, une réforme agraire large, durable et massive, la défense

des ressources naturelles telles que l'eau – qui doit rester sous contrôle public –, une transition énergétique juste et populaire et la lutte contre le racisme environnemental. Cette démarche se heurte à la ligne du gouvernement fédéral qui insiste sur l'exploration pétrolière, alors que le monde réclame à cor et à cri un changement de la matrice énergétique.

## Vers un développement des conflits sociaux

Dans le Rio Grande do Sul, les besoins sociaux et les revendications conduiront à davantage de luttes, de solidarité et d'organisation. La colère contre les gouvernements continuera à se manifester, par exemple, face à l'incompétence du maire de Porto Alegre, Sebastião Melo, face à la crise, à la collusion du gouverneur Eduardo Leite avec l'agrobusiness et à la dégradation de l'environnement. La polarisation et la lutte contre l'extrême droite vont atteindre un niveau jamais connu.

Au parlement, les secteurs conservateurs qui contrôlent le congrès national engagent une attaque contre les droits sociaux et des acquis historiques. Ils menacent de remettre en cause les droits reproductifs des femmes (notamment en limitant encore plus les situations – viol, risque de mort pour la mère ou anencéphalie du fœtus – dans lesquelles l'interruption de grossesse est légalement autorisée, NdT). Dans le domaine économique, le ministère de l'économie, conduit par Fernando Haddad du PT, continue de justifier les ajustements budgétaires, ce qui entraîne des réductions de dépenses dans des domaines essentiels. Ce n'est pas un hasard si, à l'heure actuelle, et depuis plusieurs mois, une importante grève nationale secoue le secteur universitaire – réunissant enseignants et fonctionnaires – pour défendre de meilleures conditions de travail, de meilleurs salaires et plus d'investissements dans l'éducation publique.

## Les défis du PSOL et de la gauche

Le Brésil joue un rôle central dans les dynamiques politiques et les rapports de forces, tant au niveau régional que mondial. Certes, Bolsonaro a subi une défaite électorale, mais le gouvernement de conciliation de classe de Lula ne met pas en œuvre les changements structurels renforçant les intérêts de la majorité sociale. La crise

climatique, aggravée par la tragédie du Rio Grande do Sul, s'inscrit dans ce contexte.

Les actions d'importants mouvements sociaux, tels que le MST, la vague récente de manifestations du mouvement des femmes pour la défense de leurs droits et les manifestations pour le logement et des conditions de vie décentes pour les personnes touchées par les inondations, qui commencent à s'organiser dans le Rio Grande do Sul, indiquent que la société est en mouvement.

## Les élections municipales sont une étape de la lutte politique

Les élections municipales d'octobre seront un nouveau round dans la confrontation avec l'extrême droite et une occasion de faire avancer le débat programmatique, en mettant l'accent sur la nécessité de lutter contre le racisme et de défendre la justice climatique.

Au sein du PSOL, nous avons fait avancer ce pôle, en réaffirmant notre indépendance vis-à-vis du gouvernement – sans cesser de lutter pour la défense des droits démocratiques et contre toute action de l'extrême droite. La majorité de la direction du PSOL mène une politique plus hésitante, prônant une plus grande implication du parti dans le gouvernement, avec des postes à tous les niveaux dans celui-ci. Elle préconise également une ligne d'alliances plus large, en s'adressant à des secteurs plus étroitement liés à la bourgeoisie, comme le fait Marta Suplicy à São Paulo.

Pour notre part, militants du MES, nous participerons activement à ces élections. Avec des candidats et candidates au poste de maire ou vice-maire dans plusieurs capitales et villes, nous défendons une approche programmatique claire et la réaffirmation du rôle central des mobilisations. Et nous le faisons souvent dans l'unité d'action avec les secteurs les plus à gauche du PT, comme c'est le cas dans les villes de Porto Alegre, Campinas et Sorocaba.

Une victoire de la liste unie formée par le PT et le PSOL à Porto Alegre est possible. Elle serait basée sur la reconstruction de la ville à partir de la défense des droits des personnes affectées, en dialogue avec les questions environnementales et avec l'engagement de faire avancer la lutte internationale contre l'extrême droite dans les prochains mois, en relançant l'organisation de la Conférence antifasciste au premier semestre de l'année 2025. ■

Le 18 juin 2024



# Une défaite historique pour la droite mexicaine

La victoire électorale du parti au pouvoir a été éclatante. Il a remporté la présidence, mais aussi sept des neuf postes de gouverneur d'État qui étaient en jeu et la majorité au sein du pouvoir législatif. Un tel scénario ouvre la voie à des transformations plus profondes visant à la liquidation définitive de l'ancien régime de domination du PRI.

Par  
José Luis Hernández Ayala\*

Au-delà des effets purement électoraux – gagner la présidence de la République, sept des neuf postes de gouverneurs d'État et une majorité qualifiée pour approuver les réformes constitutionnelles au sein du pouvoir législatif –, les effets de la raclée électorale des partis de droite, malgré toute leur impudence, leur « guerre sale » et le soutien éhonté des forces de la droite internationale, ont ouvert la voie à des changements plus profonds rendant possible la liquidation définitive de l'ancien régime de domination du PRI, du néolibéralisme et la recherche d'un pays plus juste, plus libre et plus démocratique.

Pour la présidence de la République, la candidate progressiste, Clara Sheinbaum Pardo, du parti Morena (Movimiento de Regeneración Nacional), en alliance avec le Parti Écologiste Vert (PVE) et le Parti du Travail (PT), a obtenu environ 60 % des voix (36 millions de voix). La candidate de droite, Xóchitl Gálvez, représentant le Parti action nationale (PAN), le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) et le Parti de la révolution démocratique (PRD), a obtenu 27,5 % (16,5 millions de voix), tandis que le candidat du parti Mouvement citoyen (MC) de centre-droit, José Álvarez Máynez, a obtenu 10,3 % des voix.

Le résultat du progressisme est notablement supérieur à celui obtenu en 2018 par Manuel López Obrador (AMLO), lorsqu'il a gagné avec 53 % des voix (30 millions de votes), ce qui signifie d'emblée un quitus pour les politiques de son gouvernement et une confiance dans leur continuité. En revanche, la droite a perdu 6 millions de voix par rapport à 2018.

La participation citoyenne au processus électoral s'est élevée à 60 % de la population totale (59 307 000 d'électeurs/trices), mais dans la ville de Mexico et dans d'autres entités, elle a atteint 70 %. Les problèmes de sécurité ont très peu empêché les opérations électorales, 99,9 % des urnes ont été installées (170 159 sur un total de 170 192). D'autre part, le nombre de Mexicains votant à l'étranger a augmenté de manière exponentielle : il a atteint 76 % de participation, soit 170 192 électeurs/trices sur un total de 197 203 inscrit-es (en 2018, seuls 98 420 électeurs/trices avaient exercé leur droit de vote, soit 54 % du total).

### Au-delà des chiffres

Si les froides statistiques électorales montrent une défaite politique claire, retentissante et sans appel des partis de la droite traditionnelle – ce qui rend irréalisable toute remise en cause ou judiciarisation du processus électoral –, elles ne reflètent pas fidèlement la participation populaire enthousiaste qui s'est manifestée dans la mobilisation électorale.

Cette mobilisation électorale démontre la politisation croissante d'un peuple soucieux de se débarrasser d'une vieille caste politique despotique, autoritaire, corrompue, raciste et de classe, le dégoût populaire envers les partis de droite (PRI, PAN et PRD), qu'ils identifient comme coupables de plus de trois décennies de bas salaires, de chômage, de corruption, de privatisation des entreprises publiques, de précarité du travail et de tous les autres maux de l'ère néolibérale. Des milliers de vidéos ont circulé sur les réseaux sociaux avec des témoignages



**José Luis Hernández Ayala**

\* José Luis Hernández Ayala est délégué du Syndicat mexicain des électriciens (SME) et membre de l'exécutif national de la Nouvelle centrale syndicale (NCT).  
Cet article a été publié par *Jacobin América Latina*. Traduit par Fabrice Thomas.

de personnes exprimant leur rejet de la candidate de droite et leur sympathie pour le gouvernement actuel et sa candidate, Claudia Sheinbaum.

La droite a mené une campagne belliqueuse et pleine de haine, de falsifications et de mensonges menée par la quasi-totalité des médias nationaux et même étrangers, des intellectuel·les et artistes conservateurs, des figures importantes du clergé catholique et l'intervention de personnalités internationales de droite contre le président Andrés Manuel López Obrador (y compris sa famille) et Claudia Sheinbaum Pardo, qu'ils accusent d'être complices des narcotrafiquants et qualifient de « communistes ». Cette campagne de dénigrement a eu l'effet inverse de celui escompté : elle

a galvanisé le peuple et l'a conduit à faire la sourde oreille à tout ce que disaient la droite et ses communicants.

L'écrasante défaite électorale des partis de droite les a plongés dans un état de choc, d'incrédulité, de larmes, de prise de conscience soudaine qu'ils vivaient en dehors de la réalité, de rage contre ceux qui, dans leurs propres rangs, ont reconnu le triomphe de Claudia Sheinbaum, et de récriminations mutuelles pour la défaite inattendue. Habitué à l'efficacité du pouvoir manipulateur de leurs médias, la possibilité d'une défaite, et encore moins d'une telle ampleur, ne leur était pas venue à l'esprit. Il est très illustratif, et même réjouissant après tant d'aggravations subies, de regarder les vidéos des différents commentateurs de droite, pour observer comment leur état d'esprit se traduit dans le langage corporel.

## « C'est l'économie, idiots »

Il n'est pas inutile de reprendre cette expression pour expliquer objectivement l'une des principales raisons du triomphe de Claudia Sheinbaum. Cela ne signifie pas qu'il faille négliger l'efficacité médiatique des conférences de presse quotidiennes de López Obrador (les fameuses « matinées »), dans lesquelles il utilise chaque question pour mener une bataille culturelle contre la droite, il s'appuie sur l'histoire du Mexique pour expliquer le rôle contre-révolutionnaire et vendu du conservatisme, il dénonce le caractère factieux et putschiste de ses adversaires, il défend les politiques de son gouvernement et appelle même à la mobilisation de masse lorsque la situation l'exige. Ses conférences ont une grande audience.

Les résultats de la campagne ont été entendus au Mexique et se répercutent même dans toute l'Amérique latine. Cependant, tout cela n'aurait servi à rien s'il n'y avait pas eu une amélioration palpable du niveau de vie de la classe ouvrière et de l'économie en général. C'est là le cœur de l'explication.

Dès le début de son mandat, AMLO a mené une lutte acharnée contre la corruption. Il a commencé par éliminer le vol de carburant dans les oléoducs de PEMEX (Petróleos Mexicanos), ce qui a permis d'économiser 1 300 milliards de pesos (71,1 milliards de dollars, NDLR) sur l'ensemble des six années de son mandat. Des arriérés d'impôts ont été collectés auprès des grandes entreprises

et celles-ci ont été contraintes de s'acquiescer de leurs obligations fiscales dans les délais impartis (jusqu'ici, en recourant à des manœuvres comptables, elles ne payaient pratiquement pas d'impôts). Entre 2018 et 2022, la collecte d'impôts auprès des entrepreneurs a augmenté de 40,23 %, atteignant 1 136 milliards de pesos (62,2 milliards de dollars, NDLR). Pourtant, au cours de cette période de six ans, les entrepreneurs ont vu leurs bénéfices augmenter comme jamais auparavant, ce qui justifie l'urgence d'une réforme fiscale progressive.

Un autre succès important des politiques d'Obrador a été le sauvetage de PEMEX et de la CFE (Commission fédérale de l'électricité), qui étaient au bord de la faillite et avaient été transférées au secteur privé, et la récupération de la souveraineté énergétique sur le point de tomber sous le contrôle d'entreprises transnationales telles qu'Iberdrola et Repsol (société à capital principalement espagnol, NDLR). Cela a permis d'éviter que les prix de l'énergie deviennent la proie de la spéculation et augmentent de manière exorbitante pendant la pandémie, comme cela s'est produit dans d'autres parties du monde, avec de graves répercussions pour les consommateurs et l'économie en général. Pendant les six années de mandat, le coût des carburants est resté stable (il a à peine augmenté en fonction de l'inflation annuelle), ce qui a permis de garantir l'approvisionnement de l'ensemble de la population et de freiner l'inflation.

## Une politique qui produit des effets

Enfin, bien que d'autres mesures progressistes aient contribué à la stabilité économique, il est nécessaire de souligner l'importance des programmes sociaux. Il s'agit d'un domaine mal compris par l'ultra gauche mexicaine, qui les qualifie avec mépris de « clientélistes », alors qu'ils ont une grande importance sociale et qu'ils constituent un facteur important de renforcement du marché intérieur.

Je me réfère principalement à la pension universelle pour les personnes âgées de plus de 65 ans (il existe d'autres programmes de bourses pour les étudiant·es ou les handicapé·es), qui s'élève aujourd'hui à 3 000 pesos par mois (180 dollars). Cette pension universelle permet d'assurer la sécurité alimentaire à au moins 12 101 111 personnes et représente une dépense, pour cette année, de 465 049 millions de pesos (25,5 milliards de dollars). Bien que ce soit plus qu'une « dépense », nous, socialistes, devons défendre ce programme en tant que droit humain à une vieillesse digne et, pour cette raison, il doit être augmenté chaque année afin d'atteindre pleinement son objectif. Cette pension représente également un soulagement pour de nombreuses familles qui, par le passé, couvrait le soutien solidaire à leurs aînés. En outre, la majeure partie de cet argent est utilisée pour les dépenses personnelles des bénéficiaires, ce qui renforce le marché intérieur.

Le salaire minimum a augmenté de près de 300 %. Si c'est peu pour l'un des







# Amérique latine

salaires les plus faibles du monde, il a servi de référence pour tirer vers le haut les salaires contractuels et réduire l'extrême pauvreté qui, entre 2018 et 2022, est passée de 14 % à 12,1 % de la population.

L'ensemble de cette politique explique la stabilité macroéconomique : en 2023, le PIB a augmenté de 3,2 %, l'inflation est tombée à 3,8 % par an, le taux de chômage a atteint 2,4 % au premier trimestre de cette année et, phénomène sans précédent dans notre histoire, le peso mexicain s'est apprécié de 13 % par rapport au dollar.

La récupération du contrôle de l'État sur l'énergie, la création d'emplois dans des projets emblématiques – tels que les trains interocéanique et maya (1) –, la construction de 100 nouveaux hôpitaux et du nouvel aéroport de Mexico, les progrès de la vie démocratique et la légère amélioration du niveau de vie l'emportent sur les grands problèmes non résolus (y compris la sécurité) et sont les facteurs qui expliquent le tremblement de terre électoral en faveur de la candidature de Claudia Sheinbaum.

Malgré tout, nous ne pouvons manquer de souligner que le progressisme d'Obrador souffre de graves limitations, contradictions et incohérences dans divers aspects politiques et sociaux, en particulier dans ses relations avec la classe ouvrière. Citons l'absence de solution aux grèves minières de Cananea, Sombrerete et Taxco (qui durent depuis 18 ans, pour les droits du travail et les droits syndicaux, NDLR) ; le problème non résolu de la réintégration des travailleurs/ses du Syndicat mexicain des travailleurs de l'électricité (en résistance depuis 15 ans), où même leur autonomie

syndicale a été violée en encourageant une opposition de droite à tenter d'imposer une direction docile ; l'annulation seulement partielle de la réforme néolibérale de l'éducation ; la non-abrogation totale du système de retraite privé pour permettre un retour au système de solidarité ; le traitement complaisant à l'égard du syndicalisme jaune et bureaucratique et le mépris du syndicalisme démocratique ; le maintien des plafonds salariaux pour les travailleurs/ses sous convention collective.

*“ Il existe un conflit entre des secteurs de la gauche – qui ont encore l'espoir de faire du Morena un parti démocratique – et une bureaucratie de droite qui cherche à maintenir le contrôle du parti et à le soumettre aux desseins des gouvernements en place, ”*

## Un nouveau type de régime politique

La défaite de la droite néolibérale est plus qu'un phénomène purement électoral. Elle déstabilise les partis de droite et les obligera à se réinventer pour continuer à exister en tant qu'alternative politique. L'ancien régime de domination du PRI et ses partis politiques sont mortellement blessés et quelque chose de nouveau est en train de naître. Ce n'est pas un modèle achevé, ni celui que nous souhaiterions en tant que socialistes, mais, pour l'instant, il contient des éléments intéressants.

Au cours des 30 dernières années, les différents gouvernements ont été de simples instruments exécutant les diktats d'une oligarchie toute-puissante. Il y a maintenant une relative autonomie du gouvernement fédéral par rapport aux différentes élites au service du système capitaliste. Son caractère de classe reste bourgeois, mais avec la capacité de mettre en œuvre des politiques qui vont à l'encontre de l'orthodoxie néolibérale.

Le nouveau parti au pouvoir ne s'appuie pas sur le contrôle corporatif des organisations sociales (Obrador est même plutôt hostile à tout processus d'auto-organisation des masses). Sa relation avec le social se réduit à considérer les membres des mouvements comme de simples électeurs, sur une base individualisée. Par conséquent, Morena n'est pas un parti politique à proprement parler : c'est une simple écurie électoral. Il n'a pas de structure territoriale pour l'organisation et la discussion de ses centaines de milliers de membres,

il est contrôlé verticalement par une caste bureaucratique qui définit la nomination de ses dirigeants et leurs candidatures, et il est aujourd'hui le refuge de milliers de transfuges, les *chapulines* (sauterelles, NdT), venant des partis de droite.

Mais cela ne signifie pas qu'il n'y a plus rien à espérer de Morena. Il existe un conflit persistant, qui a connu une trêve pendant le processus électoral, entre des secteurs de la gauche – qui ont encore du poids et l'espoir de faire du Morena un parti démocratique, engagé dans les luttes sociales et dirigé par celles et ceux qui représentent les idées de liberté originales – et une bureaucratie de droite qui cherche à maintenir le contrôle du parti et à le soumettre aux desseins des gouvernements en place. Une réédition, mise à jour, d'un parti d'État. Nous verrons comment ce conflit se résoudra.

Contrairement à d'autres pays d'Amérique latine, où l'émergence de gouvernements progressistes a pour origine une impulsion venue des mouvements sociaux, au Mexique ces derniers sont très affaiblis. Ils ont subi plusieurs défaites et revers qui les ont divisés et les ont rendus incapables de peser sur le processus de changement en cours. Malgré plusieurs tentatives, nous n'avons pas réussi à ce jour à construire un pôle social alternatif. Néanmoins, nous avons obtenu de modestes avancées avec le rétablissement de plusieurs syndicats dans les secteurs de l'automobile et des maquiladoras (2), et des dizaines de grèves pour de meilleurs salaires et conditions de travail ont été déclenchées. C'est tout, ou presque.

Cependant, il est important de souligner qu'il n'y a pas un fossé pour les masses entre l'irruption dans l'arène électoral pour chasser les partis patronaux du pouvoir et la possibilité, permise par ce nouveau scénario politique, de construire d'authentiques syndicats, de promouvoir la lutte pour la défense de l'eau, du territoire et de l'environnement, pour atteindre la souveraineté alimentaire et pour réactiver les campagnes en tant que productrices d'aliments biologiques et exempts de produits agrottoxiques.

En fin de compte, il s'agit des deux pans d'une même bataille, le sujet agissant étant présenté comme citoyen ou comme classe sociale. La tâche des socialistes mexicains est de construire un pont entre ces deux aspects. ■

Le 4 juin 2024

1) Le train interocéanique, appelé *Ferrocarril del Istmo de Tehuantepec*, permet la traversée de l'Isthme de Tehuantepec entre les deux océans. Le train maya est un réseau de chemin de fer interurbain au Mexique qui traverse la Péninsule du Yucatán.

2) Usines, initialement situées à la frontière nord du Mexique, qui rassemblent à bas coûts des produits d'exportation, avec une exonération des droits de douane.

# L'extrême droite argentine au pouvoir, la fin d'une époque ?

Dans la nuit du 19 novembre 2023, lorsque les résultats officiels du scrutin présidentiel en Argentine ont confirmé la victoire de Javier Milei, le candidat de « La libertad avanza » (LLA), de nombreux militant·es et intellectuel·les de la gauche et du progressisme se sont réveillés face à une réalité que nous avons tenté de nier ou que nous n'avions pas été capables de comprendre. C'est pourquoi la tentative d'approcher des explications, des raisons et des hypothèses pour cet événement impensable doit être, en même temps, un exercice de révision des catégories et des caractérisations que nous avons faites de la réalité sociale et politique argentine au cours des années précédentes.

Par  
Adrian Piva\*

Nous tenterons ici de comprendre ce phénomène comme la synthèse d'un processus de transformation profonde des relations de pouvoir qui articulaient l'économie et la politique après la crise de 2001 et, par conséquent, comme le signe de la fin d'une époque. Nous tenterons de développer cet argument en présentant les principaux éléments déterminant le processus économique-politique qui a rendu possible le triomphe de Milei, et nous fournirons quelques éléments de caractérisation du gouvernement et discuterons des perspectives d'avenir.

## Le scénario mondial : entre la crise du néolibéralisme et la montée de l'extrême droite

La crise mondiale de 2008 et la récession mondiale qui l'a suivie ont inauguré une phase de faible croissance (faibles taux de croissance dans l'Union européenne (UE), stagnation continue au Japon, ralentissement en Chine depuis 2012), des pressions mondiales pour la restructuration productive (approfondissement des tendances à l'automatisation et à la robotisation – ce qu'on appelle l'industrie 4.0 –, expansion du capitalisme de plateforme, réorganisation des processus de travail et changements dans la structure de la relation d'exploitation, etc.),

une crise de la coordination des réponses des États-nations face aux événements mondiaux (politiques monétaires et fiscales non coordonnées, crise climatique, pandémie de Covid-19...) et les tensions géopolitiques globales (crise syrienne depuis 2011, tensions entre les États-Unis et la Chine, guerre en Ukraine, relance de la question palestinienne, etc.).

Le dénominateur commun de ces différentes dimensions de la phase capitaliste que nous traversons est la crise du néolibéralisme. Le néolibéralisme a été défini de différentes manières (1), mais lorsque le terme est généralisé jusqu'à inclure les aspects les plus variés et les plus généraux, lorsque le néolibéralisme est identifié à toute attaque contre la classe ouvrière ou à tout projet de restauration du pouvoir de classe, la question essentielle de la forme spécifique de l'offensive capitaliste et de la subordination du travail est perdue. Le terme doit alors être explicité ou abandonné.

Nous considérons ici le néolibéralisme comme une forme spécifique de domination politique structurée par la coercition marchande, c'est-à-dire la démobilisation et l'individualisation de la classe ouvrière ainsi que l'encadrement des entreprises et des individus par des mécanismes d'extension et d'intensification de la concurrence. La combinaison de politiques monétaires restrictives, de déréglementation des marchés et de libéralisation commer-



**Adrian Piva**

\* **Adrian Piva** est un sociologue argentin. Il est enseignant-chercheur et il milite à Poder Popular (Pouvoir populaire). Il est l'auteur notamment de *Acumulación y hegemonía en la Argentina menemista*, « Accumulation et hégémonie dans l'Argentine de Menem ». Traduit par Fabrice Thomas.

© Mabel Thwaites Rey

cial et financière a été au cœur de l'articulation de ces mécanismes. Cette définition n'ignore pas le rôle de la violence dans l'imposition du néolibéralisme, elle souligne seulement qu'il s'agit d'une

1) Il a été défini comme une idéologie (Anderson, 1997), comme un processus civilisationnel (Dardot et Laval, 2013) et comme un projet de restauration de classe, d'une manière proche de notre approche (Harvey, 2007).



# Amérique latine

caractéristique générale de toute offensive capitaliste.

Cette définition n'ignore pas non plus le fait que la coercition marchande est essentielle à la domination capitaliste, fondée sur la dépossession des producteurs et leur transformation en vendeurs de force de travail. Mais elle souligne que la transformation de la coercition marchande en structure de domination politique est spécifique au néolibéralisme. Enfin, elle nous permet de différencier le néolibéralisme d'autres phénomènes auxquels il a été historiquement associé, tels que l'internationalisation et la restructuration de la production, mais ceux-ci sont caractéristiques d'une étape qui englobe et dépasse le néolibéralisme. En particulier, l'internationalisation de la production depuis la fin des années 1960 et, surtout, depuis le milieu des années 1970, est à l'origine de tensions entre une accumulation de plus en plus mondiale du capital et le caractère national de la domination politique, structurée par les États-nations. L'affaiblissement de la capacité de régulation de l'accumulation dans l'espace national et l'érosion des mécanismes d'intégration politique des États qui en résulte tendent à créer des problèmes de domination.

## Crise du libéralisme et crise des rapports interimpérialistes

Le néolibéralisme était une réponse à ces problèmes de domination par la démobilisation et l'individualisation des travailleurs. Sa crise les rouvre donc. En témoigne l'instabilité politique chronique qui traverse les pays et les continents depuis la crise mondiale de 2008, en particulier les crises ou difficultés de fonctionnement des systèmes politiques, et les processus de polarisation. Mais depuis la fin des années 1980, la généralisation des politiques néolibérales – à travers le consensus de Washington – a établi une coordination de fait entre les diffé-

rents États et consolidé une hiérarchie impérialiste dominée par les États-Unis. La crise du néolibéralisme explique ainsi les problèmes de coordination et la re-création de tensions géopolitiques mondiales, ce qui constitue une crise impérialiste. La crise du néolibéralisme a été ponctuée par des vagues mondiales

*«Le néolibéralisme est une forme spécifique de domination politique structurée par la coercition marchande, c'est-à-dire la démobilisation et l'individualisation de la classe ouvrière ainsi que l'encadrement des entreprises et des individus par des mécanismes d'extension et d'intensification de la concurrence.»*

de lutte des classes. La première, entre la fin des années 1990 et le début des années 2000, a eu pour épicerie l'Amérique du Sud, où sévissait une crise régionale du néolibéralisme, mais qui s'inscrivait dans le cadre des grandes manifestations contre la mondialisation. Ce cycle d'insurrections contre le néolibéralisme a ouvert la période des gouvernements néo-populistes de gauche dans la région. La deuxième vague, entre 2010 et 2012, la première après la crise mondiale de 2008, et a été marquée par le printemps arabe et l'expérience de Syriza en Grèce.

Depuis la fin des années 1980, la lutte des classes a été surdéterminée par l'effondrement du «socialisme réel». Mais l'épuisement des populismes de gauche latino-américains, l'échec de Syriza et la noyade dans le sang des printemps arabes ont conduit à ce que la troisième vague mondiale de protestations et de rébellions de 2018-2019, probablement la plus

globale des trois, soit caractérisée par une absence totale d'alternatives populaires.

Un scénario de faible croissance, des pressions pour une restructuration capitaliste, des crises politiques, des tensions géopolitiques, des protestations et l'absence d'alternatives populaires, tel est le cadre de la montée de la nouvelle droite, de l'ultra-droite et de la propagation croissante de ce que l'on appelle les «régimes hybrides». On peut dire que les nouveaux autoritarismes et la montée de l'ultra-droite font partie de la quête de rupture de l'équilibre des pouvoirs qui empêche de sortir de la phase ouverte par la crise mondiale de 2008.

Comme mentionné ci-dessus, la crise du néolibéralisme dans une grande partie de l'Amérique du Sud date du début du nouveau siècle, avant la crise mondiale de 2008. En ce sens, la dernière phase d'expansion mondiale de la période néolibérale, entre 2002 et 2008, conditionnait la possibilité du cycle des gouvernements néo-populistes et d'un processus d'accumulation aux caractéristiques néo-développementistes. Cela explique également le paradoxe apparent selon lequel l'épuisement de ce cycle a coïncidé avec la crise mondiale du néolibéralisme et, surtout, avec le début du ralentissement de la Chine. En tant que tel, il a signifié la dissolution des fondements mondiaux du néo-populisme.

## La dissolution des fondamentaux économiques d'une époque

Depuis 2012, l'Argentine traverse une longue phase de stagnation économique



Manifestation d'épargnants argentins en 2001 devant la succursale de la Banco de la Nación Argentina située à Buenos Aires, Argentine. © Barcex, CC BY-SA 3.0

et une tendance à la crise, dont les causes sont à la fois locales et globales. Les causes globales – la faible croissance mondiale et les pressions à la restructuration de la production – ont déjà été présentées. Les causes locales peuvent être trouvées dans la tendance à la restriction externe de l'accumulation et dans l'épuisement de la base productive locale, dont la dernière restructuration profonde remonte à la première moitié des années 1990, ce qui a exacerbé les pressions mondiales en faveur d'une restructuration. Par conséquent, l'ajustement fiscal et la dévaluation de la monnaie ne suffisent pas à relancer l'accumulation et, en l'absence de restructuration de la production, ils ne font qu'engendrer la récession et la spirale de la relation entre la dévaluation et l'inflation. Le cœur de l'explication de la dynamique et de la temporalité de la phase de stagnation réside dans un rapport de forces qui a bloqué les tentatives successives d'aller de l'avant avec une telle restructuration.

Cependant, plus de dix ans de stagnation et de tendances à la crise ont conduit à une détérioration des conditions de vie des travailleurs/ses, en particulier des plus pauvres. Comment cela affecte-t-il l'équilibre des forces entre le capital et le travail ? La littérature sur le travail et les conflits du travail reconnaît qu'il existe une relation entre l'amélioration des conditions de vie des travailleurs et la capacité d'action collective de la classe ouvrière. Pour reprendre les termes de Wright, la dégradation des conditions de vie de la classe ouvrière affaiblit les capacités structurelles d'action des travailleurs en tant que classe. Si, à court terme, les phénomènes de privation peuvent conduire à la montée des luttes ouvrières, en particulier en présence d'une organisation préalable, à long terme, c'est l'association inverse qui se vérifie. En particulier, la consolidation et l'approfondissement de l'hétérogénéité de la classe ouvrière, notamment la division entre formel et informel, ont affecté ces capacités (2).

*“L'ajustement fiscal et la dévaluation de la monnaie ne suffisent pas à relancer l'accumulation et, en l'absence de restructuration de la production, ils ne font qu'engendrer la récession et la spirale de la relation entre la dévaluation et l'inflation.”*

## La dissolution des formes politiques passées : l'épuisement du kirchnérisme et l'échec de l'anti-kirchnérisme

La dissolution des fondements économiques de la phase d'expansion entamée fin 2002 a sapé les bases de la stratégie néo-populiste du kirchnérisme, c'est-à-dire le déplacement temporel (report) et spatial (« deux modèles de capitalisme ») de l'antagonisme entre le capital et le travail. Depuis 2003, la reconstruction du pouvoir d'État et la construction et reproduction du consensus se sont développées sur la base d'une stratégie de satisfaction progressive des revendications populaires. L'inadéquation entre des politiques fiscales et monétaires expansionnistes et un processus d'accumulation dépendant de l'exportation de produits industriels, avec de faibles gains de productivité et une tendance à la restriction externe, a entraîné une croissance déséquilibrée et l'entrée dans un régime de forte inflation. Le retour de pratiques politiques et d'un imaginaire péronistes a mobilisé des pratiques et des représentations antipéronistes encore en vigueur dans de larges groupes sociaux, notamment dans les « classes moyennes ».

Face à la fin de la phase d'expansion, le deuxième gouvernement de Cristina Kirchner (le troisième gouvernement kirchnériste) a cherché à procéder à un ajustement progressif (« fine tuning »).

Mais face à l'érosion de ses bases de légitimation, il a transformé les mesures d'urgence (contrôle des changes, fermeture partielle de l'économie, etc.) en un mécanisme de report de la crise.

Le début de la phase de stagnation et l'évidence de l'épuisement de la stratégie politique ont accentué les ruptures et les désertions et ont finalement conduit au triomphe électoral de la coalition de droite Cambiemos.

Le gouvernement Macri a tenté de

restaurer le néolibéralisme, mais, dans un premier temps, il n'a pu faire avancer que partiellement l'ajustement et, ensuite, la tentative de mettre en œuvre la triple réforme (travail, sécurité sociale et fiscalité) s'est heurtée à la résistance populaire lors des grandes mobilisations de décembre 2017. 2018 et 2019 ont été des années de crise profonde qui se sont soldées par le retour du péronisme au gouvernement.

Le Frente de Todos (FdT) était une coalition des différentes fractions du péronisme qui a intériorisé les pressions exercées par le haut en faveur de la restructuration et par le bas pour la bloquer. Une fois au gouvernement, il a manqué d'orientation et de leadership, ce qui confirme que l'épuisement du kirchnérisme a

*“Le néolibéralisme était une réponse à ces problèmes de domination par la démobilisation et l'individualisation des travailleurs. Sa crise les rouvre donc.”*

laissé le péronisme sans stratégie.

L'épuisement du kirchnérisme et l'échec de l'anti-kirchnérisme ont dissous les axes qui avaient structuré le système politique depuis sa reconstitution après la crise de 2001.

## La démobilisation des travailleurs et du peuple (3)

Nous avons déjà souligné le lien entre la détérioration des conditions de vie des travailleurs et les conditions des conflits du travail. Avec le début de la phase de stagnation, et sur la base d'un processus d'accumulation des forces qui s'est poursuivi après l'insurrection de 2001, un cycle de haute fréquence des conflits du travail et de montée de la mobilisation des syndicats et des mouvements sociaux dans la rue a commencé en 2012. Au cours de l'année

2) Les salarié-es informel-les, c'est-à-dire ceux qui ne cotisent pas pour leur retraite, sont passés de 31,4 % des salarié-es au deuxième trimestre 2016 à 37 % au même trimestre en 2023. La somme des travailleurs/ses indépendant-es et des salarié-es informel-les représentait 43,5 % des actifs occupé-es en 2016 et atteindra 48,9 % en 2023. Si l'on limite la définition à la somme des salarié-es informel-les et des travailleurs/ses à leur compte sans locaux propres, l'informalité est passée de 35,4 % à 41,1 % au cours de la même période (Source : INDEC).

3) Les données utilisées dans ce paragraphe et les suivants sont basées sur des données compilées par les auteurs à partir de la base de données sur les conflits du travail du ministère national du Travail et des archives du journal *La Nación*.





## Amérique latine

2017, dans un contexte défavorable aux négociations syndicales, alors que les conflits du travail ont baissé, la mobilisation dans la rue, la politisation et les actes de violence dans le cadre de la mobilisation ont fortement augmenté. Les affrontements avec les forces de sécurité sur la Plaza Congreso les 14 et 18 décembre 2017 ont été le point culminant de ce processus ainsi que de l'unité des syndicats et des mouvements sociaux.

Cependant, depuis 2018, un processus de démobilitation a commencé. Dans ce processus, l'impact de la crise sur les capacités structurelles d'action de la classe ouvrière a joué un rôle important, ce qui était déjà évident dans l'effondrement des conflits du travail en 2017. Mais la canalisation institutionnelle du conflit après la relative désinstitutionnalisation de 2017 a également joué un rôle. La formation du FdT et l'attente de la voie électorale ont été particulièrement importantes à cet égard.

L'arrivée du péronisme au gouvernement a renforcé le lien entre l'institutionnalisation des conflits du travail et la démobilitation populaire. La baisse du nombre de conflits du travail s'est prolongée, les manifestations de rue ont diminué et l'unité d'action des syndicats et du mouvement social s'est réduite. Cette évolution s'est faite en même temps et sur la base de la baisse des salaires réels et de l'augmentation de l'informalité.

### La mobilisation de la droite

L'un des phénomènes les plus importants des deux dernières décennies a été le début de la mobilisation de la classe moyenne anti-kirchnériste, en 2006 et 2007. Il s'agit de la rupture *de facto* de l'al-

4) L'évolution du phénomène de la violence collective est peut-être un bon indicateur de ce processus : alors qu'en 2017, 24 des 31 actes de violence collective enregistrés pouvaient être classés dans la catégorie de la violence populaire, en 2022, seuls 11 des 27 l'étaient.

5) Les données mentionnées dans ce paragraphe sont basées sur les résultats publiés par la Direction nationale des élections de la République argentine.

liance dans la rue qui a rendu possible l'insurrection de décembre 2001 : « piquete y cacerola » (piquet et casserole). Le ralliement massif de ces groupes sociaux à la bourgeoisie agraire lors de la rébellion fiscale de 2008 a constitué un changement qualitatif. C'était la naissance d'une droite sociale qui allait former la base d'une alliance politique de droite. Mais il fallait encore les grandes mobilisations (*cacerolazos*) de 2012 et 2013, qui ont montré la massification de la contestation des classes moyennes et le passage à l'opposition de secteurs qui jusqu'alors votaient pour le péronisme ou du moins hésitaient. Entre août et octobre 2019, dans la campagne pour la réélection de Mauricio Macri, après la catastrophe électorale des primaires ouvertes, simultanées et obligatoires (PASO) de Juntos por el

“Avec le début de la phase de stagnation, et sur la base d'un processus d'accumulation des forces qui s'est poursuivi après l'insurrection de 2001, un cycle de haute fréquence des conflits du travail et de montée de la mobilisation des syndicats et des mouvements sociaux dans la rue a commencé en 2012.”

Cambio (JxC, élargissement de Cambiemos), la mobilisation de cette base a transformé la droite sociale en sujet politique, ce qui s'est confirmé dans les manifestations contre la pandémie organisées par la droite.

Cependant, l'échec de la droite au gouvernement et la désintégration de l'axe d'articulation du système politique depuis 2003 (entre kirchnérisme et anti-kirchnérisme) ont profondément affecté la constitution politique de ce sujet. Cela s'est manifesté par le glissement vers des positions d'extrême droite, d'abord dans la figure de Patricia Bulrich, centrales dans les protestations pandémiques et post-pandémiques, puis, débarrassées de toute nuance, dans la figure de Milei. (4)

### L'exigence d'ordre

Mais le processus d'ultra-droitisation ne pouvait s'achever que par une véritable massification de la demande d'ordre, sa pénétration dans de larges secteurs de la classe ouvrière.

La prolongation temporaire de la crise a des effets qui ne peuvent être mesurés qu'au niveau micro-social. La crise finit par affecter la sociabilité quotidienne, érodant l'ordre social par capillarité avec

toute une série de dysfonctionnements plus ou moins importants. L'insécurité croissante liée à la criminalité de droit commun et à l'augmentation du trafic de drogue est bien réelle et touche surtout les travailleurs et les travailleuses. Dans un régime de forte inflation qui désorganise la vie des majorités populaires et affecte durablement leurs revenus, la demande d'ordre finit par englober tous les niveaux, économique, social et politique, et devient l'articulateur d'un vaste ensemble de revendications de toutes sortes.

Sous le gouvernement Macri, c'était la base d'un discours qui tentait d'identifier la restauration de l'autorité du capital sur le lieu de travail et au niveau social avec la restauration de l'ordre sans adjectif. Le discours de Milei approfondit cette identification, épurée de toute référence à la république et à la démocratie, seul le geste autoritaire subsiste.

### Les élections (5)

Le vote pour Milei a condensé toutes ces déterminations. Au PASO (*élections primaires, primarias, abiertas, simultáneas y obligatorias*) du 13 août, la LLA (*La libertad avanza*, en espagnol *La libertad avanza*) de Milei a obtenu environ 30 % des suffrages exprimés, ce qui lui a permis d'arriver en tête. Aux élections générales du 22 octobre 2023 il est arrivé en deuxième position, à 7 points du péronisme. Mais au PASO, 69,6 % des électeurs ont voté (un pourcentage historiquement bas en Argentine depuis le retour de la démocratie) et aux élections générales 77,04 %. La progression du péronisme par rapport au PASO indique qu'une partie importante de l'abstention provient du vote péroniste. Malgré l'énorme mobilisation électorale du péronisme aux élections générales, il n'a pas dépassé 37 % des votes, en deçà du plancher historique de 40 %. Une analyse locale du vote en faveur de Milei dans le Grand Buenos Aires, historiquement péroniste (la ceinture qui entoure la ville de Buenos Aires), montre la similitude des profils de vote de l'ALL et du péronisme. Milei a obtenu les meilleurs résultats dans les bastions du péronisme et dans ceux qui étaient autrefois péronistes et qui ont oscillé entre le péronisme et la droite depuis 2011.

Par ailleurs, le profil sociodémographique des districts où Milei a obtenu ses meilleurs résultats aux élections du PASO et aux élections générales est similaire à celui





du péronisme : il est meilleur là où l'informalité de la main-d'œuvre est plus élevée. La contestation du vote péroniste par Milei est renforcée par deux faits concernant les élections dans les provinces. D'une part, Milei a réussi à s'imposer dans 5 des 6 provinces où le péronisme, jusqu'alors au pouvoir, a perdu les élections de gouverneurs de provinces (Chubut, San Juan, San Luis, Santa Cruz et Santa Fe) et dans 4 des provinces qu'il a réussi à conserver lors d'élections dissociées de l'élection présidentielle (La Pampa, La Rioja, Tierra del Fuego et Tucumán). Lors des élections générales du 22 octobre, le péronisme a pu inverser le résultat dans les quatre provinces où le péronisme provincial avait gagné les élections locales, mais seulement dans une de celles qu'il avait perdues (Santa Cruz). Deuxièmement, lors du scrutin, l'écart important du candidat de l'ALL par rapport au péronisme (56 % contre 44 %) s'explique en grande partie par la performance électorale de Milei dans les provinces du nord-ouest argentin (NOA), bastion historique du péronisme. Alors que Macri, lors du second tour de 2015, a été défait dans le NOA par 57,2 % contre 42,8 %, Milei l'a emporté par 50,6% contre 49,4 %.

Tout cela montre qu'il existe un lien entre la montée du vote Milei et la crise du

vote péroniste. Le péronisme a été historiquement l'outil électoral de la classe ouvrière, la crise du vote péroniste au profit de l'ultra-droite exprime, au niveau politique, le processus de désagrégation du comportement de la classe ouvrière que nous avons vu au niveau de la lutte sociale. C'est le moment politique du processus de démobilisation et de désorganisation des travailleurs.

Mais une analyse similaire du vote pour Milei dans deux provinces avec un vote anti-péroniste consolidé (Santa Fe et Córdoba) montre que dans ces provinces, tant dans le PASO que dans les élections générales, le vote pour Milei partage le profil du vote de droite, le vainqueur des élections précédentes. Au second tour, il a réussi à attirer la majorité du vote JxC au niveau national.

La convergence des votes péroniste et anti-péroniste dans la figure de Milei indique, d'une part, la déstructuration des axes d'articulation du système politique depuis 2003, mais soulève en même temps la question de la signification politique de cette fusion. Une hypothèse probable, basée sur ce qui a été dit jusqu'à présent, est qu'ils sont unifiés par la demande d'ordre, qu'une partie importante du vote Milei (pas la totalité, bien sûr) exprime un tournant autoritaire de la part d'une grande partie de la société.

## Le noyau autoritaire de l'ascension de Milei et les perspectives d'avenir

Il existe un lien étroit entre la démobilisation des travailleurs et du peuple, la massification de la demande d'ordre et l'ascension de Milei. Il s'agit de la dissolution du lien social, de la désagrégation des comportements au niveau économique, social et politique et de leur réintégration en tant que masse à travers la figure du leader autoritaire. La pandémie

a accéléré les processus de désintégration collective et a rendu plus urgente la médiation autoritaire comme forme de recomposition sociale, dans un contexte de crise persistante, de déstructuration du système politique et d'absence d'alternatives populaires. Mais ce processus ne peut être condensé et reproduit que par la médiation de l'État.

La repolitisation autoritaire de la lutte des classes est un trait commun à toute une série de phénomènes politiques, dont beaucoup se développent dans le cadre de l'État de droit, d'autres sous la forme de « régimes hybrides ». Il s'agit simplement du développement d'une médiation

*“ Il existe un lien étroit entre la démobilisation des travailleurs et du peuple, la massification de la demande d'ordre et l'ascension de Milei. La pandémie a accéléré les processus de désintégration collective et a rendu plus urgente la médiation autoritaire comme forme de recomposition sociale, dans un contexte de crise persistante, de déstructuration du système politique et d'absence d'alternatives populaires. ”*

autoritaire de l'État en réponse à la crise des mécanismes néolibéraux de coercition du marché. Dans les expériences d'extrême droite telles que celle incarnée par Milei – et de nombreux régimes hybrides revêtent ce caractère, comme ceux d'Erdoğan, Poutine, Bukele et bien d'autres –, elle se déploie comme une tendance à la rupture institutionnelle avec la démocratie bourgeoise, visant – et le degré de développement de cette tendance dépend des rapports de forces – à se constituer en régime autoritaire basé sur le

leadership personnel.

Mais l'avenir de Milei soulève de nombreuses questions. La plupart des dirigeants d'extrême droite qui ont accédé au gouvernement ne sont pas néolibéraux (comme dans le cas de Trump) ou se sont montrés pragmatiques dans leurs objectifs de politique monétaire, de libre-échange et de réforme de l'État dès qu'ils gouvernent (comme dans le cas de Bolsonaro). Son maximalisme se déploie au niveau des politiques conservatrices et autoritaires. Le projet autoritaire de Milei exige une transformation de l'État – l'abolition ou la réduction de certaines fonctions, mais, en même temps, le développement ou la création d'autres – et non leur minimisation. Si Milei tentait d'aller jusqu'au bout de son programme ultra-li-



# Amérique latine



Manifestation à Buenos Aires le 24 janvier 2024. DR

Mais que se passerait-il s'il n'y avait pas d'intervention populaire ? Les questions clés sont donc de savoir quelle est l'ampleur du processus de démobilisation antérieur et dans quelle mesure il peut être inversé. Après les grandes mobilisations de la CGT le 24 janvier, du mouvement des femmes le 8 mars et du peuple dans son ensemble le 24 mars, nous ne pouvons qu'espérer une réponse populaire énergique par le bas qui secouera et ébranlera la scène institutionnelle, créant une nouvelle situation. C'est ce que nous espérons et c'est ce pour quoi nous agissons. ■

Le 12 juin 2024

béral, il saperait ses propres fondements. De plus, le monde auquel il est confronté est très différent de celui des années 1990 : à cette époque, le libre-échange progressait, les États-Unis étaient à la tête de l'empire informel et les flux financiers internationaux ainsi que les processus de financiarisation locale permettaient de différer les déséquilibres économiques ; aujourd'hui, le libre-échange stagne dans un cadre de guerres commerciales et monétaires, la crise impérialiste génère une instabilité mondiale, les flux financiers mondiaux sont très volatils et l'approfondissement de la financiarisation locale se heurte à des restrictions structurelles.

De ce point de vue, l'attention qu'il a attirée dans les arènes de l'ultra droite mondiale et l'intérêt qu'il a suscité dans la presse internationale sont davantage dus à son discours antisocialiste, anti-environnemental et lgbtphobe enflammé qu'à son idéologie libertarienne. Ce sont ces traits qui le rattachent à l'extrême droite mondiale qui expliquent que des personnages et des forces politiques très éloignés de son idéologie « autrichienne », tels que Trump aux États-Unis ou les souverainistes réactionnaires de Vox en Espagne, se revendiquent de lui.

Les premiers mois du gouvernement de Milei ont donné la priorité à une profonde offensive contre les travailleurs/ses plutôt qu'à l'unification et à la libéralisation du marché des changes ou à l'ouverture des échanges : une dévaluation brutale de plus de 100 %, un ajustement fiscal sans précédent basé sur la liquidation des pensions et des salaires des travailleurs de l'État, une récession aiguë qui a commencé à provoquer des fermetures et des licenciements dans le secteur privé et la tentative, jusqu'ici infructueuse,

de faire avancer une profonde réforme du travail par le biais d'un décret de nécessité et d'urgence (DNU) et une vaste réforme de l'État par le biais de ce que l'on appelle la « loi omnibus ».

Ces deux tentatives infructueuses sont le résultat de l'orientation maximaliste de Milei qui l'a mis en conflit avec l'élite politique traditionnelle à laquelle il propose la subordination ou la confrontation. La stratégie de Milei tend – objectivement, plus ou moins consciemment – vers la rupture institutionnelle. Cependant, les conditions de cette rupture ne semblent pas réunies. Les forces armées sont un acteur mineur de la politique argentine depuis la fin de la dictature militaire en 1983, et le soutien à Milei ne semble pas se traduire, du moins pour l'instant, par une mobilisation et une organisation permettant de soutenir un tournant autoritaire radical.

Toutefois, les processus de construction d'une société autoritaire sont progressifs. La politique du ministère de la sécurité a limité les manifestations de rue, et le maximalisme du gouvernement s'est accompagné d'un discours sans précédent pour un président en Argentine, au moins depuis 1983, qui tend à naturaliser le maccarthysme, la misogynie, la lgbtphobie, etc., à encourager le harcèlement et la persécution politique dans les réseaux et les institutions publics et à justifier les actions répressives des forces de sécurité. Certaines de ces dimensions étaient présentes sous le gouvernement de Macri, mais elles ne formaient pas une action systématique comme c'est le cas aujourd'hui.

L'hypothèse selon laquelle l'affrontement avec l'élite politique pourrait se terminer par un procès en destitution visant à le démettre de ses fonctions (« coup d'État en douceur ») n'est pas à exclure.

## Références

- Anderson, Perry, « Balance del neoliberalismo: lecciones para la izquierda », *Revista ecuatoriana de historia*, 1997.
- Dardot, Pierre et Laval, Christian, *La nouvelle raison du monde, Essai sur la société néolibérale*, La Découverte, 2010.
- Harvey, David, *Brève histoire du néolibéralisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2014.
- Piva, Adrián, « La crisis del imperialismo y la guerra de Rusia contra Ucrania », *Jacobin América Latina*, 2022.
- Piva, Adrián, « Crisis y reestructuración en una economía dependiente e internacionalizada », *Realidad Económica*, 2021.
- Hirsch, Joachim, *Globalización, capital y estado*. México: Departamento de Relaciones Sociales, Universidad Autónoma Metropolitana, Unidad Xochimilco, 1996
- Thwaites Rey, Mabel et Ouviaña, Hernán, « El ciclo de impugnación al neoliberalismo en América Latina », dans, Hernán Ouviaña et Mabel Thwaytes Rey, M. (compilateurs) « *Estados en disputa. Auge y fractura del ciclo de impugnación al neoliberalismo en América Latina* », Buenos Aires: CLACSO et El Colectivo, 2019.
- Levitzki, Steven et Way, Lucan, « Elecciones sin democracia. El surgimiento del autoritarismocompetitivo », *Estudios políticos* n°24, 2004.
- Wright, Erik Olin, *Clase, crisis y estado*, Madrid: Siglo XXI, 1983.
- Piva, Adrián, « Entre la resistencia y la desmovilización. Una aproximación cuantitativa al estudio del conflicto obrero en Argentina, 2006 – 2022 », *Apuntes, Revista de ciencias sociales*, 2024
- Piva, Adrián, « Más allá del 19 de noviembre », *Jacobin América Latina*.

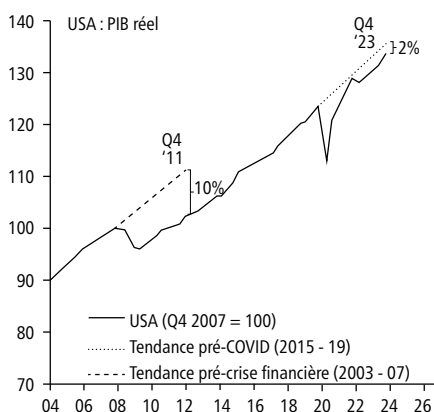
# La persistance de la longue dépression du capitalisme mondial

Alors que l'administration Biden et ses partisans libéraux se vantent de la reprise économique, en réalité le capitalisme étatsunien – et en fait le capitalisme mondial – reste coincé dans une récession dont on ne voit apparemment pas la fin. Ashley Smith, de *Spectre*, s'est entretenu avec Michael Roberts sur la situation de l'économie des étatsunienne et mondiale, les raisons de ce qu'il nomme la longue dépression et la manière dont elle entraîne la polarisation politique au sein des pays et les rivalités impériales entre les puissances dominantes et émergentes de la planète.

Entretien  
d'Ashley Smith avec  
Michael Roberts\*

**Vous avez soutenu que la longue crise du profit commencé lors de la Grande Récession n'est pas terminée. Dans ces conditions, comment expliquez-vous la baisse de l'inflation et un marché du travail qui reste toujours tendu, l'actuel atterrissage en douceur et la reprise de l'économie américaine ? Quel est le caractère de cette reprise et quelles en sont ses contradictions et limites ?**

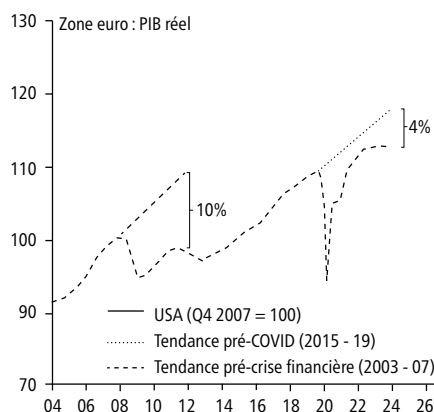
J'ai soutenu que les principales économies capitalistes traversent ce que j'appelle une longue dépression depuis au moins 2008-2009. Je veux dire par là que



les taux de croissance du PIB réel ont ralenti tout au long du 21<sup>e</sup> siècle, parallèlement à un ralentissement de la croissance des investissements et du commerce. Et après chaque récession ou crise (2001, 2008-2009 et 2020), la croissance de la production, de l'investissement et du commerce qui s'ensuit ne revient pas aux niveaux antérieurs mais reprend selon une tendance beaucoup plus lente.

Une dépression aussi longue ne s'est produite auparavant que deux fois dans l'histoire du capitalisme moderne : à la fin du 19<sup>e</sup> siècle (pour les États-Unis, de 1873 à 1895) et lors de la Grande Dépression des années 1930 (1929 à 1946). Et maintenant : de 2008 environ à nos jours.

On parle beaucoup du soi-disant « atterrissage en douceur » de l'économie américaine, voire de l'absence d'atterrissage.



## Michael Roberts

\* **Michael Roberts**, économiste marxiste, est l'auteur de *The Long Depression : Marxism and the Global Crisis of Capitalism* (Haymarket 2016), *Marx 200 : A Review of Marx's Economics 200 Years after his Birth* (Lulu, 2020) ainsi que, avec Guglielmo Carchedi, de *World in Crisis : A Global Analysis of Marx's Law of Profitability* (Haymarket 2018) et *Capitalism in the 21st Century* (Pluto 2022). Il écrit régulièrement des commentaires et des analyses sur son blog. **Ashley Smith**, journaliste, responsable de publication de la revue *Spectre* des États-Unis, est un militant socialiste qui vit à Burlington, dans le Vermont. Il prépare actuellement pour les éditions Haymarket un livre intitulé *Socialism and Anti-Imperialism* (Socialisme et anti-impérialisme). Cet entretien a été d'abord publié par *Spectre* le 6 avril 2024. Traduit par J.M.

Contrairement à la plupart des attentes, l'économie américaine a connu une croissance de 2,5 % en termes réels (après inflation) en 2023, soit plus qu'en 2022. Mais comme le montre le graphique ci-dessus, le taux de « reprise » aux États-Unis depuis la fin de l'effondrement au cours de la pandémie en 2020 a été plus lent que le taux de reprise après la grande récession de 2008-09, et le taux de reprise des années 2010 a été aussi plus lent que celui de la décennie des années 2000.

C'est le produit intérieur brut (PIB) réel. Si l'on considère le revenu intérieur brut (RIB), qui devrait théoriquement être le même, la croissance du RIB était inférieure à la moitié de celle du PIB, ce qui suggère

que la croissance de la production ne s'est pas reflétée dans la croissance des revenus. La raison principale est que la croissance du PIB ne s'est pas transformée au même rythme en augmentation des ventes et des revenus. Ce sont plutôt des stocks de biens produits qui se sont constitués. L'industrie manufacturière américaine est en fait embourbée dans la plus longue récession depuis plus de deux décennies.

Et les États-Unis étaient la première économie capitaliste la plus performante en 2023. Le reste des économies dites du G7 étaient soit en récession (c'est-à-dire avec un PIB réel en contraction comme au Royaume-Uni et en Allemagne), soit en stagnation (comme en France, en Italie, au Japon et au Canada). La croissance moyenne du PIB réel en 2023 pour les économies capitalistes avancées n'était que de 1,3 % (contre 1,4 % en 2022).

De plus, nous mesurons ici le taux de croissance du PIB réel. Dans le cas de pays comme les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et d'autres, la croissance du PIB réel a été principalement due à l'augmentation du nombre de travailleurs/ses, en particulier une forte augmentation du nombre d'immigrant-es en âge de travailler dans ces pays.

Si l'on considère la croissance du PIB réel par personne, la « reprise » est bien plus faible. En effet, depuis le début de la pandémie en 2020, l'économie américaine n'a atteint qu'environ 1,1 % de croissance annuelle par tête et les autres économies du G7 se sont contractées ou ont stagné.

Alors que les États-Unis et d'autres économies du G7 affichent des statistiques officielles proches du « plein emploi », le taux de chômage aux États-Unis est désormais en hausse. En 2023, toute l'augmentation nette de l'emploi aux États-Unis concernait le travail à temps partiel. Les emplois à temps partiel ont augmenté de 870 000, tandis que les emplois à temps plein mieux rémunérés n'ont pratiquement pas augmenté.

Si on regarde vers l'avenir, la Banque mondiale s'attend à une croissance du PIB réel mondial de seulement 2,4 %

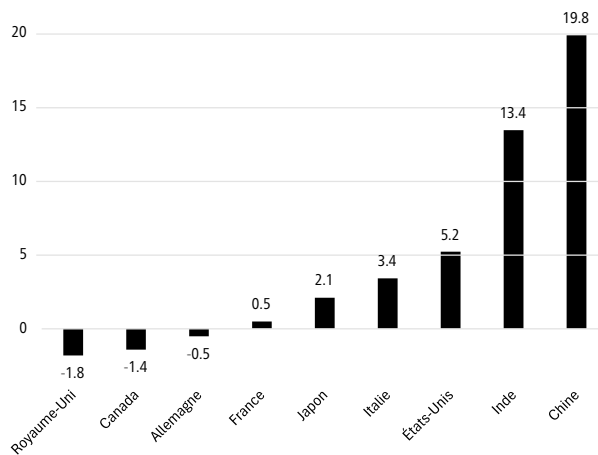
cette année (et cela inclut l'Inde, la Chine, l'Indonésie, etc., qui connaîtront une croissance de 5 % à 6 %). Il s'agirait de la troisième année consécutive où la croissance s'avérerait plus faible que lors des 12 mois précédents.

En effet, la Banque mondiale estime que l'économie mondiale est en passe de connaître sa pire demi-décennie de croissance depuis 30 ans. De même, la croissance du commerce mondial en 2024 ne devrait représenter que la moitié de la moyenne de la décennie précédant la pandémie. Le commerce mondial des biens s'est contracté en 2023, marquant la première baisse annuelle en dehors des récessions mondiales au cours des 20 dernières années. La reprise du commerce mondial entre 2021 et 2024 devrait être la plus faible après une récession mondiale au cours du dernier demi-siècle.

Et toutes ces données sont des moyennes. Si l'on prend en compte les inégalités de revenus et de richesse dans toutes les grandes économies, la situation est bien pire pour ceux de la moitié inférieure des ménages que pour ceux de la moitié supérieure. Les 1 % les plus riches n'ont jamais connu une telle augmentation de leur richesse et de leurs revenus, tandis que la moitié inférieure n'a jamais connu une baisse aussi durable des revenus réels et de la richesse.

Pendant les années de pandémie et de crise du coût de la vie depuis 2020, 26 000 milliards de dollars (63 %) de toutes les nouvelles

Croissance du PIB réel par habitant 2019-2023 (en %)



richesses ont été captés par les 1 % les plus riches, tandis que 16 000 milliards de dollars (37 %) sont allés au reste du monde réuni. Un milliardaire a gagné environ 1,7 million de dollars pour chaque dollar de nouvelle richesse mondiale gagné par une personne appartenant aux 90 % les plus pauvres.

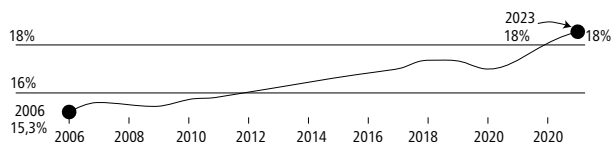
Cela m'amène à votre question sur l'inflation. Il est désormais bien établi par une série de documents de recherche que la flambée inflationniste postpandémique de 2021 à 2023 a été provoquée par des facteurs liés à l'offre, c'est-à-dire la flambée des prix de l'énergie et des produits alimentaires à l'échelle mondiale, l'effondrement des chaînes d'approvisionnement, du commerce et du transport des biens et

des matières premières, la pénurie de travailleurs qui ne sont pas retournés à leur emploi après la Covid et la faible reprise de la productivité de la main-d'œuvre qui a eu lieu. Elle n'a pas été causée par une offre de monnaie « excessive » de la part des banques centrales, ni par une « demande excessive » provoquée par les dépenses publiques ou des « augmentations excessives de salaires » créant une « spirale salaires-prix ».

Telles étaient les affirmations des banques centrales et des gouvernements du monde entier. Mais nous savons qu'au cours de cette

*« Si nous regardons vers l'avenir, la Banque mondiale s'attend à une croissance du PIB réel mondial de seulement 2,4 % cette année (et cela inclut l'Inde, la Chine, l'Indonésie, etc., qui connaîtront une croissance de 5 % à 6 %). Il s'agirait de la troisième année consécutive où la croissance s'avérerait plus faible que lors des 12 mois précédents. »*

Part des immigrés dans la population active civile américaine de 2006 à 2023



Note : Les données reflètent les moyennes annuelles.



période il y a eu une hausse moyenne des prix dans toutes les grandes économies allant jusqu'à 20 % (selon les chiffres officiels), dépassant de loin les augmentations de salaires. En fait, il s'agissait plutôt d'une « spirale profit-prix », les bénéficiaires des entreprises du secteur de l'énergie, de la technologie, de la finance et de l'alimentation ayant grimpé en flèche.

La baisse des taux d'inflation dans les principales économies en 2023 n'est pas due à une hausse des taux d'intérêt par les banques centrales. La principale raison en est la chute des prix de l'énergie et des produits alimentaires et son impact sur d'autres secteurs. Néanmoins, les gouvernements et les banques centrales aiment s'attribuer le mérite de la baisse de l'inflation. Mais une inflation plus faible ne signifie pas une baisse des prix ; cela signifie une augmentation des prix plus lente (déjà, comme je l'ai dit, en hausse de 20 % depuis 2021).

Et maintenant, il y a un risque que les prix de l'énergie et des denrées alimentaires recommencent à augmenter alors que l'impact du conflit russo-ukrainien et l'horrible destruction israélienne de Gaza commencent à affecter les régions productrices d'énergie et de nourriture. Je prédis que les objectifs de la Banque centrale, à savoir une inflation de 2 % par an, ne seront pas atteints dans un avenir prévisible.

**L'administration Biden a injecté des tonnes d'argent dans l'économie américaine, notamment en lançant sa version d'une politique industrielle avec des milliards pour l'industrie de haute technologie. Dans quelle mesure ce programme a-t-il réussi et quels problèmes a-t-il rencontrés ?**

Certes, l'administration Biden a investi 500 milliards de dollars de fonds publics (sur dix ans) pour tenter de relancer l'économie et d'encourager l'augmentation de l'investissement privé. Mais le principe sous-jacent de cette soi-disant politique industrielle est en réalité de soudoyer les entreprises pour qu'elles investissent au moyen d'abattements fiscaux, de subventions, de prêts et d'aides.

Les décisions en matière d'investissement restent entre les mains des conseils d'administration des entreprises et les bénéficiaires engrangés leur reviennent, et non au gouvernement. Les programmes d'investissement public ne passent pas par des entreprises publiques ou apparte-

nant à l'État, mais par des subventions au secteur privé. Pour reprendre les mots de l'administration Biden, il s'agit « d'attirer » les investissements privés.

Dans le cas de la loi CHIPS (1), d'énormes quantités de fonds publics vont aux entreprises technologiques, déjà très riches, afin de construire des usines pour une industrie nationale dont les coûts sont beaucoup plus élevés. Les subventions accordées aux entreprises de combustibles fossiles restent bien supérieures à tout soutien financier aux énergies renouvelables. Et une grande partie de ces fonds est utilisée pour fabriquer des armements et enrichir les entreprises d'armement.

En 2023, la technologie a connu un essor fulgurant grâce à la multiplication

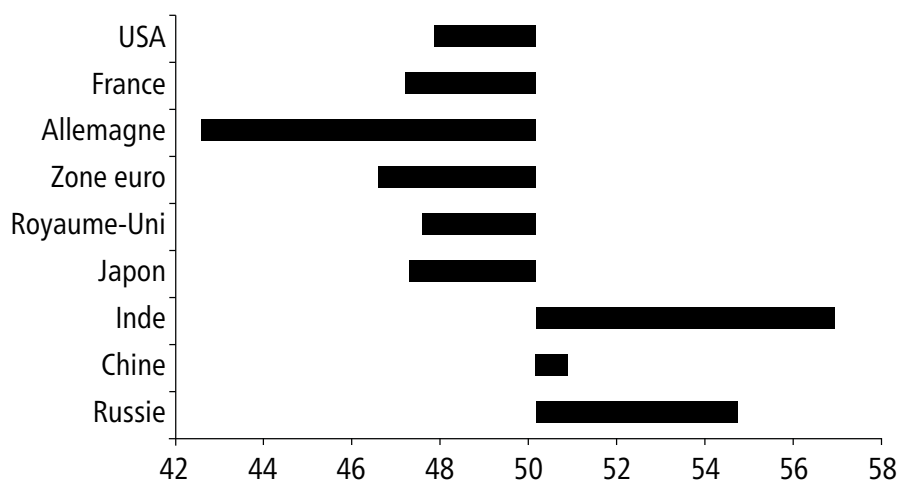
de la technologie, mais elle est en baisse depuis environ deux ans.

En outre, une grande partie des fonds est allée à des secteurs qui ne génèrent pas beaucoup d'emplois, de sorte que la majorité des travailleurs américains restent dans des emplois mal payés, souvent précaires, sans perspectives de carrière, sans soins de santé ou retraite.

Les mesures de Biden ne sont financées qu'en partie par une augmentation des impôts des riches – la plupart des précédentes réductions d'impôts introduites par Trump n'ont pas été annulées. Les dépenses d'armement et de défense ont atteint des niveaux records tandis que les dépenses consacrées aux services publics en dehors de la sécurité sociale et de Medicare diminuent en termes réels.

Pire encore, les dépenses consacrées

Indice des PMI (purchasing managers index) manufacturés, février 2024  
Plus de 50 : expansion, moins de 50 = contraction



Sources : 1<sup>er</sup> mars 2024 - S&P Global, with ISM for US, Caixin PMU data for China.

des subventions publiques accordées aux entreprises technologiques. La loi sur la réduction de l'inflation a offert des incitations fiscales aux fabricants d'équipements destinés aux énergies renouvelables et aux acheteurs de véhicules électriques. La loi CHIPS and Science Act prévoyait 39 milliards de dollars de subventions pour les fabricants de semi-conducteurs.

Pour autant, cela a-t-il stimulé les investissements américains ? Certes, il y a eu un bond en avant dans la construction d'usines, mais d'autres secteurs ont affiché une faible croissance. Les commandes de biens d'équipement des entreprises, à l'exclusion des avions et des biens militaires,

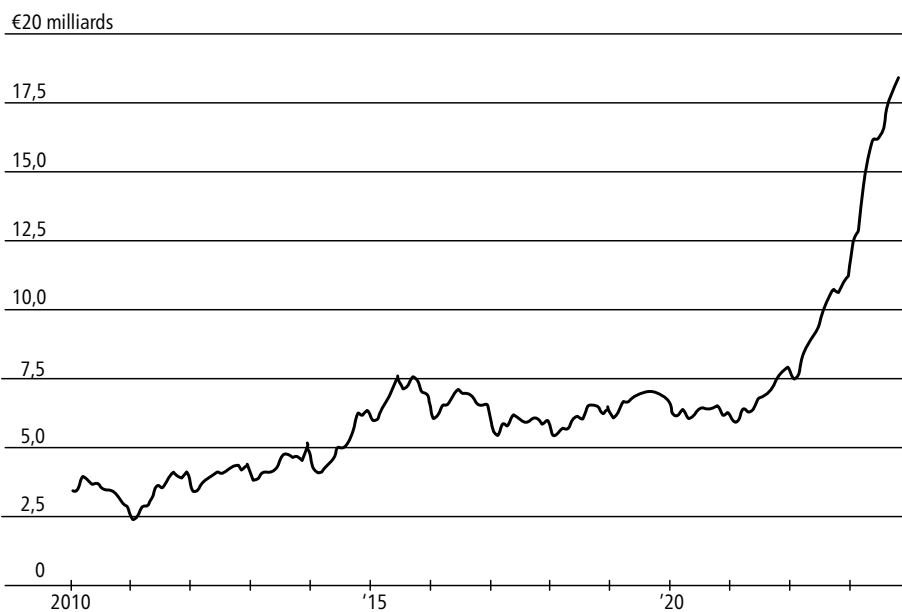
aux intérêts payés à Wall Street et aux investisseurs étrangers pour l'achat de la dette publique américaine sont désormais plus importantes que les dépenses allouées aux services publics. La « Bidenomics » (l'économie de Biden) signifie désormais « attirer des investissements privés » au détriment des services publics, tant au niveau fédéral qu'au niveau des États.

**Les économistes libéraux comme Paul Krugman célèbrent la politique économique de Biden et prétendent qu'elle a amélioré les conditions des**

1) CHIPS signifie « créer des incitations utiles à la production des semi-conducteurs ».



## Dépenses mensuelles pour la construction d'usines



Source : Commerce Department

**travailleurs. Confrontés au faible taux d'approbation de la Bidenomics, ils affirment en substance que les idées des travailleurs sont en contradiction avec leurs conditions de vie. Comment répondez-vous à ces affirmations ?**

Krugman parle d'une « vibecession » (2) en cours – c'est-à-dire que même si l'économie américaine est apparemment sur une bonne lancée, de nombreux Américain-es ne s'en rendraient pas compte. Ils pensent que les choses empirent pour eux. Il ne s'agit pas d'une perception erronée, comme le pense Krugman. C'est une chose de prétendre que l'économie américaine se porte bien en examinant le PIB réel (mais comme je l'ai expliqué plus haut, même cela n'est pas fantastique) ; c'en est une autre de prétendre que la majorité des Américain-es voient leur niveau de vie s'améliorer.

Prenez l'inflation. Le taux d'inflation officiel a baissé assez rapidement, mais cette mesure laisse de côté des dépenses importantes pour la plupart des Américains, en particulier les taux d'emprunt hypothécaire et de crédit qui ont grimpé en flèche et sont restés élevés. Bien sûr, les prix de l'alimentation et de l'énergie ont peut-être quelque

peu baissé, ainsi que ceux des produits électriques, mais le coût des services publics, des transports, de la fiscalité et d'autres services n'a pas du tout diminué. Un article de recherche récent d'un autre gourou keynésien, Larry Summers, a soutenu que si ces coûts étaient inclus dans les données officielles sur l'inflation, les taux d'inflation doubleraient et expliqueraient 70 % de la baisse de la confiance des Américains à l'égard de l'économie.

Les marchés financiers, menés par les secteurs de la technologie et des médias, sont peut-être en plein essor, compte tenu de la Bidenomics et de la perspective d'une baisse des taux d'intérêt, mais le niveau de vie de la plupart des ménages américains ne connaît pas d'embellie.

**La reprise après la récession déclenchée par la pandémie a été inégale à l'échelle mondiale. Alors que les États-Unis se sont redressés, d'autres grands centres d'accumulation de capital dans les pays du G7 peinent à rétablir la croissance et n'ont, au mieux, atteint que de faibles taux de croissance. La Chine poursuit son expansion mais connaît également des taux de croissance plus faibles. Quelle est la raison du caractère inégal de la reprise mondiale ?**

Comme je l'ai brièvement expliqué ci-dessus, la plupart des grandes économies capitalistes avancées se sont très

faiblement remises des cicatrices de la crise de la pandémie de Covid. La situation n'est pas meilleure, même dans les « économies en croissance » des autres pays du G20 comme la Corée, la Chine, le Brésil ou l'Afrique du Sud, où la croissance a également ralenti.

C'est encore pire pour les pays pauvres dits du Sud global. Les revenus tirés de leurs exportations de matières premières n'ont pas suffi à renverser la situation, l'inflation reste élevée et, surtout, nombre de ces pays souffrent de « surendettement », c'est-à-dire qu'ils sont de plus en plus incapables de faire face aux coûts croissants de leurs dettes à l'étranger, compte tenu des taux d'intérêt élevés et de la force du dollar américain.

**Pour contrôler l'inflation pendant la reprise, les banques centrales ont augmenté les taux d'intérêt. Quel impact cela aura-t-il sur les entreprises dites « zombies » du Nord global ? Quel impact cela a-t-il eu sur les pays endettés ? Comment le FMI et la Banque mondiale ont-ils réagi à la nouvelle crise de la dette ?**

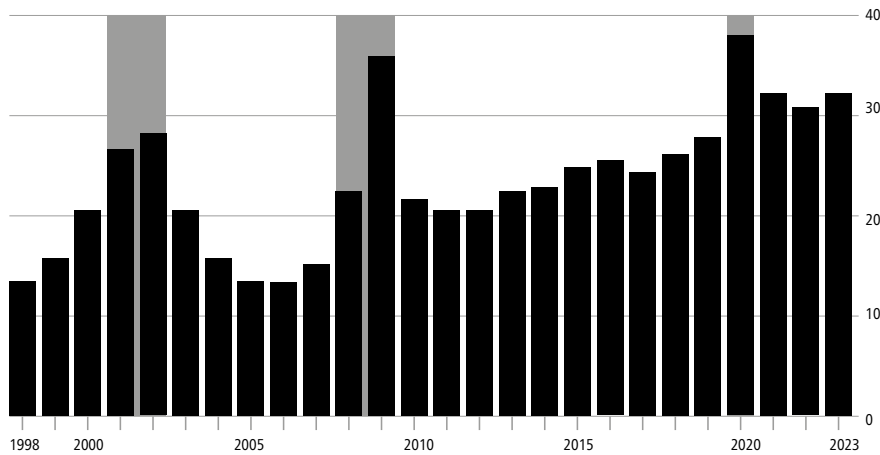
La crise de la dette s'est étendue à de nombreux pays du Sud global, de l'Égypte au Pakistan, de l'Argentine à la Colombie, du Sri Lanka au Myanmar. De manière générale, le FMI et Banque mondiale ont appelé à un « allègement de la dette », c'est-à-dire à une réduction du taux d'intérêt sur la dette ou à une prolongation et un refinancement de la dette sur une période plus longue. Ils ont également cherché à négocier une « restructuration » de leur dette avec des investisseurs étrangers, des fonds spéculatifs et des gouvernements. Mais à aucun moment ils n'ont appelé à l'annulation de ces lourdes dettes ni à libérer les pays pauvres du piège de la dette.

Mais il y a également une crise de la dette qui se profile dans les économies capitalistes avancées. Les médias parlent d'importants déficits budgétaires gouvernementaux et de niveaux croissants de dette publique dans les économies du G7, mais ils parlent peu d'un problème plus grave : l'augmentation de la dette du secteur privé (les ménages et les entreprises). Et n'oubliez pas qu'une grande partie de l'endettement actuel du secteur public est due au renflouement des banques lors du krach financier mondial et à l'aide massive apportée aux victimes de

2) Une *vibecession* (néologisme forgé par l'analyste Kyla Scanlon) ne serait pas – selon le chroniqueur du *New York Times* Paul Krugman – une véritable récession mais plutôt une déprime générale à propos de l'économie.

## L'apocalypse zombie !

% d'entreprises Russel 3000 non rentables (années de récession en grisé)



Source : Bloomberg

la pandémie Covid. Le secteur public (c'est-à-dire la plupart des citoyens) continue de payer pour la gabegie du secteur privé.

Nous lisons dans les médias que les entreprises étatsuniennes réalisent d'énormes profits et se portent bien. Mais cela n'est vrai que pour une poignée de grandes entreprises des secteurs de l'énergie, de la technologie et de la finance. Un grand nombre d'entreprises en Amérique du Nord et en Europe ont une rentabilité relativement faible sur leurs investissements. Et il y a jusqu'à 20 % d'entreprises qui sont des « zombies », c'est-à-dire des entreprises qui ne réalisent pas suffisamment de bénéfices pour couvrir ne serait-ce que le coût du service de leur dette et qui doivent donc emprunter davantage pour couvrir cela. Et il existe une autre couche d'entreprises appelées « anges déchus » : des entreprises qui se portaient bien mais qui sont maintenant sur le point de devenir des zombies.

Les faillites augmentent dans les grandes économies, mais pas encore au niveau observé lors de la Grande Récession. Cela s'explique par le fait que ces entreprises ont été renflouées par les banques et les crédits gouvernementaux pour tenter de les aider à survivre. De plus, ces entreprises ont conclu des accords d'endettement avec des taux d'intérêt relativement bas avant que les banques centrales n'augmentent leurs taux.

Mais cela signifie que l'économie capitaliste n'a pas été « nettoyée » des faibles et des improductifs. Cela empêche l'ensemble de l'économie de stimuler la productivité et d'augmenter la rentabilité

pour les autres.

### Comment surmonter la crise persistante du profit au milieu de ce que vous avez appelé la longue dépression de notre époque ?

Les deux précédentes dépressions ont duré par intermittence pendant une vingtaine d'années ou plus. La dépression actuelle dure depuis une quinzaine d'années. Il semble qu'elle pourrait se poursuivre jusqu'à la fin de la décennie. Qu'est-ce qui pourrait y mettre fin ? Eh bien, il faut que le niveau moyen du profit du secteur capitaliste dans les principales économies change radicalement.

Comment cela pourrait-il se produire ? Tout d'abord, il faudrait probablement qu'il y ait une nouvelle crise grave pour

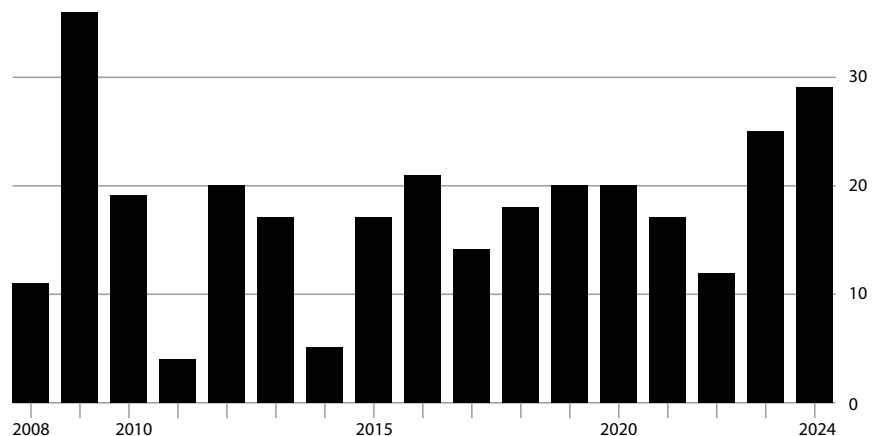
éliminer du système les entreprises non rentables. Cela a été évité jusqu'à présent en raison de l'impact que cela aurait sur l'emploi et les revenus de centaines de millions de personnes. Les conséquences politiques d'une telle mesure pour le pouvoir en place sont trop importantes pour être envisagées pour l'instant.

Mais si cela devait se produire dans les cinq à dix prochaines années et que les autorités dirigeantes parviennent à imposer une austérité sévère et une réduction du niveau de vie, alors la rentabilité accrue du capital encouragerait l'investissement dans les nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle (IA), les robots, la biotechnologie – et peut-être que cela ouvrirait la voie à un nouvel essor du capitalisme. C'est ce qui s'est produit à la fin de la dépression du 19<sup>e</sup> siècle dans les années 1890 et après la Seconde Guerre mondiale : les technologies inventées pendant la dépression ont ensuite été exploitées.

Les optimistes espèrent que l'IA et les LLM (3) donneront le coup d'envoi à des « années folles », semblables à celles qu'ont connues les États-Unis après la fin de l'épidémie de grippe espagnole de 1918-1920 et le marasme qui a suivi en 1920 et 1921. Mais certaines caractéristiques sont différentes aujourd'hui. En 1921, les États-Unis étaient une puissance manufacturière en plein essor, dépassant une Europe déchirée par la guerre et une Grande-Bretagne en déclin. Aujourd'hui, l'économie américaine est en déclin relatif, l'industrie manufacturière stagne et les États-Unis sont confrontés à la menace de

### Le nombre de défaillances d'entreprises dans le monde à son plus haut niveau depuis 2009

Nombre de défaillances depuis le début de l'année



Source : S&P Global Ratings Credit Research & Insights

la montée en puissance de la Chine.

Le problème est qu'il est de plus en plus difficile pour le capital mondial de trouver de nouveaux marchés et davantage de main-d'œuvre à exploiter, face à une classe ouvrière mondiale qui n'a jamais été aussi nombreuse. La grande majorité de la population est désormais composée de travailleurs et la grande majorité est urbanisée. De plus, au 21<sup>e</sup> siècle, le capital est confronté à d'énormes défis qui n'existaient pas auparavant : le changement climatique et le réchauffement de la planète, d'énormes inégalités, l'augmentation des déplacements de population à l'échelle mondiale, etc.

## **Pourquoi et comment la longue dépression a-t-elle miné les partis capitalistes dominants dans les États-nations du monde entier ? Comment la nouvelle droite a-t-elle tenté d'en tirer parti ? A-t-elle des solutions ?**

La faiblesse de la croissance et des investissements capitalistes et la montée des inégalités ont conduit les dirigeants au pouvoir à exiger l'austérité, la privatisation et la suppression des services publics, la déréglementation des marchés, de l'environnement et de la santé, la libre circulation des capitaux internationaux, l'écrasement des syndicats et ainsi de suite. Et les partis dominants – non seulement ceux du « centre droit », mais souvent plus encore ceux du centre gauche social-démocrate – ont accepté et adopté ces politiques car « il n'y a pas d'alternative » (4).

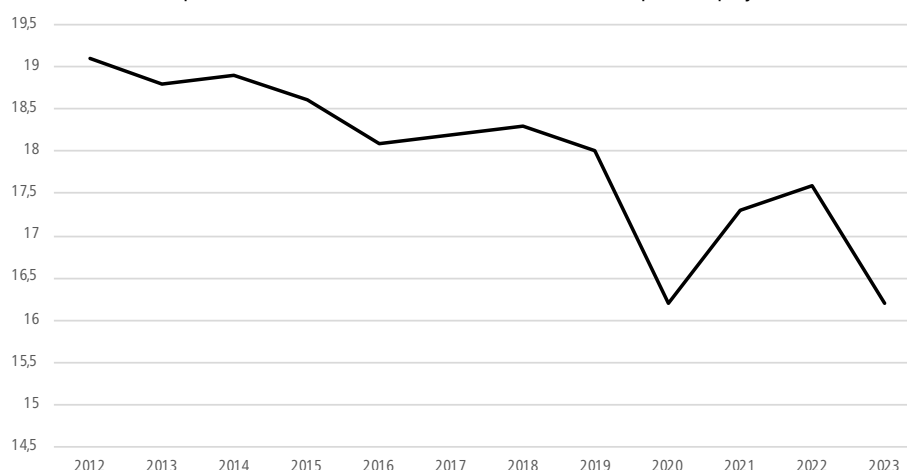
Mais avec ces mesures imposées depuis des décennies, le capitalisme ne répond pas aux besoins de milliards de personnes. Le résultat politique est l'effondrement croissant du soutien au « courant dominant », en particulier à la gauche libérale et sociale-démocrate. Partout, ces partis ont perdu du terrain,

3) Les LLM (de l'anglais *large language model* – grand modèle de langage) sont des modèles d'intelligence artificielle pour générer des textes complets et d'autres tâches de traitement du langage naturel.

4) Slogan attribué à Margaret Thatcher signifiant que le marché, le capitalisme et la mondialisation sont des phénomènes nécessaires et bénéfiques et que tout régime qui prend une autre voie court à l'échec.

5) Anglicisme péjoratif pour caractériser le courant de pensée qui dénonce, les injustices et discriminations subies par les minorités.

Taux de profit du secteur non financier américain sur le capital employé (%)



tandis que les partis dits « populistes » d'extrême droite ont gagné du terrain et sont même entrés dans des gouvernements en Europe. Le phénomène américain du Trumpisme apparaît partout en Europe, en Amérique latine et même dans certaines parties de l'Asie.

Que propose la nouvelle droite ? Elle prétend que l'échec du capitalisme est dû aux immigrés, à la « mondialisation », au grand business et au « wokisme » (5). Elle veut des politiques protectionnistes pour le commerce et l'industrie, la sortie des organisations internationales, l'expulsion des immigrés (en particulier ceux de couleur de peau ou de religion différentes), la fin de l'aide sociale pour les pauvres et la privatisation des services publics.

Pour le moment, ces politiques ont un certain attrait. Elles annoncent les premiers germes du néofascisme. Et tant que la gauche socialiste restera en désarroi et incapable de construire un mouvement efficace, ces graines germeront.

## **Quel impact la longue dépression et le recours de divers États à la politique industrielle et au protectionnisme ont-ils eu sur la mondialisation ? Comment cela déclenche-t-il de nouvelles rivalités et conflits au sein du système étatique ? Quel impact cela aura-t-il sur le capitalisme mondial ?**

Durant la dépression de la fin du 19<sup>e</sup> siècle, la rivalité géopolitique s'est intensifiée entre les anciennes puissances hégémoniques (alors la Grande-Bretagne et la France) et les nouvelles puissances émergentes (États-Unis et Alle-

magne). Le monde s'est lancé dans une course aux armements, a adopté des mesures protectionnistes, commerciales et autres, et a fini par entrer en guerre. La Grande Dépression des années 1930 a connu un résultat similaire.

Dans la période post-1945, le capitalisme des États-Unis dominait et fixait les règles internationales en matière de commerce, d'investissement et de politique. Mais l'hégémonie américaine a commencé à décliner relativement dans les années 1970, avec la montée en puissance de l'Allemagne et du Japon. L'effondrement de l'Union soviétique à la fin des années 1980 a donné un nouveau souffle à la « mondialisation » étatsunienne du capital, alors que les pays impérialistes délocalisaient leurs industries manufacturières à l'étranger et réduisaient les obstacles à la libre circulation de leurs capitaux.

Cependant, la Grande Récession a changé la donne. La mondialisation a chancelé, l'hégémonie des États-Unis a décliné et un nouveau colosse économique, la Chine, a émergé pour menacer le bloc impérialiste. La Russie elle aussi a progressivement refusé de jouer le jeu avec le capital américano-européen.

Nous sommes entrés dans un monde de plus en plus multipolaire. L'impérialisme étatsunien est toujours dominant, mais il tente désespérément d'étrangler, d'encercler et d'écraser la puissance économique croissante de la Chine. Il s'agit de la grande lutte géopolitique des années 2020, avec un risque réel de conflit militaire, comme à la fin des dépressions précédentes. ■

Le 6 avril 2024

# La pauvreté systémique est un obstacle majeur pour l'économie chinoise

Il y a une dizaine d'années, alors que l'économie chinoise était encore au beau milieu d'une « gloire » mondiale reconnue, Tommy Wei a rassemblé des indices semant le doute sur cette supposée prospérité.

Par  
Tommy Wei\*

Au cours de mes voyages, deux rencontres marquantes. La première s'est déroulée dans une ville du nord en hiver. En marchant dans une rue peu peuplée un après-midi glacial, nous avons vu, sur le bord de la route, un homme vêtu de vêtements légers qui vendait d'énormes plumeaux réalisés en plumes de poulet, probablement utilisés pour nettoyer les carrosseries des automobiles. Je me suis demandé si une telle marchandise, dont l'usage est très spécifique, trouverait des acheteurs en dehors d'un marché. La femme qui m'accompagnait commenta : « C'est ce que les gens doivent faire pour gagner leur vie ».

La deuxième rencontre eu lieu dans une ville du sud, en été. J'ai trouvé une « tour de guet » construite par des villageois il y a une centaine d'années dans un village devenu partie intégrante de la ville. Cette structure en forme de tour servait de défense contre les bandits. Elle était faite de béton armé et ne comportait qu'un petit espace à chaque étage et d'étroites fenêtres de tir sur tous les côtés. L'accès à ce bâtiment historique n'étant soumis à aucune restriction, j'ai commencé mon ascension. Alors que j'accédais à l'un des étages par un escabeau en fer étroit et raide, j'ai soudain remarqué dans un coin une planche en bois sur laquelle était tendue une moustiquaire et dans laquelle deux bambins en haillons me regardaient les yeux écarquillés, moi, l'invité indésirable. Il s'est avéré que ce bâtiment abandonné, sans électricité ni eau, rempli de moustiques et de poussière, était le « foyer » d'une famille en ville.

De telles images de la pauvreté peuvent être trouvées dans n'importe quel pays,

peut-être en raison du chômage causé par la lenteur générale de l'économie nationale, ou en raison de traumatismes personnels et de la toxicomanie. Cependant, la Chine a sa propre particularité : une pauvreté « active » systémique au milieu d'un développement économique rapide. Selon le Bureau national chinois des statistiques (NBS), la durée hebdomadaire moyenne du travail des salarié-es du pays en décembre 2023 était de 49 heures, un nouveau record dans la Chine moderne et l'un des plus élevés au monde. Malgré cela, le revenu salarial annuel moyen des résidents du pays en 2023 n'était que de 22 053 yuans (environ 2 800 euros).

## La pauvreté systémique des travailleurs persiste

Le documentaire *Eighteen-year-olds on the Assembly Line (À dix-huit ans sur une chaîne de montage)*, sorti en 2016, illustre cette situation de manière saisissante. Le réalisateur a passé trois ans dans les zones industrielles de Dongguan, montrant aux spectateurs que même les travailleurs/ses les plus acharné-es du monde peinent à échapper à la pauvreté dans les usines chinoises. Le salaire horaire peut être aussi bas que 10 yuans (environ 1,3 euro) pour une journée de 12 heures ; les divertissements ordinaires dans les métropoles épuisent rapidement les salaires ; et l'argent nécessaire au mariage et à la propriété reste un objectif lointain.

En 2022, un TikTokeur a filmé un banquet de mariage dans la région des montagnes de Daliang et a été convoqué par la police parce que la vidéo, largement diffusée, révélait les aspects choquants de la pauvreté en Chine rurale : la salle de mariage était en mauvais

état, avec peu de tables, de chaises ou des appareils électriques utilisables. Les invité-es s'accroupissaient au sol pour déguster le seul plat du banquet de mariage : du *bok choy* mariné et de la soupe au tofu. Cela explique pourquoi de nombreux jeunes Chinois sont toujours prêts à travailler dans des ateliers clandestins.

Xi Jinping a déclaré solennellement, le 25 février 2021, que « la campagne chinoise contre la pauvreté a remporté une victoire globale... et a créé un autre miracle humain dont on se souviendra tout au long de l'histoire ! » Certains racontent avec sarcasme que la récession économique pendant l'épidémie a peut-être laissé des citoyens relativement riches dans une situation désespérée, abaissant ainsi la barre de la « pauvreté ».

La prolifération des smartphones, des vidéos courtes et des médias auto-publiés a rendu les rencontres et les récits de pauvreté omniprésents sur Internet. Bien que ces images et ces textes ne puissent remplacer des données économiques rigoureuses, ils remettent en question le récit gouvernemental d'une situation économique favorable.

Malgré une censure stricte, j'ai trouvé un article pathétique sur la pauvreté dans *South Reviews*, un magazine grand public chinois. Zhao était un jeune homme de 19 ans qui est décédé avant le printemps 2024. Au cours des huit mois précédant sa mort, il avait vendu son plasma seize fois, gagnant 200 à 400 yuans (environ 25 à 50 euros) et un repas à chaque fois. Zhao travaillait comme

\* Tommy Wei est un militant en Chine. Cet article a été publié par Résistance anti-capitaliste. Traduit par Nathanaëlle.

steward dans un cybercafé et menait une vie modeste. Il sortait rarement avec des amis et n'avait pas les moyens de s'offrir un vélo électrique pour se déplacer. Sa plus grande dépense avant sa mort était un smartphone qu'il avait acheté pour son père en décembre dernier. Chez lui, il n'y avait ni ordinateur, ni télévision, ni canapé, et il n'allumait pas les lumières à la tombée de la nuit pour économiser l'électricité. Sa mère ne pouvait pas travailler en raison d'une maladie et son père était un travailleur migrant. Le centre de transfusion sanguine où il vendait du sang appartient à une grande entreprise biologique. Le rapport annuel de cette entreprise pour 2023 indique qu'elle dispose de 79 centres de transfusion sanguine en activité, collectant un total de 2 415 tonnes de plasma cette année-là.

Après trois ans de quarantaine stricte, l'économie chinoise n'a pas rebondi comme espéré en 2023. Aujourd'hui, en 2024, le sujet brûlant est la « surcapacité ». L'Union européenne et les États-Unis prévoient d'augmenter les droits de douane sur les voitures électriques fabriquées en Chine. Face aux boycotts occidentaux des produits chinois, la dernière solution de Xi Jinping est de laisser le peuple chinois absorber la « capacité excédentaire ». En mars, le Conseil d'État a publié un plan d'action pour promouvoir le renouvellement à grande échelle des équipements et la reprise de biens de consommation ; en avril, le ministère du Commerce et quatorze autres ministères ont publié conjointement un autre plan d'action, organisant une campagne nationale de reprise de voitures et d'appareils ménagers et du « renouvellement » de l'ameublement.

La politique d'échange mentionnée dans le plan d'action consiste notamment à « *accorder un traitement préférentiel aux consommateurs qui échangent leurs vieux appareils contre des appareils économes en énergie* » et à « *encourager les régions riches en ressources à subventionner les consommateurs pour qu'ils achètent des appareils électroménagers écologiques et intelligents* ». Pour les familles qui vivent dans des bâtiments abandonnés ou pour les villageois de la montagne Daliang qui ne possèdent pratiquement aucun appareil, on peut dire d'une telle politique que c'est mieux que rien.

Cela me rappelle une « blague » britannique que j'ai entendue dans mon enfance :

- Maman, pourquoi fait-il si froid à la maison ?
- Parce que nous n'avons pas les moyens d'acheter du charbon, chéri.
- Pourquoi n'avons-nous pas les moyens

d'acheter du charbon ?

- Parce que ton père a perdu son emploi.
- Pourquoi papa a-t-il perdu son emploi ?
- Parce qu'il y a trop de charbon.

Selon les chercheurs Wan Haiyuan et Meng Fanqiang de l'Institut de la distribution des revenus en Chine de l'Université normale de Pékin, le nombre de personnes en Chine gagnant moins de 2 000 yuans (environ 250 euros) par mois a atteint 964 millions, soit environ 69 % de la population totale ; pas moins de 95 % de la population gagne moins de 5 000 yuans (environ 637 euros) par mois. S'attendre à ce qu'une telle population absorbe les produits des manufactures d'exportation créées pour répondre aux besoins des pays développés relève du fantasme.

Le groupe cible de ce « plan brillant » est peut-être la « classe moyenne ». Toutefois, les données du premier trimestre 2023 montrent que le solde des prêts hypothécaires en Chine s'élevait à 38,94 milliards de yuans (environ 5 milliards d'euros). Une grande partie de cette dette est supportée par des citoyens aux revenus plus élevés, alors quelle est la motivation de cette classe pour acheter de nouvelles voitures électriques ou des réfrigérateurs intelligents ?

Les causes de la pauvreté systémique en Chine ne sont pas seulement les bas salaires et les conditions de travail déplorables, comme le montrent les usines d'électronique de Dongguan, mais aussi le coût prohibitif du logement, de l'éducation, de la santé, de la garde d'enfants et des soins aux personnes âgées. Ces secteurs permettent aux business classes et au gouvernement d'engranger des profits et des impôts élevés. Alors que les biens de consommation comme les téléphones portables et les voitures peuvent être plus abordables qu'il y a 30 ans, la nourriture et l'eau potable sans pesticides excessifs, engrais chimiques et métaux lourds sont devenus un luxe. Peu de Chinois ont réellement « surmonté » la pauvreté lorsque leur vie est mesurée à l'aune de la décence, de la santé, de la détente et d'un avenir prometteur.

## Les causes de la pauvreté systémique

Les répercussions de la pauvreté sont visibles : les riches cherchent constamment des moyens de transférer leurs actifs à l'étranger pour échapper à la dévaluation ; des dizaines de milliers de travailleurs et même des membres de la classe moyenne traversent les dangereuses forêts tropicales

d'Amérique centrale pour fuir aux États-Unis afin de vendre leur travail à un meilleur prix ; de plus en plus de jeunes perdent espoir d'accumuler de la richesse et de gravir l'échelle sociale, alors ils refusent de travailler dur et préfèrent vivre avec de faibles aspirations ; et certaines personnes désespérées choisissent de mettre fin à leur vies ou de nuire à autrui par frustration.

Alors, pourquoi les dirigeants chinois n'ont-ils pas permis aux citoyens ordinaires d'avoir plus de « dividendes » au cours des dernières décennies de prospérité économique ? Par exemple, l'assurance chômage universelle, des pensions décentes pour toutes les personnes âgées, des allocations adéquates pour les étudiants, un salaire minimum plus élevé, un système de logement public plus inclusif. Actuellement, selon un rapport de 2023 du *Farmers' Daily*, la retraite moyenne en Chine rurale n'est que de 204 yuans par mois (environ 26 euros). Les étudiant-es ont besoin d'un certificat de pauvreté pour demander de petites subventions de l'État de 1 000 à 3 000 yuans par an (environ 127-382 euros). Les logements sociaux du gouvernement requièrent un compte local et un revenu du ménage par habitant inférieur à 960 yuans par mois (environ 122 euros), excluant la plupart des travailleurs/ses migrant-es ruraux.

Une explication intéressante est fournie par le *Livre de Lord Shang*, un écrit classique de la dynastie Qin (221 avant JC). Il suggère que « *la façon de gouverner le pays est d'affaiblir la population* », de les maintenir pauvres afin qu'ils dépendent de l'État et ne puissent pas s'y opposer. Cette technique a permis d'établir le premier empire unifié de l'histoire chinoise. Certaines indications suggèrent que Xi admire le système Qin, comme la très financée série télévisée d'État « La fugue du Grand Qin », qui a été diffusée après que Xi s'est imposé comme souverain à vie.

La pauvreté systémique sera une pierre d'achoppement. Bien que ces « arts de gouverner » vieux de 2 000 ans soient primitifs et absurdes du point de vue de l'administration moderne et de l'économie capitaliste, le style de gouvernance de Xi Jinping au cours de la dernière décennie nous a donné l'impression que tout est possible. Qu'il s'agisse d'un sous-produit de politiques économiques défaillantes ou d'un moyen intentionnel d'exploiter le peuple, la pauvreté systémique sera une pierre d'achoppement plutôt qu'un catalyseur de la montée en puissance de la Chine. ■

12 juin 2024



# La Palestine, l'Ukraine et la crise des empires

Lors de la marche géante à Londres contre la complicité du Royaume-Uni dans la guerre d'Israël contre Gaza le week-end de Pâques, nous portions une banderole sur laquelle on pouvait lire : « *De l'Ukraine à la Palestine, l'occupation est un crime* ». Nous avons reçu les applaudissements des gens autour de nous qui ont scandé notre slogan. Mais au-delà du slogan, que pouvons-nous faire, dans le mouvement ouvrier et les mouvements sociaux, face à ces conflits qui transforment le monde dans lequel nous vivons et alimentent les craintes de guerres plus larges et plus sanglantes ?

Par  
Simon Pirani\*

Dans ce qui suit, je propose quelques éléments de réponse, basés sur l'idée que nous assistons au déclin de deux empires, l'américain et le russe (1). Bien sûr, ni l'un ni l'autre ne sont des empires au sens strict du terme. Par empire américain, j'entends la domination économique des États-Unis dans le capitalisme mondial, ainsi que le système militaire et politique qui la soutient, dans lequel Israël est un élément clé. La Russie, d'autre part, est une puissance économiquement subordonnée de second ordre qui cherche à réaffirmer sa domination dans l'espace géographique eurasiatique.

Je me concentrerai sur la guerre de la Russie en Ukraine et sur son évolution dans le contexte de la guerre à Gaza (2).

## Ce qui a changé

Tout d'abord, la violence exceptionnelle et choquante de la guerre d'Israël. Plus de 33 000 Palestiniens, pour la plupart des femmes et des enfants, ont été tués en six mois. La population civile est soumise à des punitions collectives, la famine est utilisée comme arme de guerre. De nombreux crimes de guerre sont enregistrés et signalés chaque jour. La soldatesque israélienne se vante de ses crimes sur les réseaux sociaux. Certains civils se vantent du blocus de l'aide humanitaire. Les politiciens israéliens déclarent ouvertement des buts de guerre qui s'apparentent à un génocide et à un nettoyage ethnique.

rentent à un génocide et à un nettoyage ethnique. Au Royaume-Uni et ailleurs, la réponse d'une nouvelle génération de manifestant-es, qui ne se contentent pas de descendre dans la rue, mais mènent des actions directes contre les usines d'armement, est un signe d'espoir.

Deuxièmement, il y a le soutien à l'assaut génocidaire des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et d'autres gouvernements occidentaux. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et les extrémistes fous qui font partie de son gouvernement de coalition, donnent le ton, et les puissances occidentales suivent. La chasse aux sorcières frénétique contre ceux qui s'opposent à la guerre d'Israël est sans précédent. Cependant, à chaque nouvelle image scandaleuse et à chaque nouvelle manifestation exigeant un cessez-le-feu, un nouveau fil est tiré du tissu de la grande fiction qui prétend qu'Israël défend le peuple juif et que remettre en question ses actions est antisémite. D'énormes fissures s'ouvrent dans les fondements idéologiques du projet sioniste.

Troisièmement, la façon dont des centaines de millions de personnes dans le monde ont compris, et ont été exaspérées, par l'hypocrisie des politiciens occidentaux qui condamnent le nettoyage ethnique de la Russie mais permettent que le nettoyage ait lieu à Gaza.

Quatrièmement, la façon dont l'absence d'un État ou d'une armée étatique laisse les victimes civiles de l'incursion israélienne si terriblement sans défense. Encore



**Simon Pirani**

\* **Simon Pirani**, historien et chercheur britannique, spécialisé dans le domaine de l'énergie, a publié notamment *Burning Up : A Global History of Fossil Fuel Consumption* [Le feu aux poudres : Une histoire mondiale de la consommation de combustibles fossiles], Pluto Press 2018, *The Russian Revolution in Retreat 1920-2924 : Soviet workers and the new communist elite*, Routledge 2008, et *Change in Putin's Russia : Power Money and People*, Pluto Press, 2009. Cet article a d'abord paru en anglais sur le blog *People and Nature* puis a été traduit en français par le site québécois *Presse-Toi à Gauche* ! Nous avons revu la traduction.

1) Un grand merci à T. D. et à aux autres qui ont commenté le projet de ce texte.

2) Notez que je ne fais que suggérer quelques indications sur ce que le mouvement ouvrier et les mouvements sociaux pourraient faire, car ce sont les agents de changement qui comptent. Je n'écris pas sur ce que les gouvernements pourraient ou devraient faire. Je ne vois pas la politique de cette façon.

une fois, il s'agit d'un contraste. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a été entravée non seulement par la puissante force morale de la résistance populaire, mais aussi par la force des armes. Beaucoup d'entre elles ont été fournies aux forces armées ukrainiennes par les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres États, qui facilitent maintenant la terreur israélienne à Gaza.

Enfin, face à ces deux guerres, la paralysie politique du mouvement ouvrier occidental est extrêmement choquante. Ceux qui professent le campisme et l'anti-impérialisme unilatéral dénoncent les États-Unis et Israël, mais ne regardent pas l'empire russe à travers le même prisme. Le glissement de l'État russe vers le fascisme, le caractère impérialiste de sa guerre et l'horreur qu'il a imposée aux parties occupées de l'Ukraine sont dans un angle mort. Trois décennies après l'effondrement de l'Union soviétique, le mouvement et son internationalisme sont minés par ce campisme, ce monstrueux petit-fils du stalinisme.

## La guerre de la Russie

La socialiste ukrainienne Hanna Perekhoda a récemment écrit sur le caractère impérialiste de la guerre menée par la Russie, et le socialiste russe Ilya Budraitskis a fourni un argument puissant en faveur du tournant du Kremlin vers le fascisme pendant la guerre (3). Je commenterai ici deux aspects qui, à mon avis, soutiennent et développent leurs arguments : sur la façon dont la guerre est menée et sur la façon dont la politique économique s'adapte pour la servir.

La guerre de la Russie est avant tout une guerre contre la population civile ukrainienne. L'attaque massive de missiles et de drones les 21 et 22 mars, qui a visé Kharkiv (la deuxième ville d'Ukraine),

Zaporijjia et Kryvoï Rog, l'a rappelé. La plus grande centrale hydroélectrique d'Ukraine sur le fleuve Dniepr a été réduite à l'état de décombres et DTEK, la principale compagnie d'électricité, a déclaré qu'elle avait perdu 50 % de sa capacité de production. « *La Russie cause la mort de civils, y compris des travailleurs sur les lieux de travail, et détruit activement l'économie ukrainienne et l'industrie de l'énergie* », a déclaré la Confédération des syndicats libres d'Ukraine.

Deux rapports des Nations unies et d'organisations non gouvernementales, qui quantifient les destructions causées au cours des deux années qui ont suivi l'invasion russe du 24 février 2022, montrent que l'attaque russe se concentre sur des cibles civiles. Une mise à jour du rapport du

Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme confirme que plus de 10 000 civils et 20 000 autres blessés – « *Les chiffres réels sont probablement un peu plus élevés* ». La grande majorité de ces personnes ont été victimes « *d'armes explosives aux effets très variés* », et un peu plus d'une personne sur sept vit dans des zones occupées (c'est-à-dire qu'elles ont très probablement été touchées par des bombardements ukrainiens), le reste dans des zones sous contrôle gouvernemental (très probablement par des bombardements russes). Les preuves concernant les crimes de guerre vont dans le même sens : de nombreux rapports des Nations unies montrent que la grande majorité de ces crimes, mais pas tous, ont été commis par les forces russes.

Petit à petit, l'enquête sur le siège de Marioupol par la Russie, un événement clé de l'invasion de 2022, a révélé de plus en plus d'informations. Un rapport de 230 pages de Human Rights Watch et de Truth Hounds conclut qu'au moins 8 000 personnes y sont mortes de causes liées à la guerre. Les corps ont été enterrés dans des fosses communes, et le nombre réel ne sera peut-être jamais connu. L'attaque a endommagé l'ensemble des

19 hôpitaux de Marioupol et 86 de ses 89 écoles et centres d'enseignement de la ville. Les conclusions de la commission internationale indépendante des Nations unies complètent ces données.

Un trait distinctif de la guerre de la Russie est sa volonté de sacrifier ses propres troupes pour quelques kilomètres de terrain, ce qui rappelle comme lors de la Première Guerre mondiale. C'est ainsi que la Russie s'est emparée de la ville stratégique d'Avdiivka dans la région de Donetsk le mois dernier, comme elle l'avait fait à Bakhmout en 2023. Depuis février 2022, la Russie a probablement perdu 75 000 soldats russes ont probablement été tués, en plus d'un nombre inconnu de militaires des « républiques » de Donetsk et de Louhansk, tandis que l'Ukraine

« *L'invasion de l'Ukraine par la Russie a été entravée non seulement par la puissante force morale de la résistance populaire, mais aussi par la force des armes. Beaucoup d'entre elles ont été fournies aux forces armées ukrainiennes par les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres États, qui facilitent maintenant la terreur israélienne à Gaza.* »

pourrait avoir eu compterait 42 000 soldats morts. On estime que plus de 300 000 Russes et 100 000 Ukrainiens sont blessés (4).

Un autre élément clé de la guerre de la Russie est l'administration des territoires qu'elle a occupés, ce qui

inclut, en plein 21<sup>e</sup> siècle, le nettoyage ethnique, la tyrannie locale et le vandalisme culturel dont l'empire britannique a été le pionnier au 19<sup>e</sup> siècle. Un exemple frappant de la folie suprématiste russe est celui de Sergueï Mironov, un leader parlementaire, qui a adopté l'année dernière un enfant volé dans un orphelinat en territoire occupé.

Les zones occupées ont été militarisées et les droits civils ont été réprimés. Les ONG surveillent la stratégie des autorités d'expulsion forcée de la population civile ukrainienne et d'encouragement à l'immigration de colons russes (5). La résistance, lancée en 2022, s'étend à nouveau, d'abord et avant tout à travers des réseaux clandestins de militant·es. Il y a de l'espoir.

La stratégie économique de la Russie a changé pendant la guerre. L'adoption du keynésianisme militaire pourrait être un facteur clé de l'extension de la guerre à l'intérieur de l'Ukraine et au-delà de ses frontières. Le budget a été gonflé par la forte augmentation des recettes prove-

3) J'ai exprimé mon opinion sur ces deux sujets en avril 2022, dans l'article « Supporting the Ukrainian resistance. Six questions », *People and Nature*.

4) L'État russe dissimule des informations sur les victimes. Les informations les plus fiables sur les pertes russes proviennent du projet conjoint de Mediazona et Meduza. Des publications occidentales telles que *The Economist* et *Newsweek* considèrent que ces chiffres sont crédibles. Du côté ukrainien, le chiffre de 42 000 provient également de *Meduza/Mediazona*. À l'occasion du deuxième anniversaire de l'invasion russe, le président Zelensky a déclaré que 32 000 soldats ukrainiens avaient été tués.

5) L'Institute for the Study of War, basé aux États-Unis, a également récemment publié un rapport sur les territoires occupés. Malgré son parti pris politique évident, les faits sont exacts.

nant de la vente de pétrole, et ces fonds ont été canalisés vers l'industrie militaire et les secteurs connexes. L'État réorganise également la propriété des entreprises, transfère des actifs à des secteurs de l'élite liés aux nouveaux services de sécurité et oblige les oligarques exilés à rapatrier leurs actifs en Russie ou à les vendre.

En réponse à l'invasion de 2022, les puissances occidentales ont imposé une série de sanctions sans précédent à la Russie : 13 000 mesures sont actuellement en place, soit plus que ce qui a été décrété contre l'Iran, Cuba et la Corée du Nord réunis. Ces sanctions n'ont pas éliminé les revenus pétroliers qui sous-tendent le budget russe : plus loin dans ce texte, je me demande si cette possibilité a même été évoquée. Les réserves de change de la Russie ont été gelées et l'activité de ses banques a été limitée. Le Kremlin a réagi en interdisant le retrait et l'export d'argent liquide, en augmentant les taux d'intérêt et en établissant des contrôles de capitaux. Les exportations de pétrole ont été dirigées vers des destinations asiatiques.

Les dépenses militaires ont augmenté de façon vertigineuse : si en 2019-2021 elles étaient de 3 000 à 3 600 milliards de roubles (44 à 48 milliards de dollars, soit 15 % du budget fédéral ou 3 à 4 % du PIB), en 2022 elles ont déjà bondi à 8 400 milliards de roubles (124,5 milliards de dollars), et en 2023 à environ 13 300 milliards de roubles (160 milliards de dollars, représentant 40 % du budget fédéral, soit 8 à 9 %

du PIB), selon les calculs de l'économiste Boris Grozovski (6). Les paiements aux familles des soldats ont grimpé en flèche, et les industries liées à l'armée, telles que la microélectronique et l'équipement électrique, se sont rapidement développées. Des fonds sont destinés à la reconstruction des villes ukrainiennes détruites par les bombardements russes et désormais occupées par l'armée russe (7).

L'année 2023 a été marquée par un effort concerté pour réorganiser la propriété des entreprises : le bureau du procureur général a demandé aux tribunaux de nationaliser plus de 180 entreprises privées. Les deux principales cibles étaient les entreprises nécessaires à la production de guerre, comme l'usine électrométal-

“Les dépenses militaires russes ont augmenté de façon vertigineuse : de 45 milliards de dollars, soit 15 % du budget fédéral, en 2019, à 160 milliards de dollars, soit 40 % du budget fédéral en 2022.”

lurgique de Tcheliabinsk, le plus grand producteur de ferro-alliages de Russie, qui a été nationalisée en mars 2024, et les entreprises appartenant à des hommes d'affaires considérés comme déloyaux. Une nouvelle offensive a commencé cette année : le mois dernier, le gouvernement a commencé à répertorier les « organisations économiquement importantes » qui forceront les empires commerciaux basés à l'étranger à rapatrier leur argent en Russie et à payer leurs dividendes dans ce pays

– cela protégera ces entreprises des sanctions et les soumettra en même temps à un contrôle étatique plus strict (8).

L'économiste Alexandra Prokopenko affirme que c'est en fait une refonte de l'élite russe qui est en cours – la deuxième du président Vladimir Poutine, après l'appropriation des oligarques de l'ère Eltsine en 2003-2007. Les vagues de nationalisations font « partie des efforts de Poutine pour redistribuer les biens des personnes jugées insuffisamment loyales envers le Kremlin et pour créer une nouvelle classe de propriétaires d'actifs qui doivent leur fortune au président et à son cercle rapproché ». Ces nouveaux propriétaires seront « les vrais vainqueurs de la guerre en Ukraine et le fondement de la stabilité du régime » (9).

Le keynésianisme militaire se traduit par une baisse de la productivité et de la concurrence, une réduction des dépenses consacrées aux activités non militaires et une augmentation du risque d'escalade militaire, note Prokopenko. « Cela incite le Kremlin à prolonger la guerre aussi longtemps que possible, ou à transformer une guerre chaude en une guerre froide ». L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm met en garde contre le fait que la « nouvelle dépendance » aux dépenses militaires crée une dépendance encore plus grande à l'égard des revenus de l'énergie (10).



Civils ukrainiens préparant des cocktails Molotov à Kiev le 26 février 2022. © Yan Boechat/VOA

6) Boris Grozovski, « Le budget de guerre sans précédent de la Russie expliqué », *The Wilson Centre : The Russia File*, 7 septembre 2023. Grozovski inclut dans ses calculs des sections budgétaires classées comme militaires et d'autres classées comme secrètes. Des chiffres plus bas sont indiqués dans V. Ishchenko, I. Matveev et O. Shuravliev, « Russian Military Keynesianism : Who Profits from the War in Ukraine ? », *South Wind* du 4 avril 2024.

7) V. Ishchenko, I. Matveev, O. Zhuravlev, « Le keynésianisme militaire russe : qui profite de la guerre en Ukraine », *Revue L'anticapitaliste* n°154 (mars 2024) ; « Novye rossiiskie regiony okazalis' dotatsionnymi potchti na 90 % », *Forbes.ru* du 5 juin 2023.

8) « La guerre en Ukraine facilite le rêve de "désaveu" du Kremlin », *The Bell*, 8 mars 2024 ; *Novaïa Gazeta Evropa*, « Iz'iatu dlia SVOikh », 5 mars 2024 ; « La réorganisation de Poutine : la déprivatisation en tant que "projet national" pour reformater les élites », *Re:Russia*, 7 mars 2024.

9) A. Prokopenko, « Les oligarques sont perdants alors que Poutine courtise une nouvelle classe de propriétaires d'actifs loyaux », *Financial Times*, 4 octobre 2023.

10) A. Prokopenko et A. Kolyandr, « Keynes in jackboots : can defense spending sustain Russian economic growth », *The Bell*, 23 juin 2023 ; « The surprising resilience of the Russian economy », *Financial Times*, 2 février 2024.



Le Kremlin a entraîné la Russie dans la guerre en 2014, subordonnant la gestion économique et les intérêts commerciaux des capitalistes russes aux impératifs géopolitiques (en bref, l'aspiration à atteindre le statut de grande puissance), à l'expansionnisme impérialiste et à l'idéologie nationaliste. En 2022, ce sacrifice des intérêts économiques aux impératifs militaires et politiques est allé bien plus loin. Aujourd'hui, le Kremlin s'engage encore plus loin dans cette voie désastreuse. La démagogie fasciste devient plus véhémente, les vis de la répression interne se resserrent et l'économie n'est pas seulement subordonnée au nationalisme et au militarisme, mais remodelée pour les alimenter. Ce processus génère peut-être le plus grand danger d'une guerre future en Europe.

11) Voir « Ukraine needs 500 000 military recruits. Can it raise them? », *Financial Times*, 13 mars 2024 ; « On the threshold of a third year of war. Ukraine's mobilisation crisis », Commentaire de l'OSW du 9 février 2024 ; et « Draft dodging plagues Ukraine », *Politico*, 25 mars 2024. Sondages examinés dans l'article du *Financial Times* et dans *Kyivi Independent* ainsi que dans *Pravda*.

## Les perspectives de l'Ukraine

La guerre en Ukraine est menée par une coalition de l'État ukrainien avec la population et les puissances occidentales qui lui fournissent des armes. Cette alliance a été mise à rude épreuve par le résultat décevant de la tentative de contre-offensive ukrainienne de l'été dernier et par la prévision d'une nouvelle offensive russe cet été. L'armée ukrainienne manque d'hommes et d'équipements : un groupe de journalistes a calculé qu'à Avdiivka, par exemple, le rapport avec l'armée russe était de cinq pour un (artillerie), sept pour un (drones) et jusqu'à 15 pour un (soldats).

Il est important de replacer les choses dans leur contexte. Le Kremlin espérait soumettre complètement l'Ukraine en une semaine, et deux ans plus tard, il a subi de lourdes pertes pour capturer les ruines d'une petite ville qu'il avait bombardée massivement. Mais nous devons faire face au monde que le Kremlin a contribué à créer entre-temps.

Le manque de troupes aggrave les tensions entre l'État et la population. Le 2 avril, le président Volodymyr Zelensky a promulgué des lois abaissant l'âge du service militaire obligatoire de 27 à 25 ans, créant un registre en ligne des conscrits et supprimant le statut d'inapte partiel lors des examens médicaux. Ces changements interviennent alors qu'une nouvelle loi de mobilisation qui adopte une approche plus large et pourrait permettre à quelque 500 000 hommes d'être appelés, est bloquée au Parlement. Plus de 4 000 amendements ont été déposés par les députés. Zelensky et son équipe tentent de prendre leurs distances avec ces mesures, qui sont impopulaires : ils n'ont pas confirmé le chiffre de 500 000 hommes (l'Ukraine compte actuellement environ 330 000 soldats déployés, sur un total de 1,2 million de personnes qui composent les forces armées).

Il ne faut pas confondre la vive polémique publique autour de la mobilisation avec une opposition à la guerre, dont il y a peu de signes. La question est de savoir comment s'en débarrasser/arrêter.

Les soldats mobilisés ont en moyenne entre 40 et 50 ans, et certains sont au front depuis deux ans sans interruption. Un sondage récent révèle que 48 % des hommes ne sont pas prêts à se battre, 34 % le sont et 18 % ont déclaré qu'il était difficile de se prononcer. Une autre enquête montre qu'une majorité de la population ukrainienne (54 %) comprend les motivations de ceux qui se soustraient à la conscription, et une troisième enquête indique qu'il y a beaucoup plus de personnes qui pensent que le niveau de conscription est plus ou moins adéquat ou insuffisant que celles qui pensent qu'il est excessif (11).

En plus de la pénurie potentielle de soldats, les forces armées ukrainiennes souffrent d'une grave pénurie d'armes. Ce fait reflète les divergences entre les pays occidentaux qui les fournissent en ce qui concerne la situation de guerre (voir le chapitre la partie suivante). Ce déficit n'est que partiellement compensé par l'utilisation intelligente d'un approvisionnement limité en armes, par exemple en infligeant de graves dommages à la flotte russe de la mer Noire et en attaquant des raffineries de pétrole et des aérodromes en Russie.

Dans ce contexte, la presse occidentale cite régulièrement des sources anonymes et affirme, par exemple, que les États-Unis demandent à l'Ukraine si elle est disposée prête à négocier ou que la Russie a fait des propositions informelles aux États-Unis. Le mois dernier, la Turquie a proposé d'accueillir des négociations.

De mon point de vue, les obstacles à une négociation de paix sont considérables. Le Kremlin a inscrit ses prétentions sur le territoire ukrainien qu'il revendique dans la Constitution russe. Il s'est engagé à aller de l'avant, non seulement en raison de sa rhétorique impérialiste niant le statut de nation de l'Ukraine, mais aussi en vertu de ses objectifs géopolitiques et de l'adoption du « keynésianisme militaire ».

Je n'essaierai pas de brosser un tableau de ce qui se passe dans la tête du peuple ukrainien en ce moment, mais d'après mes conversations et la lecture des médias, je dirais que, pour beaucoup de gens, l'aspiration désespérée à la paix est compensée par la conviction que la perspective que la Russie conserve le contrôle des 18 % du territoire ukrainien qu'elle occupe actuellement – une idée discutée dans les couloirs des pouvoirs occidentaux – est inacceptable. Et, plus impérieux encore, tout accord de paix qui

permettrait à la Russie de reconstruire ses forces armées lourdement endommagées et de retrouver un nouvel élan représente un danger mortel. C'est ce qui ressort de l'un des nombreux commentaires publiés dans les médias ukrainiens au sujet de la conscription : « *L'un des arguments les plus courants concernant les hommes qui se soustraient à la conscription est le suivant : si vous vous cachez des officiers de recrutement militaires de votre propre pays et que l'Ukraine est vaincue, personne ne vous sauvera des officiers et des commandants militaires russes, qui vous enverront prendre d'assaut Cracovie et Varsovie. Il vaut donc mieux se soumettre à son propre Léviathan qu'à celui de l'ennemi.* » (12)

Ma conclusion est que, tant que le Kremlin n'aura pas décidé de faire une pause, sans même parler d'arrêter son agression, aucune négociation de paix n'est envisageable. Espérons qu'un cessez-le-feu sera possible et qu'il gèlera au moins le conflit.

Dans le mouvement ouvrier des pays occidentaux, il reste crucial de répondre aux affirmations incessantes selon lesquelles seules les puissances occidentales font obstacle à un accord de paix – affirmations généralement formulées par des « campistes » (des « anti-impérialistes » unitaires), qui considèrent que les États-Unis sont la seule puissance impérialiste et que la Russie et/ou la Chine représentent une alternative potentiellement progressiste.

## Les puissances occidentales et l'Ukraine

Pour des raisons géopolitiques et stratégiques, liées à la crise de l'empire américain, des divergences apparaissent entre les puissances occidentales sur la manière de traiter la Russie. Il ne s'agit pas de principes démocratiques, mais de la façon de contrôler, plutôt que de détruire, un empire de second ordre qui joue un rôle subordonné dans l'économie mondiale.

Le régime de Poutine n'a jamais été aux antipodes de l'empire américain. Jusqu'en 2014, les puissances occidentales l'ont choyé avec enthousiasme, puisqu'il intégrait le capital russe dans le système mondial. À partir de 2014, la relation s'est refroidie de plus en plus. C'est l'invasion massive de l'Ukraine en 2022 qui a provoqué une rupture définitive. Mais par la suite, le régime de sanctions a été limité. Plus précisément, l'empire américain a aboli les mesures

qui entravaient l'approvisionnement en pétrole du marché mondial. Cette histoire permet de comprendre l'attitude actuelle des puissances occidentales à l'égard de la Russie.

Au début des années 2000, l'empire américain a soutenu la violente campagne militaire de Poutine contre la Tchétchénie, ainsi que les multiples crimes de guerre qui ont été commis, dans le cadre de sa stratégie de centralisation et de renforcement d'un l'appareil d'État affaibli. Lorsque l'économie russe s'est redressée grâce à la hausse des prix du pétrole (2001-2008), les puissances occidentales ont traité Poutine comme un gendarme du capital, et il a eu carte blanche dans l'espace post-soviétique.

À partir de 2007, lorsque Poutine a prononcé son discours à Munich contre le « monde unipolaire » dirigé par les États-Unis, il a cherché à inverser le déclin de la Russie en tant que puissance impériale, bien que ses efforts soient entravés par les crises économiques successives (le krach de 2008-2009, l'effondrement du prix du pétrole en 2015 et la pandémie de 2020-2021). Mais les puissances occidentales ont regardé impassiblement l'invasion de la Géorgie par la Russie (2008) et de l'Ukraine orientale (2014), de même que l'aide de Poutine à Bachar al-Assad pour noyer dans le sang la révolte syrienne (2015-2016). L'empire américain n'a bronché que lors de l'annexion de la Crimée, qui violait de nombreux accords internationaux, et contre la destruction de l'avion de ligne civil malaisien survolant l'est de l'Ukraine (2014).

En 2021, alors que le Kremlin se préparait à envahir l'Ukraine, les puissances occidentales ont cherché à diminuer certaines sanctions. En juillet de la même année, les États-Unis et l'Allemagne ont convenu de lever les obstacles au projet de gazoduc Nord Stream et n'ont pas abandonné cette approche jusqu'à ce que la Russie reconnaisse les « républiques » bâtarde de Donetsk et de Louhansk le 21 février 2022, trois jours avant l'invasion généralisée de l'Ukraine (13).

À la suite de l'invasion, les puissances occidentales ont rompu les liens de la Russie avec le système financier interna-

tional et ont accepté de voir les exportations de gaz russe vers l'Europe considérablement réduites, probablement pour toujours. Mais elles ont bloqué toutes les mesures susceptibles d'entraîner d'entraîner une hausse des prix du pétrole.

Les sanctions sur les exportations de pétrole sont les plus importantes, car le pétrole est de loin le principal produit d'exportation et celui qui génère le plus de revenus du budget de l'État russe. En décembre 2022, les pays européens avaient proposé une interdiction simple des services financiers, y compris l'assurance maritime, pour les navires transportant du pétrole russe. La domination de l'Europe sur le marché de l'assurance signifiait qu'une telle décision serait viable, mais les propositions « ont effrayé le Trésor américain », comme *Global Witness* l'avait rapporté à l'époque : « *Le gouvernement américain a conçu le plafonnement des prix avec l'intention explicite de maintenir l'écoulement du pétrole russe, tout en réduisant les revenus du Kremlin,*

*et a fait pression sur les pays européens pour qu'ils renoncent à leur interdiction totale.* » (14).

Lorsque le plafonnement des prix a été adopté, il était trop élevé pour être efficace – 60 \$ le baril de brut – et les États-Unis sont également intervenus pour s'assurer que les pénalités en cas de non-conformité soient légères et que les produits pétroliers raffinés à partir du pétrole russe ne soient pas sanctionnés.

Ainsi, le pétrole russe est désormais exporté vers l'Inde, la Chine et d'autres destinations principalement asiatiques, où il est raffiné et réexporté vers des destinations occidentales. Le Royaume-Uni, dont les politiciens sont les plus virulents dans leur soutien à l'Ukraine, a importé ces produits pour un total d'environ 660 millions d'euros au cours de la première année suivant l'imposition du

“*Le régime de Poutine n'a jamais été aux antipodes de l'empire américain. Jusqu'en 2014, les puissances occidentales l'ont choyé avec enthousiasme, puisqu'il intégrait le capital russe dans le système mondial.*”

12) Mikhail Dubiniansky, « Le Léviathan du temps de guerre », *Ukrainskaya Pravda* du 23 mars 2024.

13) J'ai écrit sur la question du gazoduc de la mer du Nord : « The Russian Statelets in the Donbas Are No "People's Republics" », 2 mars 2022, Jacobin.

14) « The price ain't right », 20 mars 2023, *Global Witness*.



plafonnement des prix du pétrole. À ce contournement des sanctions s'ajoute un non-respect systématique des sanctions par une « flotte fantôme » de navires dépourvus d'assurance adéquate et appartenant à des structures opaques.

Sans se laisser décourager, l'armée ukrainienne a attaqué le mois dernier des raffineries de pétrole russes avec des drones. La réponse a été : une réprimande de Washington. Selon le *Financial Times*, les États-Unis

s'inquiètent de la hausse des prix de l'essence en cette année électorale et craignent que la Russie « s'en prenne aux infrastructures énergétiques sur lesquelles l'Occident compte », telles que les oléoducs qui transportent le pétrole d'Asie centrale à travers la Russie. Je suis heureux de dire qu'à l'heure où j'écris ces lignes, il semble que l'Ukraine n'y ait pas prêté beaucoup d'attention.

Quant au cœur des entreprises occidentales qui ont annoncé en 2022 qu'elles quitteraient la Russie, une base de données de la Kyiv School of Economics montre que sur les 3 756 entreprises étrangères qui y opéraient avant l'invasion massive, seules 372 ont complètement quitté le pays. Bien que les principaux producteurs de pétrole aient cessé leurs activités en Russie, la plus grande société de services pétroliers au monde, SLB (anciennement Schlumberger), ne l'a pas fait. Il n'est pas surprenant que d'autres gouvernements aient fait pression sur l'Ukraine pour qu'elle supprime sa liste noire des « sponsors de la guerre », ce qui a conduit au retrait de la version accessible au public.

## « Démocratie » et « autoritarisme »

Le régime de Poutine est un monstre de Frankenstein qui s'est retourné contre l'empire américain qui l'avait encouragé autrefois. Le gouvernement de Netanyahu est un autre type de monstre, fortement dépendant de son maître américain, qui le protège alors qu'il ravage Gaza. Dans la mesure où les

puissances occidentales ont un récit idéologique pour justifier leur opposition à Poutine et leur soutien à Netanyahu, elles disent défendre « la démocratie » face à une « alliance de puissances autoritaires » qui comprend la Russie, la Chine, l'Iran et la Corée du Nord, comme l'a déclaré cette semaine Jens Stoltenberg, le chef de l'OTAN. Le mouvement ouvrier et les mouvements sociaux ne doivent pas accepter cette fausse dichotomie.

Les dangers de croire à ce faux récit affectent la question politique très pratique de la fourniture d'armes à l'Ukraine. Les puissances occidentales rationnent délibérément ces armes, conformément à leurs vues sur la manière de traiter avec le Kremlin, mais elles sont divisées sur l'ampleur de ce rationnement. Il est

parfois suggéré dans les cercles du mouvement ouvrier que ces arguments reflètent une scission entre les « démocrates » et les « nouveaux autoritaires » dans la politique occidentale. Je ne suis pas d'accord. Tout d'abord, à l'heure actuelle, ce sont les « démocrates », tout autant que les « autoritaires », qui imposent les contraintes les plus préjudiciables à la résistance ukrainienne à la Russie. Pour comprendre cela, je suggère de le replacer dans le contexte de la crise de l'empire américain.

Commençons par Donald Trump. Il est tenu pour acquis que le Kremlin continuera d'intensifier son action militaire en Ukraine au moins jusqu'en novembre, dans l'espoir que Trump remportera l'élection présidentielle américaine et affaiblira le soutien occidental à l'Ukraine. Je n'ai aucune raison de douter que le Kremlin gardera ses options ouvertes à cet égard, mais (étant tout sauf un expert de la politique américaine) je crois que Trump n'est qu'une pièce du puzzle de la politique occidentale.

Prenons, par exemple, la décision sur l'aide à l'Ukraine qui a été adoptée par le Sénat américain et qui a été longtemps bloquée à la Chambre des représentants parce que Trump faisait pression sur le président de la Chambre, Mike Johnson. Le retard dans le programme d'aide a nuit militairement à l'Ukraine. Martin Wolf, du

*Financial Times*, a averti que Trump « pourrait bientôt donner à son ami Vladimir Poutine la victoire sur l'Ukraine ».

Wolf examine les machinations internes au sein du Parti républicain et conclut que la force de Trump réside dans la loyauté de la base du parti. Il craint que l'Ukraine ne soit « abandonnée » : cela « soulèverait partout des doutes sur la fiabilité des États-Unis », les alliés des États-Unis douteraient de ses assurances, la prolifération nucléaire pourrait se produire, le vide pourrait être comblé par des alliances moins dépendantes des États-Unis.

Contrairement à Wolf, les chroniqueurs de *The Economist* soulignent les divisions internes au sein du Parti républicain. Si Trump remportait l'élection, disent-ils, sa politique étrangère serait chaotique, mais elle serait influencée par des factions républicaines fondamentalement opposées : les isolationnistes avec un fort soutien dans les rangs républicains (« Make America Great Again ») ; ceux qui pensent que l'attention devrait se déplacer de l'Europe vers le Pacifique et vers la prétendue menace chinoise pour l'empire américain ; et la faction reaganienne, qui croit en la préservation de l'hégémonie américaine.

Dans l'ensemble, je pense qu'une victoire de Trump en novembre pourrait entraîner de nouvelles restrictions sur la fourniture d'armes à l'Ukraine. Mais ne perdons pas de vue le fait que celles-ci s'appuieraient sur les restrictions déjà imposées sous l'administration Biden, tant sur la fourniture d'armes que sur les sanctions. Le contexte est le déclin à long terme de l'empire américain. La prise de contrôle du Parti républicain par Trump n'en est rien d'autre qu'une manifestation ; le dysfonctionnement de la gouvernance américaine en est une autre ; le retrait chaotique d'Afghanistan en 2021, un troisième.

L'affaiblissement des institutions internationales mises en place par l'empire américain après la Seconde Guerre mondiale, et en particulier des Nations Unies, est symptomatique. La profondeur du malaise se voit dans l'échec désastreux de la communauté internationale à lutter contre le changement climatique, ou dans la série de guerres tout aussi destructrices qui sont cachées au regard de l'Occident (Soudan, Érythrée, etc.).

L'illustration la plus flagrante de la crise de cet empire est sa relation avec Netanyahu, qui a conduit Israël et le sionisme sur les voies les plus extrêmes

possibles, tandis que les démocrates Démocrates américains (et non les républicains Républicains) refusent de le freiner. L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), créé en 1949 pour gérer la crise des réfugiés palestiniens provoquée par la création de l'État d'Israël, en est une des victimes.

Nous sommes confrontés à une crise profonde de l'hégémonie occidentale qui ne peut pas être comprise uniquement comme une action maléfique de « nouveaux autoritaires » (Trump et compagnie) contre les « démocrates ».

En Europe, alors que les dirigeants de droite des petits pays de l'Est comme la Hongrie et la Slovaquie espèrent conclure un accord avec le Kremlin, en Pologne, le parti d'extrême droite Droit et Justice et la Plateforme civique de centre-droit de Donald Tusk plaident pour un fort soutien militaire à l'Ukraine. La réponse la plus efficace aux demandes d'aide à l'Ukraine parmi les pays européens les plus riches a été celle du gouvernement conservateur du Royaume-Uni, le plus à droite d'entre eux. Même la coalition d'extrême droite de Giorgia Meloni en Italie (mais pas son adjoint, Matteo Salvini) soutient fermement la fourniture d'armes.

En Allemagne, c'est un dirigeant des sociaux-démocrates, Rolf Mutzenich, qui a déclenché une tempête de feu au parlement lorsqu'il a fait valoir non seulement que les missiles Taurus ne devraient pas être envoyés en Ukraine, mais que l'Allemagne devrait essayer de « geler la guerre et d'y mettre fin plus tard », probablement en faisant des concessions à Poutine.

La conclusion politique à en tirer n'est pas que les droitiers soient des alliés plus fiables que les démocrates américains, les sociaux-démocrates allemands ou les dirigeants travaillistes britanniques. C'est que nous sommes confrontés à une crise profonde de la politique des gouvernements occidentaux, dont la « démocratie » et la social-démocratie font partie. Les « démocrates » et les sociaux-démocrates

facilitent le génocide à Gaza en vertu de leur engagement de longue date envers Israël, à la fois idéologique et stratégique, tout comme la gauche et la droite de la politique bourgeoise ont facilité l'attaque meurtrière contre l'Irak en 2003, pour un ensemble de raisons similaires. Aujourd'hui, ces « démocrates » voient l'Ukraine à travers le prisme de leur politique russe. Soutenir le Kremlin est un principe pour eux, les droits démocratiques et sociaux du peuple ukrainien ne le sont pas.

Bien sûr, il y a différentes façons de comprendre la démocratie par rapport à l'autoritarisme. Par exemple, juste après l'invasion massive de l'Ukraine par la Russie, l'écrivain Volodymyr Yermolenko a utilisé ces termes pour expliquer la résistance féroce et inattendue du peuple ukrainien : « L'autoritarisme interne est difficile à atteindre en Ukraine et a toujours été importé. Kiev et Moscou diffèrent considérablement en termes de culture politique et de droits civiques. Les Ukrainiens veulent vivre dans une démocratie où les droits et les libertés sont garantis, et ils perçoivent la Russie comme un lieu où ces valeurs sont négligées et où le pouvoir des tyrans est respecté. » (15)

Je ne partage pas la vision optimiste de Yermolenko sur l'histoire ukrainienne. Et je considère que l'autoritarisme progressiste dans l'Ukraine déchirée par la guerre (la concentration du pouvoir, les restrictions imposées au parlement et aux syndicats) est dangereux. Mais je pense que Yermolenko a essentiellement raison en ce qui concerne l'impact de l'invasion de 2022 sur la conscience nationale ukrainienne : « Le Kremlin a beau essayer de diviser les Ukrainiens par de faux récits historiques, la déformation des faits, l'invasion pure et simple et l'accaparement de terres, tous ses comportements agressifs réunissent la nation ukrainienne et renforcent l'identité ukrainienne ».

Il s'agit là de pistes pour une vision de la « démocratie » façonnée par le peuple, développée et défendue par l'action collec-

tive. Pour l'élite politique occidentale, en revanche, la « démocratie » est ancrée dans l'État. Par exemple, Michael Ignatieff, un politicien canadien devenu universitaire, dans un discours prononcé juste après l'invasion initiale de l'Ukraine par la Russie en 2014, a déclaré que la démocratie dépend en grande partie de l'État américain et qu'elle est déterminée par lui : « Il est impossible de changer les nouveaux autoritaires [dirigeants de la Russie et de la Chine], mais il est possible de les contenir et d'attendre qu'ils s'en aillent. Pour ce faire, les États-Unis devraient faire tout ce qui est en leur pouvoir pour séparer les deux autoritaires, pour construire avec chacun d'eux des relations qui leur offrent des alternatives à une plus grande intégration entre eux ».

Les États-Unis, a déclaré M. Ignatieff, « demeurent la démocratie dont l'état de santé détermine la crédibilité du modèle capitaliste libéral lui-même dans le monde en général ». Ce modèle gît brisé et anéanti parmi les cadavres non enterrés des enfants de Gaza.

Un principe socialiste fondamental veut que la démocratie et les droits démocratiques soient enracinés dans les luttes pour le changement social, et non dans l'État américain ou tout autre État capitaliste. C'est essentiellement le point de vue de plus de 400 militants, écrivains et chercheurs ukrainiens qui ont signé la lettre de solidarité avec le peuple palestinien en novembre : « Les Palestiniens ont le droit à l'autodétermination et à la résistance contre l'occupation israélienne, tout comme les Ukrainiens ont le droit de résister à l'invasion russe. Notre solidarité vient d'un sentiment de colère face à l'injustice et d'une profonde douleur de connaître les effets dévastateurs de l'occupation, du bombardement des infrastructures civiles et du blocus humanitaire dont nous avons fait l'expérience dans notre pays. » (16)

C'est un point de vue minoritaire, un petit début. Je pense que c'est par là qu'il faut commencer.

## Le danger d'une extension de la guerre

L'Europe se trouve dans une « ère précédant la guerre », a déclaré le 31 mars le Premier ministre polonais nouvellement

15) Volodymyr Yermolenko, « Putin has really misread Ukraine », Al Jazeera, 9 mars 2022.

16) « Lettre ukrainienne de solidarité avec le peuple palestinien », collectif, 4 novembre 2023, Les invités de Mediapart.

élu, Donald Tusk. La dévastation par la Russie de l'infrastructure énergétique de l'Ukraine a montré que « littéralement, tous les scénarios sont possibles ». En tant que socialistes, nous pouvons vilipender Tusk et les institutions politiques néolibérales dans lesquelles il opère, mais cet instantané de l'époque est-il correct ? Je pense que oui. Je ne comprends pas assez cette menace pour la décrire en détail, mais elle doit être reconnue.

L'empire américain est en crise, et Netanyahu, le chien le plus agressif de cet empire, se délecte de l'expansion de sa guerre au Moyen-Orient. Récemment, il a réagi à l'aggravation de la crise politique en Israël en ordonnant le bombardement de l'ambassade iranienne en Syrie. La crainte ressentie par des millions de personnes en Europe de l'Est, et exprimée par Tusk, est que Poutine, le monstre Frankenstein de l'empire américain, tente également d'étendre sa guerre au-delà de l'Ukraine (*The Insider* – un magazine d'opposition russe – a publié un sondage d'opinion à ce sujet).

C'est un principe socialiste, tel que je le comprends, que la guerre, de par sa nature même, tend à confondre, à bloquer et à affaiblir notre espoir de changer le monde par l'action collective, de renforcer la société face à l'État et de trouver des moyens de faire reculer, de renverser et de vaincre le capitalisme. Mais cela ne signifie pas que nous nous opposons à toutes les guerres en toutes circonstances : les guerres des peuples opprimés contre les oppresseurs et les guerres de résistance à la tyrannie et à la dictature peuvent être justifiées, et dans des cas comme ceux de l'Ukraine et de la Palestine, elles le sont.

Si nous entrons effectivement dans une période précédant la guerre, nous devons développer une analyse des types de guerre auxquels nous pourrions être confrontés. Verrons-nous des guerres analogues à l'attaque de l'Italie contre l'Érythrée (1935) ? Celle de l'empire japonais contre la Chine (à partir de 1937) ? L'invasion soviétique de la Finlande connue comme la « guerre de l'hiver » (1939) ? Nous opposerions-nous à la fourniture d'armes à la partie attaquée dans tous ces cas d'agression ? Encore une fois, je ne vais pas entrer dans les détails de cette question ici, même si je reconnais que nous devons y réfléchir. Espérons que nous pourrions éviter les spéculations sur la façon dont cette période d'avant-guerre pourrait évoluer et traiter plutôt des guerres réelles qui se déroulent actuellement.

## Conclusions

En mai 2022, un groupe local de la coalition Stop the War (Arrêtez la guerre) a organisé une discussion entre Lindsey German, une éminente porte-parole de Stop the War, et moi-même. Elle a annulé l'événement à la dernière minute et je lui ai écrit une lettre ouverte qui disait : « En mai [2021], vous avez écrit que Stop the War "se tient aux côtés du peuple de Palestine, qui a le droit de résister à l'occupation". Je suis d'accord. Mais pourquoi ne pas en dire autant de l'Ukraine ? Et si le peuple ukrainien, ou palestinien, a le droit de résister, qu'est-ce que cela implique ? S'agit-il seulement d'affronter les chars à mains nues, comme les Ukrainiens ont dû le faire ? S'agit-il de jeter des pierres, souvent les seules armes dont disposent les jeunes Palestiniens ? Qu'en est-il des armes appropriées ? Pensez-vous que le peuple palestinien y a droit ? Et le peuple ukrainien ? »

J'ai dit alors que je ne pensais pas qu'il était facile de répondre à ces questions, et je n'y crois toujours pas. Mais je n'ai pas changé d'avis : le mouvement syndical ne devrait pas s'opposer à la livraison d'armes à l'Ukraine par les gouvernements occidentaux, comme le fait Stop the War, car la guerre en Ukraine reste essentiellement une guerre de résistance à l'agression impériale.

Les arguments selon lesquels l'Ukraine mène une guerre par procuration au sein de l'OTAN sont basés sur une mythologie inspirée par le Kremlin. Ces arguments ne correspondent pas à la position réelle des puissances occidentales ou de la Russie. Nous devons nous attaquer à la guerre qui est en train d'être menée, et non à celle qui existe dans la tête des propagandistes « de gauche ».

Dans cette véritable guerre, je souhaite ardemment la défaite de l'invasion russe et le retrait de toutes les forces russes, comme base d'une issue juste. Mais pour les raisons énoncées ci-dessus, je ne pense pas que ce soit l'issue la plus probable à court terme. Au cours de l'année à venir, je pense qu'il est plus probable que, soit les forces russes ne parviennent pas à progresser et ne conservent que des parties limitées de l'est et du sud de l'Ukraine, soit les forces russes parviennent à progresser.

Par conséquent, le dilemme le plus probable auquel la majorité du peuple ukrainien est confrontée, à court terme, pourrait être entre vivre dans une démo-

cratie bourgeoise très imparfaite, de plus en plus dépendante économiquement et politiquement de l'Union européenne (comme c'est maintenant le cas pour la plupart d'entre eux aujourd'hui), ou vivre sous des administrations d'occupation fantoches d'un régime fasciste ou quasi-fasciste russe.

Les socialistes ne peuvent pas être neutres à ce sujet. Nous sommes pour la défaite du pouvoir impérial et pour tous les coups que la résistance ukrainienne peut lui porter. En d'autres termes, nous reconnaissons le droit du peuple ukrainien à se battre pour vivre sous Zelensky, au lieu d'être gouverné par des voyous sans foi ni loi. C'est certainement lié à notre aspiration à long terme : renforcer le mouvement de la classe ouvrière et de la société civile, construire son pouvoir en opposition au pouvoir du capital et de ses élites politiques.

En ce qui concerne les futurs pourparlers de paix, l'avenir nous le dira. À mon avis, ils sont encore loin. Il est naïf d'appeler à des pourparlers de paix sans reconnaître la façon dont le Kremlin utilise ce discours. Nous pouvons faire pression sur les gouvernements occidentaux pour qu'ils adoptent des politiques qui aident les Ukrainiens à survivre à la guerre et à se construire une vie meilleure après celle-ci – ce qui implique de ne pas priver les Ukrainiens des armes dont ils ont besoin pour se défendre, d'annuler la dette ukrainienne, de bloquer la vague de néolibéralisme que les institutions britanniques, américaines et européennes s'appêtent à imposer à l'Ukraine d'après-guerre, et de soutenir les futurs accords de sécurité les plus solides possibles face à l'expansionnisme russe.

Nous devons également reconnaître les limites de notre capacité à influencer les gouvernements et exploiter la richesse des initiatives de solidarité directe en faveur de la classe ouvrière et de la société civile ukrainiennes par les mouvements syndicaux britanniques et européens au cours des deux dernières années. Un autre élément vital dans ce processus est de construire des relations entre le mouvement social dans les pays occidentaux, en Europe de l'Est et dans l'ensemble des pays du Sud, où la guerre à Gaza a produit une vague de répulsion contre l'impérialisme, et la volonté de le vaincre, dans une nouvelle génération. ■

8 avril 2024

# Franz Fanon et le paradoxe de la violence anticoloniale

Êtes-vous le genre de militant·e socialiste qui cherche des réponses simplistes au problème de la violence révolutionnaire et qui a soif de biographies édifiantes sur les icônes de l'engagement radical ? Dans ce cas, vous devriez éviter de lire Adam Shatz. Il aborde des aspects inhabituels et déroutants des intellectuels et leur responsabilité sociale, l'anticolonialisme (1), Fanon et la violence.

Par  
Alan Wald\*

Zélotes (2), méfiez-vous ! Son regard sans faille sur les auteurs et les militants et son courage pour marcher sur les chemins de traverse sont devenus la signature de Shatz dans sa quête pour révéler les subtilités de la théorie et de la pratique de personnalités culturelles d'avant-garde en Europe et au Moyen-Orient. Pourtant, les analyses dérangeantes de Shatz pourraient être exactement ce dont nous avons besoin dans la période politique chargée que nous vivons. Elles concernent diverses questions turbocompressées par le bain de sang du 7 Octobre 2023 en Israël et le massacre génocidaire, industriel,



Alan Wald

\* Alan Wald est un professeur émérite américain de littérature anglaise et de culture américaine à l'université du Michigan, à Ann Arbor, et un auteur de littérature américaine du 20<sup>e</sup> siècle qui se concentre sur les écrivains communistes ; il est un expert de la « gauche littéraire » américaine du 20<sup>e</sup> siècle. Publié par *Against the Current* n° 230, mai-juin 2024. Traduit par François Coustal.

qui a suivi. Son approche rigoureuse peut aider à clarifier le débat purulent sur ce que constitue un engagement socialiste significatif pour la libération des Palestinien·nes et pour l'indispensable éradication du colonialisme de peuplement sioniste (3).

Adam Shatz est un journaliste radical, juif américain d'âge moyen, qui est parvenu à la conscience politique sous l'impact de la première Intifada (1987-1993) et qui s'est ensuite formé lui-même en lisant l'anarchiste juif Noam Chomsky, Isaac Deutscher (le biographe de Trotsky) et l'érudite radical palestinien Edward Said.

Adam Shatz est aujourd'hui bien connu comme rédacteur en chef américain de la *London Review of Books* ; il contribue également à des publications intellectuelles de gauche de premier plan comme la *Nation*, le *New Yorker* et le *New York Review of Books*. Néanmoins, Shatz n'hésite pas à partager des informations et à fournir des interprétations qui pourraient bouleverser pratiquement tout récit partisan.

*Écrivains et Missionnaires*, son brillant recueil d'essais publié par les éditions Verso est une mise en bouche qui explore les motivations complexes et les affinités énigmatiques d'une sélection d'écrivains, beaucoup issus de la gauche. Ensuite vient le plat principal qui conduit son entreprise à un tout autre niveau : *La clinique du Rebelle*, une biographie époustouflante du psychiatre marxiste afro-caribéen Frantz Fanon (1925-1961).

## Fanon et l'Algérie dans leur contexte

C'est son étude de Fanon qui permet à Shatz de situer la vocation passionnée

de celui-ci dans le contexte des paradoxes punitifs de la résistance anticoloniale algérienne à la domination française et particulièrement niveau effrayant des violences qui se sont produites durant cette décennie de guerre (1954-1962).

Défier la brutalité coloniale de la France était incontournable, et il faut globalement condamner la colonisation pour le probable million et demi d'Algérien·es qui ont été tués, à comparer aux 26 000 soldats français et aux 6 000 Européen·es. Cependant, beaucoup de morts ont été aussi dues aux impitoyables luttes intestines entre fractions algériennes.

Certaines sources évaluent à 12 000 le nombre de militant·es qui ont été tués

1) La définition des termes politiques est toujours sujette à évolutions et débats. Dans le cadre de cet essai, j'utilise « anticoloniale » pour faire référence à l'opposition politique à la domination coloniale et « postcoloniale » pour désigner la période qui a succédé au contrôle direct. Plus controversé dans ses déclinaisons, d'origine universitaire latino-américaine, le terme « décolonial » implique de mettre l'accent sur les traces et les héritages durables du colonialisme.

2) Les Zélotes sont les membres d'un mouvement politico-religieux juif du 1<sup>er</sup> siècle. Les Zélotes incitaient le peuple de la province de Judée à se rebeller contre l'Empire romain et l'expulser par la force des armes.

3) On peut trouver ces débats dans des dizaines de publications et l'objet de cet essai n'est pas de répondre à l'une d'entre elles en particulier. On peut trouver un échantillon de ces points de vue dans la série d'articles publiés par le magazine *Tempest* : Jonah ben Avraham, « *Soutenir les Palestiniens lorsqu'ils se battent, pas seulement lorsqu'ils meurent* », 5 novembre 2023 ; Dan La Botz et Stephen R. Shalom, « *Une réponse à "soutenir les Palestiniens lorsqu'ils se battent" de Jonah ben Avraham* », 24 novembre 2023 ; Sean Larson, « *Contre le narcissisme colonial, une réponse à Dan La Botz et Stephen R. Shalom* », 20 décembre 2023 ; et Dan La Botz et Stephen R. Shalom, « *Une fois de plus sur le Hamas, une réponse à Sean Larson* », 12 janvier 2024.

dans des purges internes et à 70 000 le nombre de victimes des affrontements entre partis. Cette pratique de liquidations des nationalistes rivaux a même été étendue à la population algérienne de France où 5 000 vies supplémentaires ont été perdues dans les soi-disant « guerres des cafés » : des attaques à la bombe et des assassinats dans des cafés (4).

Incontestablement, pour les socialistes internationalistes, l'indépendance algérienne était une cause on ne peut plus légitime, et des trotskistes et des anarchistes français ont l'honneur d'avoir été les initiateurs du soutien européen (5). En dépit de cette légitimité, la victoire a été suivie pendant des décennies par la mort de centaines de milliers d'Arabes et de Berbères supplémentaires, à cause de la tyrannie d'une élite postcoloniale dont les racines se situaient dans cette attitude répressive antérieure.

L'Algérie actuelle est un désastre du point de vue des droits humains, marqué par des restrictions en matière de liberté d'expression et de religion, d'arrestations de masse, de tortures et de faillites en matière de lois pour empêcher les féminicides (6). À moins d'être un déterministe ou un fataliste absolu, un tel bilan devrait pousser les militantes de la solidarité à se poser aujourd'hui des problèmes de conscience.

4) Le livre le plus estimé sur cette guerre est celui de Alistair Horne, *A Savage War of Peace : Algeria 1954-1962* (Une guerre de paix sauvage : Algérie 1954-1962), New York, *New York Review of Books*, 2006. Horne présente ses propres chiffres concernant le nombre de morts (pages 537 et 538).

5) Malheureusement, les socialistes français soutenaient la domination coloniale française et les communistes étaient, au mieux, ambigus. Le dossier le plus complet (en anglais) sur l'engagement des trotskistes et des anarchistes est celui de Ian Birchall, ed., *European Revolutionaries and Algerian Independence, 1954-1962*, *Revolutionary History* Révolutionnaires européens et indépendance algérienne, 1954-1962, Histoire révolutionnaire (2012), Volume 10, n° 4. En français, lire *Les Camarades des frères : Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Sylvain Patthieu, 2002, Syllepse.

6) Voir le rapport récent d'Amnesty International sur l'Algérie, 2023.

7) Ce qui s'est exactement passé concernant les viols et les abus sexuels, contre des Israéliens le 7 octobre et contre des Palestiniens par la Force de défense israélienne et les colons, est toujours objet de controverses. On ne connaîtra peut-être jamais toute la vérité, mais des agences indépendantes ont fait des enquêtes et on ne peut nier les faits. Au moment où j'écris, le dernier rapport disponible est celui de Farnaz Fasshi et Isabel Kershner, « Les Nations unies constatent des signes d'abus sexuels lors de l'attaque du Hamas », *New York Times*, 5 mars 2024. Et j'appelle à signer la « Lettre ouverte » contre les agressions sexuelles utilisées comme armes de guerre.



Moudjahiddines algériens à la montagne.  
© Fayeqlnatour CC BY-SA 4.0

La question n'est pas la validité de la résistance armée en elle-même, mais les politiques, les programmes, l'éthique et la culture de toute organisation révolutionnaire ou nationaliste ayant actuellement vocation à mener une transformation sociale anticoloniale.

La nécessité d'agir contre l'oppression coloniale peut certainement s'avérer exigeante et les exploits de la résistance armée qui retiennent l'attention font souvent la démonstration d'autant de courage que de conviction. Mais les exploits audacieux éclipsent l'attention portée aux programmes politiques et aux histoires collectives. Un succès militaire ne garantit pas nécessairement une future libération, alors que la construction d'une société meilleure demeure l'objectif principal.

Est-ce que le militantisme de solidarité doit offrir un chèque en blanc à toute organisation qui se propulse au premier plan au nom de la « résistance » ? Tous les actes révolutionnaires qui font avancer la libération doivent être soutenus, mais qui opère cette qualification ? Toute forme de rébellion est-elle productive ? Peut-on confier à une seule organisation le monopole d'un combat ?

Des résultats obtenus en Algérie et dans de nombreux autres pays au cours de la période postcoloniale, nous savons l'exigence de la libération nationale mais nous savons aussi que certains mouvements politiques peuvent tourner particulièrement mal.

## Une résistance politiquement efficace

Les questions soulevées à partir du travail politique de Fanon sur l'Algérie expliquent pourquoi l'ouvrage de Shatz a suscité une attention considérable de la presse à la suite des événements du 7 Octobre. Ce jour-là, le groupe islamiste palestinien Hamas a lancé son audacieuse action de rébellion anticoloniale contre l'État d'Israël, en brisant le blocus qui emprisonne Gaza depuis seize ans.

Le raid mené par le Hamas a été rejoint par d'autres factions et par des individus et a débouché sur des contre-violences horribles contre toute personne rencontrée, y compris des personnes sans défense. Des dizaines de civils, pas seulement des Israéliennes ou des juifs (dont beaucoup participaient à un festival de musique pour la paix)

mais aussi des travailleurs étrangers et des arabes (particulièrement des Bédouins) ont été massacrés ou pris en otages, des femmes ont été violées et torturées (7). Des soldats israéliens ont été faits prisonniers de guerre.

De nombreux aspects de cet affrontement sanglant demeurent controversés : il ne faut pas faire confiance à la propagande de l'État d'Israël, d'autant plus qu'il y a eu les mensonges à propos de la décapitation de bébés ou la dissimulation du fait que des Israéliennes avaient été tuées par des tirs des forces de défense israéliennes (IDF).

Néanmoins, le 7 Octobre a été immédiatement exploité et a constitué le

“Est-ce que le militantisme de solidarité doit offrir un chèque en blanc à toute organisation qui se propulse au premier plan au nom de la « résistance » ?”



prétexte à une intensification dramatique de l'assaut génocidaire israélien actuel, qui a fait un nombre beaucoup plus élevé de victimes palestiniennes sans défense à Gaza (8).

Toute cette séquence déchirante a rapidement propulsé au premier plan les débats et les discussions sur ce qui constitue une résistance politiquement efficace à l'oppression coloniale. La façon de parvenir à la libération dans une situation asymétrique d'extrême inégalité est particulièrement problématique, encore plus lorsqu'une population sans État est confrontée à un État puissant et que le camp le plus faible ne peut pas gagner avec des moyens militaires normaux.

Au sein de la gauche anticoloniale, il n'y a pas de désaccords sur la réaffirmation du soutien à la juste cause de la libération palestinienne. La

*« Dire la vérité aux puissants et se tenir aux côtés des opprimés est moins simple qu'il n'y paraît. »*

condamnation s'est concentrée sur l'intensité des bombardements israéliens et l'invasion de Gaza qui ont immédiatement mis en lumière la monstrueuse inhumanité du sionisme politique contemporain. L'action de masse pour un cessez-le-feu permanent est devenue le projet immédiat, avec la revendication de l'arrêt de l'aide des États-Unis à l'État d'Israël.

À la différence des sionistes libéraux qui ont été affligés par les « excès » du gouvernement Netanyahu mais qui refusent de s'attaquer à la cause profonde, les socialistes internationalistes continuent à développer leur argumentation de long terme sur la transformation de l'État ethno-religieux qu'est Israël.

Cette solution passera par l'abolition de l'apartheid et du privilège colonial et son remplacement par un nouvel État multinational ou une fédération qui garantisse les droits démocratiques et la sécurité de tous les peuples, du fleuve à la mer. Mais comment atteindre cet objectif et qui peut y parvenir ?

Faut-il adopter publiquement l'idéologie et la stratégie du Hamas, en les passant sous silence ou en les traitant avec précaution en caractérisant le 7 Octobre comme une « action militaire » dont les contenus « tactiques » pourront être discutés plus tard ?

Que faire de l'histoire passée de la domination du Hamas à Gaza, l'absence de libre débat politique, de liberté de la presse et de liberté de réunion, la représen-

sion contre l'égalité de genre, et la propagande antisémite ? Son potentiel libérateur est-il vraiment avéré ?

Tout en mobilisant pour agir contre le génocide de l'État d'Israël, comment traite-t-on ces sujets afin de construire le mouvement socialiste, bardé d'esprit critique, dont nous avons besoin ? Notre position ne devrait-elle pas être de défendre le droit à la résistance anticoloniale tout en écoutant et en apprenant des vétérans du combat anticolonial, et de militant-es palestinien-nes de diverses obédiences, afin d'avancer au-delà des erreurs du passé ?

Bien sûr, l'ouvrage de Shatz a été écrit avant le 7 Octobre et ne fournit pas exactement un projet pour la politique actuelle (9). Il s'oppose énergiquement au racisme, au colonialisme et au « sionisme contemporain » et n'est pas hostile au droit à la résistance armée.

Néanmoins ses recherches et ses écrits (qui comprennent de nombreux éléments inédits) soulèvent des questions sur les dimensions troubles de l'engagement politique sincère aussi bien que sur les conséquences à long terme de l'action révolutionnaire. Shatz y parvient, non pas par des directives politiques (je n'ai pas beaucoup connaissance de ses positionnements spécifiques) mais en fouillant et en sondant les circonstances particulières de l'action des acteurs et des mouvements sociaux, en soulevant souvent des questions qui n'ont pas été posées par d'autres.

C'est pourquoi son travail peut constituer un poison pour ceux qui sont curieusement sans curiosité pour les réalités nuancées et la nature de classe changeante des combats anti-impérialistes qui évoluent au cours du temps, sans parler des vies souvent désordonnées de ceux-là mêmes qui se sont héroïquement engagés pour un avenir libérateur.

Shatz a commencé sa carrière avec des principes qu'il n'a pas abandonnés ; mais au cours des années il est devenu de plus en plus quelqu'un qui écoute, particulièrement celles et ceux qui ont des implications et des points de vue de première main, en dehors des États-Unis et même de l'Occident.

Au-delà, Shatz est également un écrivain qui maîtrise une gamme vertigineuse de sujets comme le jazz moderne, la théorie marxiste et postmoderne, l'anthropologie, la littérature créative, le cinéma,

la cuisine et bien d'autres. Puisque tout le travail de Shatz nous exhorte à réfléchir plus en profondeur, je trouve utile de commencer par son recueil d'essais avant de s'intéresser à sa biographie bien plus ambitieuse de Fanon et au thème de la politique anticoloniale.

## L'imperfection réaliste des individus

Shatz a publié en 2004 un ouvrage intitulé *Prophets Outcast: A Century of Dissident Jewish Writings* (Les prophètes exclus : un siècle d'écrits juifs dissidents), au sujet du sionisme et d'Israël, qui démontrait les conséquences désastreuses de la politique de l'État d'Israël, *Écrivains et Missionnaires* est la première publication de son travail personnel.

Les dix-sept chapitres sont principalement tirés de la *London Review of Books* depuis 2004 et sont divisés en quatre parties principales qui traitent d'intellectuels complexes du monde arabe, aussi bien que d'écrivains afro-américains à Paris, de superstars culturelles françaises et de différents problèmes d'engagement. Cette série est complétée par un texte qui est amusant mais pas vraiment à sa place, sur les obsessions culinaires de Shatz, « Cuisine confidentielle ».

Si, comme moi, vous aimez que vos portraits biographiques soient ceux d'individus qui, de façon réaliste, sont imparfaits, dont les défauts sont décrits à profusion, vous serez très rapidement séduit par le style direct et engageant de Shatz. « Mais dire la vérité aux puissants et se tenir aux côtés des opprimés est moins simple qu'il n'y paraît ».

Pour les débutants, Shatz ne matraque jamais la tête du lecteur avec des prouesses

8) Comme beaucoup l'ont fait remarquer, l'histoire des pogroms européens et l'Holocauste ont rapidement été exploités pour faire apparaître les Juifs israéliens comme des victimes alors que leur État règne par la terreur sur les sans-État de Gaza. Pour une brillante réfutation de cette stratégie de propagande, voir Penkaj Mishra, « La Shoah après Gaza », *London Review of Books*, 7 mars 2024. Bien sûr, l'Holocauste est une réalité indéniable et il est tout à fait possible que les détails des horreurs des pogroms d'Europe de l'Est ne soient pas aussi bien connus qu'ils le devraient. Pour cela, il est indispensable de lire *In the Midst of Civilized Europe: The Pogroms of 1918-21* (Au cœur de l'Europe civilisée : les pogroms de 1918-1921) et *Onset of the Holocaust (Le début de l'Holocauste)* de Jeffrey Veidlinger, New York, Metropolitan, 2021.

9) Shatz a cependant publié une réaction largement discutée aux événements du 7 Octobre, « Pathologies vengeresses », dans le numéro du 2 novembre de la *London Review of Books*.

d'allusions érudites ou des excès de mots d'esprit cérébraux. Ses portraits relèvent d'un flamboyant panache beaucoup plus que d'une simple compétence de journaliste : « *les armes du parler vrai ne pourraient pas protéger le rêveur de ses illusions, ni le défendre contre ses assassins qui ont de véritables armes...* »

Les études de Shatz mettent également en évidence une capacité à offrir des résumés clairs et convaincants à partir d'une somme extraordinaire d'éléments de contexte historique et de matériel intellectuel souvent obscur. Certains sujets sont, et c'est regrettable, peu connus en Occident, comme l'érudit d'origine libanaise Fouad Ajami (1945-2014), le journaliste algérien Kamal Daoud (né en 1970) ou l'acteur et metteur en scène juif palestinien Juliano Mer-Khamis (1958-2011), qui a été assassiné.

Ces enquêtes biographiques se basent en grande partie sur des interviews qu'il a réalisées dans les pays du Moyen-Orient ainsi que sur la lecture approfondie de leurs travaux écrits. Loin de chercher à présenter un catalogue de faiblesses et d'hypocrisies, Shatz définit ainsi son objectif : « *définir la pratique difficile et parfois périlleuse de l'intellectuel engagé : les demandes déchirantes que le monde impose à son esprit alors qu'il cherche à se libérer de toutes les formes de captivité* ».

D'autres personnages sont mondialement connus même s'ils ne sont pas toujours complètement compris, comme l'anthropologue structuraliste Claude Lévi-Strauss (1908-2008), le philosophe déconstructiviste Jacques Derrida (1930-2004), le théoricien de la littérature sémiotique Roland Barthes (1915-1980), le

romancier et metteur en scène de cinéma Alain Robbe-Grillet (1922-2008).

Je ne suis pas un expert de toutes ces personnalités mais je peux témoigner de la lucidité avec laquelle Shatz décrypte leurs réalisations et leurs activités. Comme il le démontre, on ne peut comprendre Lévi-Strauss sans prendre en compte son profond dégoût pour son statut de personnage public. Robbe-Grillet dont la carrière a été marquée par une grande renommée et un très faible nombre de lecteurs était captif d'une « *imagination littéraire* » qui lui servait « *d'aire de jeu pour ses passions criminelles et ses crimes sans victime* ».

Mais les écrivains noirs radicaux expatriés qui sont dépeints dans le chapitre intitulé « *Égaux à Paris* » sont ma spécialité. J'ai donc pu vérifier l'extraordinaire précision de Shatz concernant la qualité de leur travail et la complexité de leur pensée politique. Le supplice de Richard Wright (1908-1960) et ses relations tendues avec les autres écrivains afro-américains ont rarement été dépeints avec autant de subtilité et de sympathie, et « *l'humanisme radical* » du pro-algérien William Gardner Smith (1927-74) est restitué avec une intime compréhension des défis de l'exil.

Plus intrigant peut-être est ce que présente Shatz à propos de trois radicaux français qui bouillonnent de contradictions : le producteur de films documentaires Claude Lanzman (1925-2018), le cinéaste de la Nouvelle vague Jean-Pierre Melville (1917-73) et le philosophe existentialiste et militant Jean-Paul Sartre (1905-1980).

Ce dernier est abordé de façon captivante avec le double récit de l'éloigne-

ment malheureux de Sartre avec la Gauche intellectuelle égyptienne, qui n'acceptait pas « *son attachement conflictuel au Président égyptien Gamal Abdel Nasser* ».

La façon dont Shatz fait la chronique de l'échec de la tentative d'équilibrisme de Sartre entre ce qui ressemble à des valeurs inconditionnelles et la force émotionnelle d'une amitié est une surprenante et audacieuse merveille. Cela me rappelle une fois de plus que même si nous, radicaux, croyons au caractère objectif de notre choix idéologique, son expression peut être modifiée par des besoins psychologiques et personnels.

On ne peut pas qualifier tous les personnages de *Écrivains et missionnaires* de radicaux au sens politique mais Shatz les voit tous comme exprimant une « *imagination radicale* » à travers « *un mode de pensée qui cherche à pénétrer aux racines d'un problème et à mettre en lumière "ce qui est fondamental"* » (10). Cette formulation, avec sa distinction directrice entre « *écrivains* » et « *missionnaires* » qui lui est venue dans une conversation avec V. S. Naipaul, le romancier né à Trinidad, reste un peu nébuleuse pour moi.

Peut-être est-ce que cette phrase et ces termes apportent moins de clarifications au lecteur moyen qu'ils ne sont fonctionnels pour Shatz lui-même, en tant que mécanismes pour rassembler dans une rubrique commune sa sélection hétérogène d'écrits. La distribution exclusivement masculine des personnages du volume constitue une lacune plus notable dans une enquête par ailleurs extraordinaire.

## Fanon : la fusion de la vie et de l'œuvre

Le génie de Shatz pour retrouver la multiplicité des gens authentiques sous les brouillards gris de l'ignorance, des préjugés ou de l'hagiographie s'exprime pleinement dans *The Rebel's Clinic (La clinique du rebelle)*. Avec Fanon, nous sommes confrontés à un engagement politique global et radical qui implique la fusion de la vie d'un homme et de son œuvre dans un objectif commun.

Tout d'abord, les écrits et la pratique psychiatrique de Fanon sont remis dans le contexte de sa biographie, et sa biographie est remise dans le contexte du développement de son engagement dans le combat révolutionnaire. Cette progression qui est quelquefois contradictoire est expliquée comme une sorte de palimpseste d'étapes, une évolution longue et intermittente au



L'association Dar al-Fadila pour les orphelins, qui comprend une école, un centre informatique et une mosquée à Rafah au service de 500 enfants, a été détruite par les Israéliens lors de l'assaut israélien sur Gaza. © International Solidarity Movement – CC BY-SA 2.0.

sein de laquelle chaque nouveau développement n'efface pas mais remet en question et décline ce qui a précédé (10). Un tel récit se lit comme un mystère qui devient de plus en plus intrigant à mesure qu'il se déroule. La charpente des faits biographiques concernant Fanon est bien connue grâce à de nombreuses longues études précédentes ; j'ai rendu compte de l'une d'entre elles il y a 50 ans dans le journal marxiste *International Socialist Review* (11). Frantz Omar Fanon est né dans une famille afro-algérienne de la classe moyenne sur l'île de la Martinique, alors colonie française dans la mer des Caraïbes orientales ; il y a suivi des études avant de se porter volontaire pour combattre le fascisme au sein des Forces françaises libres du Général de Gaulle. Il a servi en Afrique du Nord puis en Europe, où il a été blessé et a reçu la Croix de guerre.

Durant un séjour de retour en Martinique, il s'est lié d'amitié avec le poète et militant communiste Aimé Césaire (1913-2008) qui lui a inspiré son intérêt pour la négritude (un mouvement qui met l'accent sur la fierté de son héritage africain). Il a alors suivi des études de médecine à Lyon, où il a été profondément marqué par les conférences du philosophe phénoménologue Maurice Merleau-Ponty (1908-1961).

C'est dans ces années-là que sa conscience d'un racisme français grandissant s'est approfondie alors qu'il y était confronté ainsi qu'au colonialisme, comme autant de trahisons nocives des idéaux des Lumières qui l'avaient inspiré pendant son service sous les drapeaux. Après avoir publié *Peaux noires, Masques blancs* en 1952, il épouse la journaliste radicale Marie-Josèphe « Josie » Dublé (1930-1989) et s'installe en Algérie en tant que chef de l'hôpital de Blida-Joinville.

Rapidement attiré par le soutien à la révolution algérienne, il se retrouve à traiter des victimes de la torture française et parfois des tortionnaires auxquels il répondait avec une très grande compassion.

Après deux années, Fanon est forcé de démissionner lorsqu'a été connue publiquement son affiliation politique au FLN (Front de libération nationale, formé en 1954 à partir d'une scission du MTLD, Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques). Il s'installe alors en Tunisie où il assure l'éditorial d'*El Moudjahid*, le journal du FLN.

Devenu ainsi représentant et porte-parole public du FLN, il assiste à des congrès politiques et littéraires, même après avoir été sérieusement blessé par une mine terrestre

à la frontière entre l'Algérie et le Maroc, en 1959. C'est cette année-là qu'il publie *Un capitalisme moribond*, une analyse virtuose de la guerre algérienne pour l'indépendance.

En 1960, il est nommé ambassadeur du Gouvernement provisoire algérien au Ghana. Mais il est diagnostiqué pour une leucémie et se rend en Union soviétique pour être soigné. En 1961, il se rend à Washington DC. Il meurt la veille de la publication de son œuvre majeure, *les Damnés de la Terre*.

Néanmoins, *La clinique du rebelle* est bien plus qu'un portrait de Fanon. À travers le processus de prise en compte de l'évolution de Fanon, Shatz met en scène de nombreuses figures intellectuelles qui ont interagi avec lui et ont influencé ses écrits.

En plus de celles que l'on a évoquées précédemment, certaines des plus remarquables incluent Sartre déjà mentionné ; le psychiatre catalan et vétéran antistalinien de la guerre civile espagnole François Tosquelles (1912-94) ; le psychanalyste freudien français Jean Oury (1924-2014) ; le poète et premier Président sénégalais Léopold Senghor (1906-2001) ; l'auteur français né algérien Albert Camus (1913-1960) ; la féministe française Simone de Beauvoir (1908-1986) ; le journaliste et militant politique français Francis Jeanson (1922-2009) ; le docteur français et partisan du FLN Pierre Chaulet (1930-2012) ; le psychanalyste français Octave Mannoni (1899-1989) ; le psychiatre français Jacques Lacan (1901-1981) ; l'éditeur français François Maspero (1932-2015) et l'essayiste franco-tunisien Albert Memmi (1920-2020).

Même si ses admirables qualités de discipline et de dévouement étaient primordiales, Franz Fanon lui-même n'était pas un homme sans vanité et il présentait plusieurs traits dérangeants. L'un d'eux était une attraction dangereuse pour les hommes forts du mouvement révolutionnaire, ceux qui dénigrent les émotions et la sentimentalité et qui confondent trop souvent la quête personnelle du pouvoir et le bien de la lutte.

Un autre de ces traits dérangeants, c'est l'homophobie, exprimée dans le scepticisme de Fanon quant à l'existence

de l'homosexualité dans sa Martinique natale. Et le chauvinisme mâle manifesté dans la façon potentiellement abusive dont il traitait sa femme Josie (12). Elle était devenue une éditrice révolutionnaire compétente et engagée à qui Fanon dictait une grande partie de son œuvre.

Fanon a été critiqué par des féministes pour ses portraits de femmes colonisées, et Shatz note qu'il méprisait Simone de Beauvoir qui semble avoir inspiré ses idées avec *le Deuxième Sexe* (1949) mais dont il n'a jamais ouvertement reconnu l'influence.

Comme membre d'un groupe doté d'un cadre discipliné, le FLN, Fanon est resté silencieux sur le meurtre de son mentor, Abane

Ramdana (« l'architecte de la révolution »), étranglé par des rivaux jaloux qui ont ensuite prétendu qu'il était mort au combat.

Fanon a été dupé par l'Angolais Roberto Holden qui était un agent de la CIA et il a joué un rôle discutable dans la chute de Patrice Lumumba, le leader de l'indépendance du Congo. Il a néanmoins plutôt bien résisté, malgré le fait d'avoir dû endurer les tensions mentales d'un homme marqué par les menaces d'assassinat.

Les spécialistes de Fanon ou les lecteurs bien informés de livres et d'articles à son sujet, ne trouveront peut-être pas beaucoup de nouveaux matériaux factuels dans *La clinique du rebelle*. De

« C'est dans ces années-là que sa conscience d'un racisme français grandissant s'est approfondie alors qu'il y était confronté ainsi qu'au colonialisme, comme autant de trahisons nocives des idéaux des Lumières qui l'avaient inspiré pendant son service sous les drapeaux. »

10) On peut trouver une interprétation alternative convaincante de la trajectoire de Fanon dans l'ouvrage brillant de Gavin Arnall *Subterranean Fanon: An Underground Theory of Radical Change* (Fanon souterrain, une théorie souterraine du changement radical), Columbia University Press, 2020. L'argumentation d'Arnall est que « la pensée métamorphique de Fanon s'est ultérieurement divisée selon deux modes différents de réflexion sur le changement » (2005).

11) Alan Wald, « Franz Fanon, by David Cauter », *International Socialist Review* (novembre 1974) 42-42. Ce journal qui était publié par le SWP des États-Unis ne doit pas être confondu avec une publication plus récente (1997-2019) associé à l'International Socialist Organization.

12) Ce sujet est abordé par Anthony Alessandrini dans le numéro du 7 février 2024 de la *Los Angeles Review of Books*. Un des exemples cités est que « l'écrivain béninois Paulin Joachim, une connaissance de Fanon, a dit à (Félix) Germain qu'il avait vu Fanon frapper Josie à plusieurs occasions... »

plus, certains thèmes que les radicaux considèrent comme étant politiquement importants ne sont pas mentionnés, comme l'affirmation de l'érudit marxiste Peter Hudis selon laquelle dans un séjour à Paris précédant celui à Lyon « *Fanon s'est procuré et a étudié les œuvres de Léon Trotski ainsi que les Actes de la Quatrième Internationale* » (13).

## La violence, ses dangers et ses promesses

La vertu du livre de Shatz est que ses arguments qui suscitent la réflexion sont justifiés avec une force, un savoir-faire et une assurance qui s'appuient sur des décennies de recherches. Le formidable impact de Fanon sur la pensée contemporaine est en grande partie passé en revue par Shatz avec une admirable lucidité et concision.

L'influence de Fanon sur la psychiatrie est considérable pour celles et ceux qui comprennent les pathologies individuelles comme des symptômes politiques et défendent des thérapies sociales qui impliquent des contextes collectifs. L'importance de son analyse de l'aliénation noire comme une forme d'amputation ou d'emprisonnement sous le colonialisme est reconnue depuis longtemps, de même que son argumentation selon laquelle les peuples colonisés intériorisent des sentiments d'infériorité et aspirent à imiter leurs oppresseurs.

Plus récemment, on a reconnu Fanon comme étant un interlocuteur majeur de l'analyse du discours postcolonial, particulièrement en ce qui concerne la présentation des événements historiques du point de vue des colonisé-es et pour son exploration de thèmes tels que les connexions entre langage et structures sociales de pouvoir. De tels développements ont conduit Shatz à déclarer qu'avec le nouveau millénaire Fanon connaîtrait une « *seconde naissance comme théoricien français* ».

Lorsque l'on en vient au thème de Fanon et la violence anticoloniale, ce qui est le thème principal de cette recension, il est impératif de reconnaître que Shatz n'est pas le premier biographe ou commentateur à observer l'existence

d'ambivalences et de contradictions dans l'œuvre de Fanon.

La compétition pour être le dernier « chuchoteur de Fanon » est rude et de nombreux livres et articles ont déploré la tendance de certains partisans à se focaliser sur des passages sensationnels sur la violence que l'on trouve dans le premier chapitre des *Damnés de la Terre*. Ils peuvent être utilisés pour rationaliser des actes de brutalité qu'ils approuvent, ou qu'ils ne souhaitent pas qualifier pour ce qu'ils sont, alors que l'essentiel du reste de l'ouvrage comme l'ensemble de l'œuvre de Fanon sont ignorés.

À ce jour, certains regardent les références décontextualisées de Fanon à la violence comme « *une force qui désintoxique* » (en anglais « *cleansing force* », NdT) et libère le rebelle colonial de « *son complexe d'infériorité, de ses attitudes contemplatives ou désespérées. Elle le rend intrépide, le réhabilite à ses propres yeux* ». Une autre citation habituelle de Fanon est : « *c'est précisément au moment où [le natif] réalise son humanité (à travers une action violente) qu'il commence à aiguïser les armes avec lesquelles il assurera sa victoire* » (14).

Il existe certainement bien d'autres phrases comme celles-ci, qui se dressent comme des poignards dans *les Damnés de la terre*. Mais s'accrocher à de telles phrases avec autant de zèle qu'un croyant récite ses passages favoris d'un livre saint, c'est simplement coopter Fanon comme un capital symbolique en faveur d'une politique qu'il aurait pu détester.

Chez Fanon, beaucoup reste ouvert à des interprétations multiples mais il n'y

a aucun doute sur le fait que la totalité de ses vues sur la violence anticoloniale ajoute à l'affirmation paradoxale selon laquelle la violence de ceux qui sont opprimés par le colonialisme est chargée d'autant de périls que de promesses.

On a des indications de nombreuses vues nuancées de Fanon à travers des affirmations spécifiques mises en lumière par Shatz. De plus, l'horrible trajectoire qu'a connue la révolution dans les années qui ont suivi la victoire de 1962 contredit totalement la prédiction de Fanon sur l'émergence d'un « *nouvel humanisme* » en Algérie.

En bref, ce qu'il voulait dire par un « *nouvel humanisme* » était une restructuration des relations, différentes de l'impérialisme libéral européen, restructuration qui mettait l'accent sur la décentralisation, de nouvelles subjectivités et de nouvelles cultures (pas fondamentalistes ni traditionnelles) ainsi qu'un rejet des États à parti unique qui apparaissaient déjà dans les sociétés révolutionnaires d'Afrique.

L'échec de Fanon à reconnaître que le FLN était en train de produire précisément ce à quoi il s'opposait suggère qu'il était sujet à un penchant romantique et à la naïveté, succombant trop rapidement à une pression à se conformer, des traits que nous n'osons pas reproduire aujourd'hui.

Voici quelques exemples des explications données par Shatz. D'après lui, le terme « *cleansing force* » (qui nettoie) dans la citation précédente est une mauvaise traduction du terme « *qui désintoxique* », ce qui n'a pas tout à fait la même signification.

Oui, se dresser contre son oppresseur



Frantz Fanon lors d'une conférence de presse à l'occasion d'une conférence d'écrivains à Tunis, 1959.

13) Peter Hudis, *Frantz Fanon: Philosopher of the Barricades*, Londres, Pluto, 2015.

14) On trouve ces citations de Fanon dans l'essai récent d'un auteur qui refuse toute critique publique des actions du Hamas, « *L'impensable de la révolte des esclaves* », Zubayr Alikhan, 8 février 2024, Mondoweiss.



peut être libérateur et fortifiant, une action mise en scène avec succès dans *Le récit de la vie* (1845) de Frederick Douglass où le futur abolitionniste frappe le briseur d'esclaves Edward Covey.

Néanmoins, Shatz estime que l'accent que met Fanon à ce stade sur une révolte violente n'a pas pour intention d'en faire une panacée durable. Il la décrit plutôt comme une étape périlleuse mais nécessaire dans le voyage vers la décolonisation et la restauration de l'identité. Et cela parce qu'il y a de nombreuses preuves dans les écrits de Fanon qui montrent qu'une conduite violente est dommageable et peut facilement s'orienter dans la mauvaise direction.

De plus, bien que Fanon comprenne que la violence était inévitable dans une situation coloniale, dans *Les Damnés de la Terre* il défend également que la violence ne peut pas être considérée comme une stratégie politique et que tous les membres de la population de colons français ne doivent pas être vus comme des ennemis existentiels. « *Le peuple, qui au début de la lutte avait adopté le manichéisme primitif du colon : Les Blancs et les Noirs, les Arabes et les Roumis, s'aperçoit en cours de route qu'il arrive à des Noirs d'être plus blancs que les Blancs et que l'éventualité d'un drapeau national, la possibilité d'une nation indépendante n'entraînent pas automatiquement certaines couches de la population à renoncer à leurs privilèges ou à leurs intérêts. [...] Le peuple découvre que le phénomène inique de l'exploitation peut présenter une apparence noire ou arabe.* »

Shatz souligne que Fanon a menti publiquement sur la responsabilité du FLN à propos du massacre, en juillet 1957, de 300 musulman-es habitant le village de Melouza, une communauté réputée sympathisante d'un groupe rebelle rival, le MNA (Mouvement national algérien, successeur du MTLD). Mais Fanon énonce aussi une remarque générale sur les atrocités dans *Sociologie d'une révolution* (*l'an V de la révolution algérienne*) : « *Parce que nous voulons une Algérie démocratique et rénover, parce que nous croyons qu'on ne peut pas s'élever, se libérer dans un secteur et s'enfoncer dans un autre, nous condamnons, le cœur plein de détresse, ces frères qui se sont jetés dans l'action révolutionnaire avec la brutalité presque physiologique que fait naître et qu'entretien une oppression séculaire.* »

Au-delà de tout cela, il est clair que l'accent mis par Fanon sur la nécessité de



Le premier gouvernement Boumediène après le coup d'État, 1965. Domaine public.

la violence était principalement lié à son point de vue selon lequel la décolonisation devait être saisie et non donnée, et il y a des cas où Fanon mettait particulièrement en garde contre la violence de la haine et de la vengeance, défendant l'idée que toute violence doit être disciplinée et ciblée.

D'un autre côté, rien de tout ceci ne constitue une politique claire à mettre en pratique aujourd'hui, et certainement pas une politique aussi bien définie que la *Charte de la Liberté* de l'ANC (Congrès National Africain) sur le caractère central du refus du racisme et des limites de la violence tels que les a articulés Nelson Mandela (15).

## Questionnements

Que peut-on conclure de cette investigation ? Des atrocités et des actes de terrorisme se sont toujours produits lors d'une lutte armée contre des oppresseurs coloniaux qui commettaient des atrocités bien plus grandes et cela n'a jamais détourné les socialistes de leur soutien à une juste cause.

Si le Hamas ne peut pas être réduit à une « organisation terroriste » – il assure aussi des fonctions de services sociaux et il a une dimension religieuse – il a sûrement commis des actes terroristes (à commencer par des attentats-suicides) si l'on s'en tient à la définition courante : violence et intimidation contre des civils à des fins politiques. De même que l'État d'Israël, à une échelle cent fois plus importante.

Marx lui-même considérait la violence et le terrorisme contre l'oppression comme

« *inévitables* » et « *aussi peu à même d'être discutés que les tremblements de terre* » (16). C'est pourquoi les radicaux ne se désolidarisent pas de la Révolution haïtienne contre les Français (1791-1804) ou de la révolte de Nat Turner contre l'esclavage (1831) ou même de la révolte des Mau Mau contre la domination britannique au Kenya (1952-1960) qui a tué des milliers de leurs compatriotes africains, du fait des violences horribles contre des civils.

Défendre ou ériger en *stratégie* les meurtres de civils, le terrorisme aveugle et les atrocités est une tout autre question. De tels comportements ne peuvent pas être acceptés superficiellement comme efficaces ou même seulement nécessaires pour faire avancer la cause d'une société nouvelle. Cela inclut le fait de considérer ces morts et ces brutalités comme un sujet mineur de la même façon que les pouvoirs impérialistes invoquent souvent les « dommages collatéraux ».

Pour moi, il n'y a rien de mystérieux ou difficile à comprendre dans le fait de reconnaître que des pertes civiles importantes est une question à débattre franchement.

Nous savons que les socialistes ne sont pas des pacifistes absolus. Nous maintenons le droit à l'autodéfense armée, nous

15) On trouve des débats récents de l'ANC dans *Dissent*, *World Outlook*, et le *Minneapolis Star Tribune*. Cela ne prouve pas que la pratique de l'ANC était toujours en cohérence avec sa théorie. Voir « Les excuses de l'ANC pour les morts de la lutte contre l'apartheid », CNN.

16) Cité dans un essai informatif sur « Marxisme et terrorisme » de Gareth Jenkins, dans *International Socialism* n° 110 (avril 2006).



sommes bien conscients de la probabilité malheureuse que la décolonisation ne se produira pas pacifiquement et nous acceptons la possibilité que dans un affrontement militaire des individus de notre propre camp puissent devenir des voyous et commettre des actes détestables.

Néanmoins, il y a des questions éthiques à se poser sur le fait de cibler ou de mettre en danger des non-combattants.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont adopté la position selon laquelle les civils japonais pouvaient être massivement exterminés par des armes nucléaires parce que leur gouvernement commettait des crimes. Les marxistes et bien d'autres ont répondu avec horreur à ce que le dirigeant trotskiste James P. Cannon appelait une « atrocité indicible », le fait de tuer et de blesser intentionnellement « des jeunes et des vieux, des enfants dans leur berceau, des vieillards et des infirmes, des nouveaux mariés, des bien-portants et des malades, des hommes, des femmes et des enfants... » (17).

Cette « punition collective » est assurément ce que l'État sioniste est actuellement en train de mettre en œuvre en se cachant derrière la feuille de vigne que serait l'utilisation par les « terroristes » de dizaines de milliers de personnes comme « boucliers humains ». Devrions-nous maintenant détourner la tête et déclarer que la « punition collective » apportera la justice sociale pour peu qu'elle soit utilisée par des forces anti-coloniales (18) ?

17) Cette citation est extraite du Militant (22 septembre 1945), « The Bombing of Hiroshima and Nagasaki », James P. Cannon, 1945.

18) Les « punitions collectives » sont facilitées par l'utilisation imprécise d'étiquettes pour diaboliser un groupe. La droite a utilisé le terme de « terroristes », mais la gauche a sa propre histoire d'utilisation de termes comme « koulaks », « bourgeois » et « contre-révolutionnaires » pour stigmatiser des populations ; et, bien sûr, les staliniens utilisaient « sionistes » pour persécuter et exécuter des dissidents communistes et d'autres. En référence aux meurtres de civils aussi bien par le Hamas que par l'État d'Israël, la militante canadienne Naomi Klein affirme que tous les enfants ont le droit de ne pas être massacrés. Naomi Klein, « À Gaza et en Israël, aux côtés des enfants, face aux armes ».

19) Pour une discussion récente sur les erreurs des bolcheviks par un léniniste, on peut se référer aux considérations sur la violence dans l'ouvrage de Paul Le Blanc, *October Song (La chanson d'Octobre)*, Chicago, Haymarket, 2017, particulièrement les pages 219 à 254.

20) Voir Wald, « En défense du léninisme critique », *Against the Current*, janvier-février 1987.

21) Ronald Grigor Suny, *Stalin: Passage to Revolution (Staline : le passage à la révolution)*, Princeton, Princeton University Press, 2020.

Les questions éthiques et les questions stratégiques sont souvent entremêlées. Les atrocités commises par des rebelles peuvent engendrer des revers en unifiant l'ennemi et en lui permettant de détourner l'attention de sa propre violence. Disposant de plus grandes ressources pour mener une propagande à l'échelle mondiale, les colonialistes peuvent facilement dépeindre les mouvements de résistance comme barbares et enflammer leur propre population en vue de commettre d'horribles représailles. Une brutalité qui n'est pas nécessaire de la part des mouvements anticoloniaux ou radicaux peut aussi créer une culture perverse dont les caractéristiques détruiront les futures potentialités émancipatrices. Par exemple, Shatz note que les pratiques du FLN – l'autoritarisme, la prise de décision du haut vers le bas, l'assassinat des rivaux et des villageois suspectés de sympathie pour des rivaux – ont joué un rôle dans la répression après l'indépendance.

Est-ce que les atrocités et la terreur de masse au cours de la guerre civile qui a suivi la Révolution russe ont réellement aidé les Bolcheviks ou ont-elles pavé le chemin de la brutalité à venir du régime de Staline (19) ? Ce n'est un secret pour personne : une situation militarisée et violente attire de tous les côtés des gens qui mettent en avant des affirmations idéologiques mais sont motivés par le sadisme et la soif de pouvoir sur les autres.

Malheureusement, il n'y a pas que les défenseurs du *statu quo* qui ont la capacité de compartimenter de manière opportuniste les comportements odieux. Et pourtant les socialistes envisagent sûrement un monde différent, opérant selon des principes différents de ceux qui réagissent sans effusion de sang à la souffrance humaine.

Il y a quelque part peu de doute sur le fait que Lénine serait saisi d'incrédulité face à la manière dont certains marxistes contemporains confondent de manière simpliste le « soutien inconditionnel » à une lutte avec le soutien politique acritique à toute organisation politique qui passe à l'action.

Je suis loin d'être idolâtre vis-à-vis de Lénine (20), mais des générations de socialistes ont été formées à ce qui peut être une distinction utile et qui est aujourd'hui rendue floue ou au moins analysée de manière inutile. Trop souvent les phrases de Lénine, comme celles de Fanon, sont évoquées de façon instrumentale, à des fins polémiques.

Heureusement, nous avons accès à de nombreux éléments historiques sur Lénine et ses disciples qui sont bien contextualisés et qui permettent de faire la distinction entre une lutte pertinente et des tactiques contreproductives. Il est bien connu que Lénine condamnait de manière impitoyable les méthodes terroristes du Parti socialiste révolutionnaire, paysan, de Russie, même s'il était pleinement engagé pour la révolution prolétarienne et s'il comprenait qu'à la violence tsariste pouvait être opposée une contre-violence.

Des décennies plus tard, les léninistes de Grande-Bretagne ont soutenu de façon catégorique les Républicains irlandais, mais ont pris leurs distances avec les attentats à la bombe des nationalistes qui tuaient des passants innocents. Et lorsque Léon Trotski insiste sur la « défense inconditionnelle » de l'Union soviétique contre l'impérialisme, quelqu'un de sensé pense-t-il qu'il étouffe alors ses critiques sans merci contre la direction stalinienne de l'URSS ?

De plus, la « lutte armée » – que les socialistes soutiennent dans des circonstances appropriées – peut être utilisée comme une formulation fourre-tout qui obscurcit les différences. Cette activité recouvre de nombreuses catégories et l'on peut débattre de son opportunité dans différents contextes.

La lutte armée peut être la stratégie centrale, comme lorsqu'un groupe armé essaie de s'emparer du pouvoir. Il peut aussi y avoir une branche armée qui assure l'autodéfense d'un mouvement de masse. Un parti marxiste peut aussi avoir une unité spéciale qui pratique des frappes militaires ciblées.

Comme l'explique l'historien Ronald Grigor Suny, au début des années 1900, aussi bien la fraction bolchévique que la fraction menchévique du Parti ouvrier social-démocrate de Russie « étaient critiques vis-à-vis des actes de terrorisme » mais néanmoins ouverts « à l'autodéfense armée, à l'assassinat de fonctionnaires de l'État ou d'espions policiers, à l'expropriation des finances publiques si c'est en relation avec ou contribue à des luttes de masse plus importantes » (21).

À partir du récit de Shatz sur Fanon, nous pouvons voir le danger qu'il y a à s'adapter à une organisation qui débute avec une perspective démocratique et laïque mais évolue vers l'autoritarisme, vers la résurgence de l'oppression patriarcale et du conservatisme social, auto-

rise l'assassinat des critiques internes et externes, et pire encore.

À cause d'une loyauté organisationnelle mal placée, Fanon a fini comme propagandiste involontaire d'une direction politique qui plus tard détruirait ses rêves.

Soyons clairs : personne ne sait ce que Lénine ou Fanon diraient s'ils devaient se prononcer sur des événements actuels. Ils vivaient à des époques différentes et un ouvrage comme *les Damnés de la Terre* est plus utile comme matériel de recherche que comme mode d'emploi. Au mieux, les écrits de Lénine et de Fanon fournissent des cadres conceptuels que l'on peut utiliser pour des évaluations stratégiquement appropriées de situations uniques.

C'est la même chose si l'on veut juger le Hamas à travers l'orientation politique ou la pratique du FLN ou de l'ANC. On peut en parler en termes d'analogies ou de comparaisons, mais les points de référence historiques et politiques sont toujours différents.

La plupart d'entre nous ne sont pas des experts du tiers monde et nous devons reconnaître que dans chaque cas – Algérie, Palestine, Afrique du Sud – on a affaire à une situation compliquée. Toutes nécessitent une attention sérieuse et une discussion qui utilise des sources bien informées venant d'un large éventail de militant·es qui sont issus de ces pays eux-mêmes ou, au moins, pleinement informés sur ces pays (22).

On peut en être sûrs : des formules marxistes abstraites ne fournissent pas de modèles ni de réponses instantanées. Quand des travailleurs/ses d'une nationalité participent à la répression étatique d'une autre nationalité, la question de l'unité de classe devient hautement compliquée.

Par exemple, la grande majorité de la classe ouvrière juive israélienne est fortement privilégiée par rapport aux Palestiniens, à cause de la conquête sioniste. Traditionnellement, les socialistes appellent à mettre fin à l'oppression en rassemblant la classe ouvrière de toute la région ; cependant le racisme des juifs israéliens et l'idéologie sioniste constitue une pierre d'achoppement majeure. C'est pourquoi les appels à un combat commun prolétarien des juifs et des Arabes semblent aujourd'hui aussi utopiques que de croire qu'une transformation démocratique et socialiste des États arabes du Moyen-Orient viendra à la rescousse.

Il ne sert à rien de cacher la vérité : de nombreux faits invalident un tel scénario rédempteur. D'un côté, les conditions matérielles changent, les populations ne constituent pas une essence statique, et la conscience se modifie. Notre tâche est d'*historiciser* cette impasse tragique, pas de la *réifier*.

Il est bien connu que Marx a écrit en 1852 : « *la tradition de toutes les générations mortes pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants* » (23). C'est vrai lorsque l'on en vient au paradoxe du soutien à la violence anticoloniale.

Nous marchons tous sur une corde raide morale qui a déjà été empruntée, où personne n'est exempt d'accusations d'hypocrisie et d'avoir des doubles standards. Si nous échouons à rester vigilant à la reproduction de modèles délétères de pensée et de comportement, alors une nouvelle génération sera façonnée par le moule de la série des échecs et des erreurs de jugement précédents. Cela signifie que nous devons engager un examen correctif de nos propres fidélités politiques et de nos limites éthiques afin d'éviter de reproduire le passé au lieu de le dépasser.

Comme alternative, nous devons commencer par nous interdire certains tabous comme la position selon laquelle la défense des révolutions ou des combats anticoloniaux ne laisse aucune place à une critique substantielle de leurs orientations politiques (qu'elles soient réformistes, ultragauches ou inutilement cruelles). Ou qu'exprimer de la compassion vis-à-vis de toutes les victimes, enfants ou autres non-combattants est équivalent à trahir ou à renvoyer les protagonistes dos à dos. Nous ne savons que trop bien où mène ce genre de pensée.

Je ne peux pas parler de cela en tant qu'autorité en matière d'éthique ou de morale, mais il existe quelques conseils généraux que l'on peut tirer d'Ernest Mandel, un vétéran du combat de la résistance clandestine de la Seconde Guerre mondiale, dans son article « Les arguments marxistes en faveur de la révolution aujourd'hui » publié par *Socialist Register* en 1989 : « *L'essence de la révolution n'est pas le recours à la violence en politique mais un défi radical et qualitatif – et finalement le renversement – des structures de pouvoir économiques ou politiques dominantes* » (24).

Nous nous créons nous-mêmes à travers ce que nous faisons et ne gagnons rien à imiter la mentalité de ceux que nous

combattons, avec leur empathie sélective, leurs euphémismes et leurs échappatoires. Quand il s'agit de défaire les héritages de l'impérialisme, la nouvelle génération de socialistes n'a pas d'autre choix que de rejoindre la flamme de la résistance et continuer le combat.

Néanmoins, dans ce processus, nous devons défendre les normes du débat raisonné, rejeter les amalgames et les dénonciations idéologiques faciles, en même temps que nous formulons collectivement des alternatives positives.

Par-dessus tout, nous devons apprendre des vies de Fanon, Mandela et de beaucoup d'autres si nous voulons avancer vers le point culminant du long arc de libération du colonialisme. ■

Le 12 mars 2024

Éléments bibliographiques : *Writers and Missionaries: Essays on the Radical Imagination* (Écrivains et Missionnaires. Essais sur l'imagination radicale), Adam Shatz, New York: Verso, 2023. *The Rebel's Clinic: The Revolutionary Lives of Frantz Fanon* (La clinique du rebelle : les vies révolutionnaires de Franz Fanon), Adam Shatz, New York: Farrar, Straus and Giroux, 2024.

22) Mark LeVine, directeur du programme d'études sur le Moyen-Orient à l'Université Californienne Irvine, a fourni à Al Jazeera des observations utiles sur les différences entre l'Algérie et la Palestine. Il suggère qu'une stratégie de renversement militaire de l'État sioniste, visant au départ de la population juive de la région « pourrait conduire à un retour de la Nakba, que de nombreux politiciens israéliens appellent de leurs vœux. »

23) Voir le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, Karl Marx, 1851.

24) Mandel pensait certainement que ceux qui dominent la société utiliseraient la violence pour protéger leurs intérêts et qu'il faudrait recourir à une autodéfense armée. Néanmoins, il notait : « *Aucun être humain normal ne préfère atteindre des objectifs sociaux par l'utilisation de la violence. Réduire au maximum la violence dans la vie politique devrait être un effort commun des courants progressistes et socialistes.* » Ernest Mandel, « The Marxist Case for Revolution Today », *Socialist Register* (London, Merlin Press, 1989), pages 159 à 184. Alors que le mouvement trotskiste organisé a depuis longtemps dépassé sa date de péremption, certains de ses écrits sur le terrorisme et la violence pourraient être relus avec profit. George Novack, un dirigeant du Socialist Workers Party des États-Unis lorsque celui-ci était encore à gauche, a écrit un essai sur le terrorisme en 1970. Il est principalement centré sur la différence entre actions individuelles et actions de masse, mais son appel à « l'expérience » et à « la raison » et sa conclusion selon laquelle « l'attitude marxiste est fondée sur des motivations d'efficacité révolutionnaire » constituent autant de mots d'ordre utiles. Voir George Novack, « Marxisme contre terrorisme néo-anarchiste », *International Socialist Review*, juin 1970.

# La grève des femmes continue

Le syndicalisme a une face féminine et cette idée est parfaitement saisie dans le documentaire conçu par Magda Maria Malinowska, réalisatrice polonaise, militante et membre du syndicat Initiative travailleuse (Inicjatywa Pracownicza). Son film *La grève des femmes continue* (1) – présenté en 2023 au festival des films féministes « Filma » en Ukraine – tisse ensemble deux fils de l'histoire : la lutte des travailleuses du soin de Poznan et les « *manifestations noires* » contre l'interdiction de l'avortement en Pologne. Dans une interview à la revue de gauche ukrainienne *Спільне/ Commons*, Magda Malinowska explique comment le militantisme et le tournage de documentaires s'articulent, et partage ses espérances politiques pour la lutte des femmes à travers le monde.



**Magda Maria Malinowska**

Entretien de Kateryna Turenko avec Magda Malinowska\*

**Comment l'idée de ce film a-t-elle émergé ? Comment as-tu décidé de croiser les sujets de lutte sociale et de lutte pour les droits des femmes ?**

Je suis syndicaliste depuis des années et, pour nous, les luttes ouvrières et les luttes pour les droits des femmes, c'est la même chose. À certaines périodes, nos comités syndicaux étaient totalement féminisés, par

exemple le comité de l'usine Greenkett. En 2011, pendant la crise, quand la plupart des gens avaient peur de perdre leur emploi, les femmes ouvrières de cette usine ont organisé une grève spontanée. Au même moment, avec le Centre d'analyses féministes, nous avons commencé

à soutenir des femmes qui occupaient des bâtiments vides à Wałbrzych. Wałbrzych est une ville minière qui a déperé et s'est dépeuplée après la transition. Le gouvernement a tout privatisé : les mines, les entreprises et les usines, avec comme conséquence un chômage de masse.

Des centaines de familles se sont installées dans les bâtiments vides avec l'approbation tacite des autorités. Beaucoup d'entre elles étaient des mères célibataires et lorsqu'elles étaient menacées d'être expulsées, elles organisaient des manifestations et des grèves de la faim. Certaines d'entre elles se sont débrouillées pour rester dans leurs logements, mais les médias les ont dépeintes comme un problème social, certains commentaires appelant à leur stérilisation. Ma collègue Gosia et moi-même avons produit un documentaire sur leurs conditions de vie et de travail. La

“*Des centaines de familles se sont installées dans les bâtiments vides avec l'approbation tacite des autorités. Beaucoup d'entre elles étaient des mères célibataires et lorsqu'elles étaient menacées d'être expulsées, elles organisaient des manifestations et des grèves de la faim.*”

question du travail se posait parce qu'il n'y avait que deux garderies publiques dans cette ville et elles ne pouvaient y avoir accès. Quand ces femmes allaient au travail dans des zones d'activité voisines, leurs enfants étaient laissés seuls.

L'enfant d'une de ces ouvrières est même tombé par la fenêtre alors qu'elle s'était endormie après son travail de nuit. Ces femmes voulaient organiser une garderie d'enfants auto-gérée gratuite où elles se relaieraient pour prendre soin des enfants. Elles travaillaient dans des usines et des entrepôts où elles étaient placées

\* Magda Maria Malinowska, diplômée en philosophie, en postproduction et en Doc Pro termine actuellement ses études en production cinématographique. Depuis 2005 elle milite dans le syndicat polonais Inicjatywa Pracownicza (Initiative travailleuse). Syndicaliste à Amazon elle a été licenciée en novembre 2021 pour ses activités syndicales et, en avril 2024, elle a gagné en appel son procès contre ce licenciement abusif. Kateryna Turenko est rédactrice, actrice et militante de l'organisation féministe de gauche FemSolution, une initiative horizontale et intersectionnelle qui s'engage actuellement à aider les femmes déplacées internes, à assister les victimes de l'agression russe dans les territoires désoccupés, à mettre en œuvre des projets éducatifs et à organiser des forums féministes. Cet entretien a été publié d'abord le 7 mars 2024 par la revue en ligne *Спільне/ Commons* en ukrainien et en anglais.

Ce film sur la lutte des femmes travaillant dans les crèches et jardins municipaux de Poznań (Pologne) pour obtenir un salaire décent et de meilleures conditions pour elles-mêmes et pour leurs enfants est disponible en version originale (interviews en polonais ou en anglais) sous-titré en allemand sur le site labournet. Traduit par François Coustal.

par des entreprises de travail temporaire ; elles avaient des emplois au jour le jour et, parfois, elles ne pouvaient se rendre au travail à cause de leurs enfants. Cette initiative de garderie gratuite aurait considérablement amélioré leur situation sur le marché du travail. Pourtant la ville leur a interdit de mettre en œuvre ce projet qui aurait nécessité l'affectation d'un bâti-



Magda Malinowska © Copyright Gli Stati Generali

ment pour garder les enfants, parmi les milliers qui étaient vides.

À Wałbrzych, l'interdépendance était clairement visible: un travail précaire, mal payé, alternant avec des périodes de chômage, des problèmes de logement et la crise de la garde d'enfants. Pour les femmes, c'était la crise dans tous les domaines. La même année, le gouvernement a changé les règles concernant les crèches, étendant les heures de travail de celles qui y travaillaient. À ce moment, les travailleuses des crèches nous ont rejointes revendiquant des subventions pour les gardes d'enfants, la construction de nouvelles crèches, l'abandon des projets de privatisation de ces institutions, la réduction de la participation des parents aux frais et l'augmentation des salaires. Au début, nous avons exprimé notre soutien de manière informelle en participant à des réunions dans le bureau du maire ou en organisant des initiatives communes, comme le blocage des voies de tramway dans le centre-ville. Comme nous le relatons dans le film, les fonctionnaires municipaux et le conseil municipal ont ignoré les travailleuses des crèches; aussi les filles ont décidé de se syndiquer.

Les travailleuses du secteur des soins étaient et sont toujours incroyablement actives. Leurs initiatives étaient centrées non seulement sur des augmentations de salaire temporaires mais plus généralement sur la modification des politiques budgétaires des autorités locales. Et les filles avaient le soutien des parents et d'autres groupes

de résidents. À cette époque la Pologne faisait face à une véritable crise du secteur des gardes d'enfants. Pendant la transition, plus de 70 % des garderies d'enfants ont été fermées. Pendant des années, cette infrastructure n'a pas été reconstruite et s'est de plus en plus détériorée, transférant le fardeau de ces décisions sur les femmes. Cela a fini par une explosion de colère et de protestations. Comme ces filles possédaient une quantité incroyable d'énergie, elles ont lié les problèmes généraux relatifs à la crise du secteur des soins avec leur propre situation de travail. J'ai essayé de filmer les actions qu'elles organisaient et leur participation à des réunions à l'hôtel de ville.

En 2017, le combat se poursuivait; le nouveau maire de Poznań avait promis d'augmenter le budget du secteur des soins mais il n'a pas tenu sa promesse, refusant d'augmenter les salaires des employées. En plus, le Congrès des femmes polonaises qui se considère lui-même comme la voix de toutes les femmes de Pologne lui a décerné le prix de l'égalité de genre – à lui, qui avait trompé les travailleuses. Comme nous ressentions la nécessité d'un support pour relancer le débat, nous avons décidé de créer un film qui montre la situation en ville et mette en

lumière le conflit. Avant même que cette réalisation soit achevée, les protestations de parents dont les enfants souffraient de handicap ont commencé et, ensuite des mouvements de protestation contre l'augmentation des restrictions à l'avortement.

Cela est naturellement interconnecté. Pour moi, c'était le point culminant de tout: de nouvelles coupes budgétaires dans le secteur du soin, un travail épuisant pour quelques centimes, un faible soutien pour les handicapés et leurs familles, des loyers en augmentation, une lutte constante pour survivre et joindre les deux bouts. Et, en même temps, forcer les femmes à donner la vie même à des enfants très malades et malgré la menace sur leurs propres vies.

Lors de la plus grande manifestation à Poznań en 2016, les travailleuses des crèches (dont celles que l'on voit dans le film) ont pris la parole, brandi des banderoles, crié dans des mégaphones et, plus tard, porté secours à des manifestantes qui avaient été exposées aux gaz lacrymogènes et qui s'étaient évanouies. Des femmes merveilleuses.

*“Comme ces filles possédaient une quantité incroyable d'énergie, elles ont lié les problèmes généraux relatifs à la crise du secteur des soins avec leur propre situation de travail.”*

**Dans le film, la grève et la lutte des femmes pour des salaires décents**

**pour le travail reproductif sont présentées à travers la grève contre le projet de loi interdisant l'avortement. Les images en noir et blanc des « manifestations noires » encadrent le film au début et à la fin, soulignant le lien entre l'une et l'autre. Comment le succès du combat syndical a-t-il influencé les « manifestations noires » ?**

Les travailleuses de la crèche ont menacé les conseillers de Poznań d'une grève et ce n'était pas une parole en l'air puisqu'elle a effectivement eu lieu, alors que les grèves ne sont pas habituelles dans les crèches. En général, les grèves sont rares en Pologne du fait d'une législation qui les limite en pratique. De plus, elles étaient les premières dans

notre syndicat à revendiquer une réduction du temps de travail à 25 heures par semaine. Aujourd'hui, il est plus facile de parler de la nécessité de réduire le temps de travail, mais c'était alors une revendication radicale. En articulant le fil des luttes sociales dans le secteur du soin avec les « manifestations noires » sous le slogan « *la grève des femmes se poursuit* », je voulais montrer que les femmes sont en permanence obligées de lutter à la fois au travail et à la maison et, finalement, pour l'accès aux soins médicaux, parce que l'avortement est de facto une procédure médicale. Cela signifie que les femmes font tout le travail reproductif qui nous permet de fonctionner, puis elles travaillent pour obtenir un salaire et finalement elles doivent s'emparer des rues.

Cette énergie féminine est tellement palpable que, à l'exception de l'extrême droite, tous les partis politiques qui ont participé aux élections en 2023 ont adressé des messages aux femmes. Il est significatif que lors du principal meeting de l'opposition, des hommes politiques se soient adressés aux femmes, les encourageant à voter, mais n'ont pas donné la parole à leurs collègues femmes. À la place, elles portaient des chemises rouges symbolisant l'amour, l'égalité, la liberté, la vie, etc. Ainsi, l'énergie des femmes est palpable mais, malheureusement, elle est lourdement instrumentalisée.

Cette énergie féminine est tellement palpable que, à l'exception de l'extrême droite, tous les partis politiques qui ont participé aux élections en 2023 ont adressé des messages aux femmes. Il est significatif que lors du principal meeting de l'opposition, des hommes politiques se soient adressés aux femmes, les encourageant à voter, mais n'ont pas donné la parole à leurs collègues femmes. À la place, elles portaient des chemises rouges symbolisant l'amour, l'égalité, la liberté, la vie, etc. Ainsi, l'énergie des femmes est palpable mais, malheureusement, elle est lourdement instrumentalisée.

**Est-ce que la situation des travailleuses a changé depuis la sortie du film ?**

En termes de droits des femmes, il n'y a pas eu de changements révolutionnaires. Cependant il y a eu quelques changements positifs. Le syndicat Initiative travailleuse (Inicjatywa Pracownicza), auquel j'appartiens, continue de croître avec de nouvelles adhésions et nous sommes maintenant près de 6 000 membres.

Cette année nous avons à nouveau organisé le Congrès Social des Femmes avec une centaine de femmes venant de différents lieux de travail et de toutes sortes de syndicats. Nous avons eu des discussions très précieuses, non seulement sur le plan symbolique mais aussi pour élaborer

des tactiques et des plans pour d'actions à venir. Par exemple, il s'est avéré que nous (ouvrières d'usine ou ouvrières d'entrepôts) n'étions pas les seules à revendiquer que l'on fasse des recherches sur la pénibilité de notre travail. Dans les maisons de retraite, avec un autre syndicat, les soignantes réclamaient la même chose. Une de leurs collègues s'était endommagé la colonne vertébrale en soulevant un patient lourd.

En outre, grâce à nos efforts, le nombre d'enfants pris en charge par des crèches publiques s'est accru au cours des dernières années. Il y a eu une modification dans le raisonnement qui considérait que ces soins sont un coût qui ne doit reposer que sur les épaules du budget du ménage. Depuis quelques années il y a eu un changement dans la rhétorique relative au soutien social aux familles avec enfants. Quand le gouvernement de droite a abaissé l'âge de la retraite et introduit le programme 500+ (allocations familiales par enfant), les libéraux disaient que cela allait ruiner le pays et que ces prestations devaient être immédiatement supprimées. Maintenant, peu de gens remettent en cause ces prestations. Cette fois-ci, avant les élections, les partis politiques se sont fait concurrence pour augmenter ces prestations au plus tôt. Malheureusement, après des années de protestation, le droit à l'avortement a été encore plus restreint.

Ceci a eu un impact massif sur l'accès des femmes enceintes aux soins de santé.

Une fois, ma collègue du syndicat a entendu un gynécologue affirmer que maintenant en Pologne les femmes devaient accoucher en toutes circonstances et qu'il n'y avait donc pas lieu de se faire du souci pour elles. On peut faire des tests prénataux, mais quel que soit le résultat, vous êtes forcée d'accoucher. Si le fœtus meurt, la grossesse doit se poursuivre, sans souci du risque de septicémie ou de mort. Les médecins ne veulent plus traiter de grossesses compliquées parce que si quelque chose tourne mal ils ne seront pas en capacité d'y mettre fin pour sauver la vie de la femme. Finalement, il vaut mieux ne pas tomber enceinte et ne pas donner la vie même si vous en avez envie parce que si quelque chose tourne mal vous serez toute seule.

Je connais plusieurs femmes qui voulaient avoir des enfants mais ont dû interrompre leur grossesse à l'étranger à cause de complications parce que si quelque chose se produisait elles n'auraient aucune aide en Pologne. Les femmes avec des grossesses non viables se rendent également à l'étranger. Pour elles c'est une double tragédie, non seulement parce qu'une grossesse désirée prend fin mais aussi parce qu'elles sont obligées de chercher de l'aide à l'étranger parce qu'en Pologne elles risquent la septicémie.

**La voix de Silvia Federici a une autorité en tant que femme américaine et elle a fourni un cadre conceptuel pour l'analyse des événements en Pologne. Ce qui est américain en tant qu'universel et ce qui est polonais en tant que local sont liés dans ce film. Nous savons également que vous avez mené une bataille longue et victorieuse contre Amazon après avoir été licenciée illégalement. En général, les protestations et les grèves contre Amazon sont liées aux conditions de travail, aux salaires ou encore à la sécurité au travail. Quelle est pour vous l'importance de la solidarité internationale et quelle est la grande différence entre les contextes américain et polonais ?**

L'interview avec Federici a eu lieu bien avant que naisse l'idée du film. Nous l'avons réalisée avec mon ami Krzysztof qui a traduit *Caliban et la sorcière : Femmes, corps et accumulation primitive*. Notre objectif



était d'élargir la discussion sur le rôle du travail non rémunéré dans le processus d'accumulation du capital. Silvia, cofondatrice du mouvement international pour la salarisation des tâches domestiques (International Wages for Housework Campaign), est non seulement une théoricienne très compétente, mais aussi une praticienne, et cette expérience fait d'elle une participante importante dans cette discussion.

Naturellement la solidarité transfrontalière ne se limite pas à un échange d'expériences. Après avoir été licenciée d'Amazon, j'ai reçu un immense soutien international. Mon syndicat a développé beaucoup d'effort pour populariser cette question. C'était important parce que Amazon essayait de me discréditer comme étant socialement nuisible, violant les normes sociales et tous les prétendus « principes moraux », mettant en danger les autres employées. En octobre un jugement de première instance m'a réintégrée. Je suis néanmoins en attente du procès en appel.

Chez Amazon, nous avons clairement fait l'expérience de la nécessité d'une action transfrontalière. Nous avons des conditions de travail et des politiques d'Amazon concernant les employés et les syndicats qui sont similaires partout dans le réseau. Nous savons qu'Amazon utilise les frontières pour nous diviser, nous affaiblir et nous exploiter le plus possible.

Quand les travailleurs allemands sont en grève, Amazon transfère ses commandes

vers la Pologne où ils annoncent des heures supplémentaires. En 2015, les travailleurs de l'entrepôt de Poznań se sont rebellés et ont ralenti le travail pendant la grève en Allemagne. Mais en règle générale, nos salaires sont si bas qu'on trouve toujours un groupe significatif qui est heureux de faire des heures supplémentaires. Donc c'est dans l'intérêt des travailleurs allemands que nous gagnions plus et refusions de faire des heures supplémentaires ; ils ont besoin de notre soutien lorsqu'ils font grève pour de meilleurs salaires en Allemagne et nous avons besoin de leur soutien pour nos revendications salariales.

Nous avons créé l'Internationale des Travailleurs d'Amazon où sont actifs des travailleurs de Pologne, d'Allemagne, de France, d'Italie, des États-Unis, d'Espagne, de Slovaquie et de bien d'autres pays. La bureaucratie syndicale ne nous intéresse pas. Nous syndiquons des travailleurs de base, au niveau des ateliers. Nous ne travaillons pas ensemble tous les jours, pourtant, pendant la pandémie, nous nous sommes rendu compte que les années passées à créer des liens, à faire des réunions, à échanger des informations nous ont permis durant la crise de mener des actions concertées rapides et efficaces grâce auxquelles nous avons pu exercer une pression intense et atteindre nos objectifs.

Presque partout dans le monde, des femmes des familles de la classe ouvrière – simplifions les choses et appelons-nous

simplement... des femmes – supportent le joug du travail non payé. C'est moins dans certains pays et nettement plus dans d'autres, mais c'est un problème mondial commun. Dans une large mesure, ce sont les femmes qui supportent les conséquences des crises, des coupes sociales et des privatisations. Dans un système économique capitaliste, cela est exceptionnellement oppressif contre les femmes, détruisant nos vies. C'est pourquoi les femmes sont un groupe qui possède un grand potentiel pour changer ce système. Nous avons besoin de social et de commun, pas des relations sociales imposées par le marché libre, pour vivre normalement, pas pour travailler comme des bœufs à la maison et au travail.

Cette énergie féminine a explosé récemment en Pologne est d'une importance mondiale et constitue un espace pour construire la solidarité. Il va de même en Ukraine. En tant que syndicat, nous avons essayé d'agir dans le cadre du convoi d'aide aux syndicalistes d'Ukraine. Nous sommes ensemble dans le même bateau. Bien sûr, les conditions de vie en Ukraine sont beaucoup plus difficiles en raison de la guerre. Néanmoins, nos deux pays sont un réservoir de main-d'œuvre bon marché pour les entreprises multinationales occidentales ou asiatiques. La situation sociale, politique et économique de chacun des deux pays influence fortement l'autre. C'est parfois très tangible : par exemple, le



Capture d'écran du film *The Women's Strike Continues*

minerai de fer de Kryvyi Rih est acheminé vers les aciéries polonaises. Nous devons coopérer avec les mouvements sociaux et les syndicats antiautoritaires.

Je crois qu'actuellement il n'existe pas une classe ouvrière unie internationalement qui puisse ignorer le contexte local et agir seulement pour la justice globale contre le capitalisme global, de manière à aussi toujours agir dans l'intérêt de la classe ouvrière mondiale même lorsque ce n'est pas dans l'intérêt des travailleurs locaux. Cela semble merveilleux, mais cela n'existe pas dans la réalité. Dans la vie quotidienne, nous fonctionnons dans un contexte local. C'est pourquoi en tant que Polonais nous ne luttons pas contre l'Union européenne, ce que ne comprennent pas certains camarades en France et en Allemagne. En Allemagne, la question de la Palestine et d'Israël est plus compliquée, et en Ukraine la gauche a adopté une stratégie pour soutenir le front. Nous savons que de nombreux cercles de gauche critiquent cela. Vivant moi-même en Pologne, je suis consciente que si je ne comprends pas le contexte local, je ne me sens pas autorisée à dire à d'autres ce qu'ils doivent faire dans des circonstances extrêmes.

La discussion sur l'Ukraine s'est un peu enlisée dans une confusion d'opinions sur la question de savoir s'il faut exiger la paix à tout prix, s'il faut capituler ou s'il faut maintenir le front. Je comprends que la gauche a une influence limitée sur ces questions, donc ce débat est finalement improductif. Dans le même temps, on ignore qu'en Ukraine s'affrontent non seulement des forces militaires mais aussi économiques. L'issue de ces affrontements peut profondément impacter la forme du travail et des relations sociales en Europe, particulièrement en Europe de l'Est et en Europe centrale. C'est pourquoi nous devrions rester unis dans cette bataille et la soutenir.

La question est de savoir si l'Ukraine va subir une nouvelle thérapie de choc accélérée ou si elle sera capable d'utiliser les troubles du temps de guerre et le sens de la communauté pour remettre en question les relations individualistes et libérales en faveur d'une société basée sur l'autogestion et la répartition équitable des biens.

En 2022, l'idée d'un film est venue sur la manière dont la guerre affecte le monde du travail, sur ses transformations, ses problèmes, ses besoins, comment il s'organise et comment, à la fin, ça se termine ? Ou, peut-être, comment ça commence ?

**Tu es une militante. Des réalisatrices**

**sont parfois éloignées du sujet qu'elles traitent, mais ce n'est pas ton cas. Comment cela influe sur tes films ?**

C'est une excellente question. Il y a quelques jours, j'ai lu un article critique sur le cinéma documentaire en Pologne, écrit par une chercheuse slovaque, Jadwiga Kutkova. Dans son texte, elle soulève la question de savoir pourquoi les documentaires polonais sont éloignés de la réalité polonaise et pourquoi de nombreux réalisateurs polonais choisissent pour leurs documentaires des sujets exotiques, comme le sort des enfants pauvres en Afrique, tout en ignorant leur propre réalité locale. Sa critique était que les gens voyagent à l'étranger pour chercher de la matière première et que dans le cinéma documentaire les cinéastes évitent d'explorer en profondeur les questions sociales et politiques. Et lorsque le cinéaste est militant, il est étiqueté comme n'étant pas d'abord un cinéaste et on dit que ses films ne peuvent pas être objectifs. Cependant, nous savons que les films ne sont jamais objectifs. Même dans les écoles de cinéma, on enseigne que l'idée d'objectivité au cinéma n'existe pas.

En même temps, il y a ce concept selon lequel il faut garder ses distances. Mais si dans le film tu gardes une distance envers tes personnages et ton sujet, la question est de savoir à quel point tu es capable d'y pénétrer profondément. Quand j'étais à l'école de Wajda, j'ai tellement entendu de la part de gens différents que je devais en finir avec le militantisme et devenir une réalisatrice de films.

Eliza Kubarska est une réalisatrice polonaise. Elle a fait des films exceptionnels dont l'un sur l'alpinisme, parce qu'elle est elle-même alpiniste. Son travail aborde certaines questions sociales dans une perspective partagée mais, dans ses interviews, elle mentionne souvent qu'elle essaie de garder de la distance. Donc elle choisit de faire des films à l'étranger pour s'assurer de cette distance et mentionne qu'elle n'est pas une militante, seulement une réalisatrice. Pour elle, le film est un instrument et elle s'abstient de tout militantisme, ce qui découle de la conviction profonde que l'on ne peut pas être en même temps militante

“ *Le monde du cinéma documentaire est également affecté par la pensée individualiste. On peut voir cela dans des documentaires qui se concentrent sur une ou deux personnes et qui fouillent leur psychologie et leur mentalité. Parfois cela rassemble à une auto-thérapie du réalisateur ou du héros du film.* ”

et réalisatrice.

Jusqu'à un certain point, je suis d'accord avec cela. Je veux dire que lorsqu'on regarde des films faits par des militants ce n'est souvent que le reportage d'une manifestation, une collection

d'informations. On peut discuter avec des gens de notre syndicat ou de notre groupe. Les gens me demandent souvent : « oh, vous avez fait des interviews ; maintenant vous pouvez faire un film ». Mais cela demande plus de travail ! Même si j'ai des interviews, cela prend des années pour en faire un film, de rentrer dans le problème, pour faire impression et impacter le spectateur. Autrement, on a des films idéologiques et dogmatiques ou se limitant à simplement montrer des actions.

Il est également vital d'archiver les protestations, les revendications et les problèmes des gens à partir de notre perspective et enregistrer ce que les gens autour de nous veulent dire. Mais il y a une différence entre ces matériaux d'archives ou des vidéos qu'il faut parfois faire dans l'urgence pour informer la société de quelque chose et des films. Je suis convaincue que nous ne pouvons pas prendre de distance. Aussi, nous devons l'accepter, plonger plus profondément et examiner certaines questions dans une perspective plus large. Ce n'est que si nous sommes partie prenante de quelque chose que nous pouvons aller en profondeur.

Par exemple, je ferais le film *La grève des femmes continue* différemment si je le faisais maintenant. À l'époque, l'objectif était de montrer les problèmes des gens et de souligner comment les autorités locales ignoraient ces problèmes. Et de pointer pourquoi nous devons changer notre manière de penser le secteur du soin. Je filmais généralement les protagonistes du film pendant la journée, à la maison, au travail ou pendant des événements. Les salariées se mettaient d'accord avec les directeurs pour que je puisse entrer pendant quelques minutes pouvoir enregistrer à l'intérieur des crèches. Bien sûr je ne pouvais le faire que lorsque les enfants dormaient. C'est pourquoi il semblait parfois que leur travail n'était pas si dur. Quand j'ai sorti le film, elles m'ont demandé « *Magda, pourquoi*

*tu ne nous as pas filmées au travail ?* » Pour elles, il était essentiel de montrer leur lieu de travail. Pour moi, ce n'était pas si évident à l'époque. Aussi, maintenant, je les filmerais surtout sur leur lieu de travail.

Quand j'ai commencé à travailler chez Amazon, j'ai pris conscience que c'était important de montrer le lieu de travail de l'intérieur. Bien sûr, ce n'est possible qu'à certains moments parce que ce serait un énorme problème pour les employeurs de montrer les réalités du lieu de travail. Au moins cela vaut le coup de démarrer la discussion sur la manière de filmer cela. Quand nous nous filmons nous-mêmes, notre travail et notre communauté d'employées, en fait nous brisons l'idée que le lieu de travail est juste une propriété privée.

Nous passons de nombreuses heures sur notre lieu de travail, nous y perdons notre santé et nous y construisons des relations communautaires. Un salarié n'est pas seulement un morceau de la propriété privée de l'employeur mais il ou elle est un être social sur le lieu de travail. Et nous devons considérer les lieux de travail comme parties prenantes de la vie publique, pas seulement comme une propriété privée.

Aujourd'hui, le monde du cinéma documentaire est également affecté par la pensée individualiste. On peut voir cela dans des documentaires qui se concentrent sur une ou deux personnes et qui fouillent leur psychologie et leur mentalité. Parfois cela rassemble à une auto-thérapie du réalisateur ou du héros du film. C'est pourquoi il y a autant de documentaires centrés sur les questions personnelles. De nombreuses lois protègent la vie privée, nos droits individuels et notre droit d'être auteur de film. Cependant aucun droit n'autorise celui qui fait le portrait d'une travailleuse sur son lieu de travail à montrer son corps, son travail et ses relations avec ses collègues parce que cela briserait le concept de vie privée.

On perçoit le monde du documentaire depuis une perspective capitaliste où le travail n'est pas important. Cependant la question du lieu de travail est en dehors du centre d'intérêt de tels films documentaires.

Nous ne construisons pas de communautés. Nous n'existons pas en tant que communautés. C'est un bon exemple montrant la connexion entre le système social et la création des films documentaires et la culture. De même que la culture d'une société a un grand impact, peut-être que la société et l'organisation de notre société ont un effet encore plus grand sur la fabrication de documentaires. Les réali-

sateurs de documentaires ne réalisent pas correctement comment ils font des films et pourquoi précisément sur tel ou tel sujet. Souvent, ce n'est pas un choix personnel, mais cela s'inscrit dans un contexte plus large – pas seulement l'éducation et le fait d'être issu de milieux aisés, ce qui donne accès à des moyens que nous n'avons pas. Il s'agit du fait de vivre dans une société capitaliste organisée par le marché libre, où la propriété privée est la chose la plus importante, plus importante que la santé des travailleurs, la subjectivité et la dignité.

### **Quel conseil donnerais-tu à des militantes qui voudraient réaliser des films ?**

Nous devons encourager la réflexion sur beaucoup de choses différentes comme la loi sur la propriété privée et nous devons le faire de bien des manières. Parfois, c'est bien de faire même un film simple, court mais d'essayer de briser quelques standards et de pousser la discussion sur quelques structures que nous contestons.

Il faut faire confiance aux personnes qui vont voir ces films et faire confiance à la capacité de notre société à réfléchir de façon indépendante. Notre rôle est de provoquer leur réflexion tout en modifiant quelques normes et quelques standards.

Mon conseil serait de questionner toute la structure du monde du cinéma : les normes et les règles avec lesquelles on fait des films. Il ne faut pas rester marginal. Et alors il y a une autre question : comment pouvons-nous devenir un courant dominant ? On peut le devenir en défiant le courant dominant actuel, tout en conservant le caractère lucide des films.

Nous devons provoquer l'industrie du film et la culture, son courant dominant, commencer à changer ses règles. L'organisation du monde du cinéma, ce que l'on peut montrer et ce que l'on ne peut pas montrer symbolise la façon dont notre société est structurée.

### **Le film se termine avec des cris : « cette grève est préventive ; il est temps de passer à la grève générale ». Quels sont vos espoirs politiques concernant la lutte pour les droits des femmes travailleuses à l'échelle mondiale ?**

J'ai de grands espoirs dans les luttes des ouvrières et des ouvriers, même si je comprends qu'il faut du temps pour les changements. Récemment, ma mère m'a

dit qu'elle n'avait pas rejoint le syndicat sur son lieu de travail parce qu'elle n'était plus motivée pour agir. Elle a lutté pendant l'état de guerre (instauré le 13 décembre 1981, NDLR) et beaucoup donné pour cette lutte et maintenant, chaque jour lorsqu'elle va au travail elle a le sentiment que leur combat a échoué. Cela devait déboucher sur la prospérité, la liberté et la justice, mais c'est complètement différent : exploitation, inégalité, agitation et manque de stabilité. Si nous abandonnons, nous perdrons, si nous nous laissons bernier et tromper comme les travailleurs polonais des années 1980. En tant que mouvement, nous devons toujours être en lutte. Les étapes sont différentes ; parfois nous sommes plus faibles, parfois nous sommes plus forts, mais nous ne pouvons pas nous rendre. Car cela signifierait qu'au lieu d'avancer nous reculons. Et lorsque nous reculons parce que nous avons des moments de faiblesse, alors nous reculons de cinq pas au lieu de deux.

Je crois que des discussions à propos de ce que nous voulons nous manquent. Comment imaginons-nous l'Ukraine après la guerre, que devrait être la vie digne des ouvrières et des ouvriers ? Comment imaginer l'organisation du travail dans l'usine pour que les gens y aillent avec plus d'enthousiasme ? Comment imaginer les budgets municipaux, l'espace public, le soutien à l'agriculture et à un environnement sain, l'organisation de notre cour commune ?

Bien souvent nous partageons des problèmes et cependant, ensuite, nous nous asseyons devant la télévision et regardons des films ou des séries dont les héros principaux sont bien souvent des individus de la classe moyenne occidentale. Sommes-nous capables d'envisager la vie sans capitalisme, sans propriété privée ? Je veux que nos films documentaires ne montrent pas seulement les vies difficiles et misérables des travailleuses ou des travailleurs protestant en réaction contre quelque chose. J'aimerais qu'ils provoquent un changement dans la manière de penser à travers le monde et nous rapprochent d'un monde sans exploitation. Je sais bien qu'un film ne changera rien. Cependant, c'est un outil qui influence la pensée collective. La culture de masse façonne des points de vue, des normes et des coutumes. Grâce au cinéma, nous pouvons introduire quelques ferments dans ce processus. ■

Le 7 mars 2024

# Franz Kafka, esprit libertaire

À l'occasion du centenaire de sa mort, Michael Löwy raconte la critique libertaire de Kafka envers l'État, figure autoritaire, bureaucratique et autonome de la société et de l'humanité.

Par  
Michael Löwy\*

Kafka était un esprit libertaire. Certes, son œuvre ne saurait être réduite à une doctrine politique, quelle qu'elle soit. L'écrivain ne produit pas des discours, mais crée des individus et des situations, et exprime dans son œuvre des sentiments, des attitudes, une *Stimmung* (1). Le monde symbolique de la littérature est irréductible au monde discursif des idéologies : l'œuvre littéraire n'est pas un système conceptuel abstrait, à l'instar des doctrines philosophiques ou politiques, mais création d'un univers imaginaire concret de personnages et de choses (2).

Cependant, cela n'interdit pas d'exploiter les passages, les passerelles, les liens souterrains entre son esprit anti-autoritaire, sa sensibilité libertaire, ses sympathies pour l'anarchisme, d'une part, et ses principaux écrits, de l'autre. Ces passages nous ouvrent un accès privilégié à ce qu'on pourrait appeler le *paysage interne* de l'œuvre de Kafka.

## Kafka et les anarchistes

Trois témoignages de contemporains tchèques documentent la sympathie que l'écrivain pragois portait aux socialistes libertaires tchèques et sa participation à certaines de leurs activités. Au début des années trente, lors de ses recherches en vue de la rédaction du roman *Stefan Rott* (1931), Max Brod recueille des renseignements auprès de l'un des fondateurs du mouvement anarchiste tchèque, Michal Kacha. Ils concernent la présence de Kafka aux réunions du Klub Mladych (Club des

Jeunes), organisation libertaire, antimilitariste et anticléricale, fréquentée par plusieurs écrivains tchèques (S. Neumann, Mares, Hasek). Intégrant ces informations – qui lui furent « confirmées d'autre part » – Brod note dans son roman que Kafka « assistait souvent, dans le silence, aux séances du cercle. Kacha le trouvait sympathique et l'appelait "Klidas", ce qu'on pourrait traduire par "le taciturne" ou plus exactement suivant l'argot tchèque par "colosse de silence" ». Max Brod n'a jamais mis en question la véracité de ce témoignage, qu'il citera à nouveau dans sa biographie de Kafka (3).

Le deuxième témoignage est celui de l'écrivain anarchiste Michal Mares, qui avait fait la connaissance de Kafka dans la rue – ils étaient voisins. Selon Mares, dont le document fut publié par Klaus Wagenbach en 1958, Kafka était venu, suivant son invitation, à une manifestation contre l'exécution de Francisco Ferrer, l'éducateur libertaire espagnol, en octobre 1909. Au cours des années 1910-12 il aurait assisté à des conférences anarchistes sur l'amour libre, sur la Commune de Paris, sur la paix et contre l'exécution du militant parisien Liabeuf, organisées par le Club des Jeunes, l'association Vilem Körber (anticléricale et antimilitariste), et par le Mouvement anarchiste tchèque. Il aurait même, à quelques reprises, payé cinq couronnes de caution pour faire libérer son ami de la prison. Mares insiste, de façon analogue à Kacha, sur le silence de Kafka : « À ma connaissance, Kafka n'appartenait à aucune de ces organisations anarchistes, mais il avait pour elles les fortes sympathies d'un homme sensible et ouvert aux problèmes sociaux. Cependant, malgré l'intérêt qu'il portait à ces réunions (vu son assiduité), il n'intervenait jamais dans les discussions ». Cet intérêt se manifesterait aussi dans ses lectures – les *Discours d'un rebelle* de Kropotkine (cadeau de Mares lui-même), ainsi que des écrits des frères Reclus, de Bakounine et de Jean Grave – et dans ses sympathies : « le destin de l'anarchiste français Ravachol ou la tragédie



Michael Löwy

\* Michael Löwy, militant de la IV<sup>e</sup> Internationale, est l'auteur, entre autres, du livre *Franz Kafka, rêveur insoumis*, Orange, éditions du Retrait, 2024.

d'Emma Goldman qui édita Mother Earth, le touchaient tout particulièrement » (4).

Le troisième document, ce sont les *Conversations avec Kafka* de Gustav Janouch, paru dans une première édition en 1951 et dans une deuxième, considérablement élargie, en 1968. Ce témoignage, qui se réfère à des échanges avec l'écrivain pragois au cours des dernières années de sa vie (à partir de 1920), suggère que Kafka gardait sa sympathie pour les libertaires. Non seulement il qualifie les anarchistes tchèques d'hommes « très gentils et très gais », « si gentils et si amicaux qu'on se voit obligé de croire en chacune de leurs paroles », mais les idées politiques et sociales qu'il exprime au cours de ces conversations restent fortement marquées par le courant libertaire.

Par exemple, sa définition du capitalisme comme « un système de rapports de dépendance » où « tout est hiérarchisé, tout est dans les fers » est typiquement anarchiste, par son insistance sur le caractère autoritaire de ce système – et non sur l'exploitation économique comme le fait le marxisme. Même son attitude sceptique envers le mouvement ouvrier organisé semble inspirée par la méfiance libertaire envers les partis et institutions politiques : derrière les ouvriers qui défilent « s'avancent déjà les secrétaires, les

1) « Ambiance », en allemand.

2) Cf. Lucien Goldmann, « Materialisme dialectique et histoire de la littérature », *Recherches Dialectiques*, Paris, Gallimard, 1959, pp. 45-64.

3) Max Brod, *Franz Kafka*, pp. 135-136

4) Michal Marès, « Comment j'ai connu Franz Kafka », publié en annexe dans Klaus Wagenbach, *Franz Kafka. Années de jeunesse* (1883-1912), Paris, Mercure de France, 1967, pp. 253-249.

bureaucrates, les politiciens professionnels, tous les sultans modernes dont ils préparent l'accès au pouvoir... La révolution s'évapore, seule reste alors la vase d'une nouvelle bureaucratie. Les chaînes de l'humanité torturée sont en papiers de ministères» (5).

L'hypothèse suggérée par ces documents – l'intérêt de Kafka pour les idées libertaires – est confirmée par certaines références dans ses écrits intimes. Par exemple, dans son journal on trouve cet impératif catégorique : « Ne pas oublier Kropotkine ! » ; et dans une lettre à Max Brod de novembre 1917, il manifeste son enthousiasme pour un projet de revue (*Feuilles de combat contre la volonté de puissance*) proposé par l'anarchiste freudien Otto Gross (6). Sans oublier l'esprit libertaire qui semble inspirer certaines de ses déclarations ; par exemple, la petite remarque caustique qu'il fit un jour à Max Brod, en se référant à son lieu de travail, le Bureau des assurances sociales (où des ouvriers victimes d'accidents venaient plaider leurs droits) : « Comme ces hommes-là sont humbles... Ils viennent nous solliciter. Au lieu de prendre la maison d'assaut et de tout mettre à sac, ils viennent nous solliciter » (7).

L'intérêt de l'épisode anarchiste dans la biographie de Kafka (1909-1912) – souvent ignoré ou nié par les « spécialistes » – c'est qu'il nous offre une des clés les plus éclairantes pour la lecture de l'œuvre – en particulier des écrits à partir de l'année 1912. Je dis bien une des clés, parce que le charme de cette œuvre vient aussi de son caractère éminemment polysémique, irréductible à toute interprétation univoque. L'ethos libertaire s'exprime dans différentes situations qui sont au cœur de ses principaux textes littéraires, mais avant tout par la façon radicalement critique dont est représenté le visage obsédant et angoissant de la non-liberté : l'autorité. Comme l'a si bien dit André Breton, « nulle œuvre ne milite tant contre l'admission d'un principe souverain extérieur à celui qui pense » (8).

## Kafka contre l'autorité oppressive

Un anti-autoritarisme d'inspiration libertaire traverse l'ensemble de l'œuvre romanesque de Kafka, dans un mouvement

de « dé-personnalisation » et réification croissante : de l'autorité paternelle et personnelle vers l'autorité administrative et anonyme (9). Encore une fois, il ne s'agit pas d'une quelconque doctrine politique, mais d'un état d'esprit et d'une sensibilité critique – dont la principale arme est l'ironie, l'humour, cet humour noir qui est, selon André Breton, « une révolte supérieure de l'esprit » (10).

Cette attitude a des racines intimes et personnelles dans son rapport au père. L'autorité despotique du *pater familias* est pour l'écrivain l'archétype même de la tyrannie politique. Dans sa « Lettre au Père » (1919) Kafka se souvient : « Tu pris à mes yeux le caractère énigmatique qu'ont les tyrans dont le droit ne se fonde pas sur la réflexion, mais sur leur propre personne ». Confronté au traitement brutal, injuste et arbitraire des employés par son père, il se sent solidaire des victimes : « Cela me rendit le magasin insupportable, il me rappelait trop ma propre situation à ton égard. [...] C'est pourquoi j'appartenais nécessairement au parti du personnel » (11).

Les principales caractéristiques de l'autoritarisme dans les écrits littéraires de Kafka sont : 1) l'arbitraire : les décisions sont imposées d'en haut, sans aucune justification – morale, rationnelle, humaine –, souvent en formulant des exigences démesurées et absurdes envers la victime ; 2) l'injustice : la culpabilité est considérée – à tort – comme évidente, allant de soi, sans nécessité de preuve, et les punitions sont totalement disproportionnées à la « faute » (inexistante ou triviale).

Dans son premier écrit majeur, *le Verdict* (1912), Kafka met en scène uniquement l'autorité paternelle ; c'est aussi un des rares écrits où le héros (Georg Bendemann) semble se soumettre entièrement et sans résistance au verdict autoritaire :

“Sa définition du capitalisme comme « un système de rapports de dépendance » où « tout est hiérarchisé, tout est dans les fers » est typiquement anarchiste, par son insistance sur le caractère autoritaire de ce système.”



l'ordre intime par le père à son fils de se jeter dans la rivière ! Comparant cette nouvelle avec *le Procès*, Milan Kundera observe : « La ressemblance entre les deux accusations, culpabilisations et exécutions trahit la continuité qui lie l'intime "totalitarisme" familial à celui des grandes visions de Kafka » (12). À ceci près que dans les deux grands romans (*le Procès* et *le Château*) il s'agit d'un pouvoir « totalitaire » parfaitement anonyme et invisible.

L'Amérique (1913-14) constitue à cet égard un ouvrage intermédiaire : les personnages autoritaires sont tantôt des figures paternelles (le père de Karl Rossman et l'Oncle Jakob) et tantôt des hauts administrateurs de l'hôtel (le Chef du Personnel et le Portier en Chef). Mais même ces derniers gardent un aspect de tyrannie personnelle, associant la froideur bureaucratique avec un despotisme individuel mesquin et brutal. Le symbole de cet

5) G. Janouch, *Kafka m'a dit*, Paris, Calmann-Lévy, 1952, pp. 70, 71, 135, 107, 108, 141.

6) F. Kafka, *Diaries et Briefe*, Fischer Verlag, 1975, p. 196. Voir sur Kafka et Otto Gross, G. Baioni, *Kafka. Letteratura ed Ebraismo*, Torino, Einaudi, 1979, pp. 203-205.

7) M. Brod, *Franz Kafka*, Paris, Gallimard, 1945, pp. 132-133.

8) A. Breton, *Anthologie de l'humour noir*, p.264.

9) Pour une analyse plus détaillée de l'anarchisme et du romantisme dans l'œuvre de Kafka je renvoie à mon livre *Rédemption et Utopie. Le judaïsme libertaire en Europe centrale*, Paris, PUF, 1988, ch. 5.

10) A. Breton, « Paratonnerre », introduction à *L'Anthologie de l'humour noir*, p. 11.

11) Kafka, « Lettre au Père », 1919, in *Préparatifs de nocce à la campagne*, Paris, Gallimard, 1957, pp. 165, 179.

12) M. Kundera, « Quelque part là-dedans », *Le Débat* n° 8, juin 1981, p. 58.



autoritarisme punitif surgit dès la première page du livre : démystifiant la démocratie américaine, représentée par la célèbre statue de la Liberté à l'entrée du port de New York, Kafka remplace dans ses mains la torche par une épée... Dans un monde sans justice ni liberté, la force nue, le pouvoir arbitraire semblent régner sans partage. La sympathie du héros va aux victimes de cette société : par exemple, le chauffeur du premier chapitre, qui incarne « *la souffrance d'un pauvre homme soumis aux puissants* », où la mère de Thérèse, poussée au suicide par la faim et la misère. Il trouve des ami-es et des alliés du côté des pauvres : Thérèse elle-même, l'étudiant, les habitants du quartier populaire qui refusent de le livrer à la police – parce que, écrit Kafka dans un commentaire révélateur, « *les ouvriers ne sont pas du côté des autorités* » (13).

## La machine bureaucratique

Du point de vue que nous intéresse ici, le grand tournant dans l'œuvre de Kafka, c'est la nouvelle *la Colonie pénitentiaire*, écrite peu après *l'Amérique*. Il y a peu de textes dans la littérature universelle qui présentent l'autorité sous un visage aussi injuste et meurtrier. Il ne s'agit pas du pouvoir d'un individu – les Commandants (Ancien et Nouveau) ne jouent qu'un rôle secondaire dans le récit – mais de celui d'un *mécanisme impersonnel*.

Le cadre du récit est le colonialisme... français. Les officiers et commandants de la colonie sont français, tandis que les humbles soldats, les dockers, les victimes devant être exécutées sont des « *indigènes* » qui « *ne comprennent pas un seul mot de français* ». Un soldat « *indigène* » est condamné à mort par des officiers dont la doctrine juridique résume en peu de mots la quintessence de l'arbitraire : « *la culpabilité ne doit jamais être mise en doute !* ». Son exécution doit être accomplie par une machine à torturer qui écrit lentement sur son corps avec des aiguilles qui le transpercent : « *Honore tes supérieurs* ».

13) F. Kafka, *Amerika*, Frankfort, Fischer Verlag, 1956, p. 15, 161.

14) Kafka, « In der Strafkolonie », *Erzählung und kleine Prosa*, New York, Schocken Books, 1946, pp. 181-113. Moloch ou Molech est une divinité dont le culte était pratiqué dans la région de Canaan selon la Bible. Il apparaît dans la Bible dans un contexte lié à des sacrifices d'enfants par le feu.

15) W. Benjamin, « Lettre à G. Scholem », 1938, *Correspondance*, Paris, Aubier, 1980, II, p. 248.

16) A. Breton, *Anthologie de l'humour noir*, p. 263.

17) Kafka, *le Château*, Paris, Gallimard, 1972, p. 562.

Le personnage central de la nouvelle n'est ni le voyageur qui observe les événements avec une muette hostilité, ni le prisonnier, qui ne réagit point, ni l'officier qui préside à l'exécution, ni le Commandant de la colonie. C'est *la Machine elle-même*.

Tout le récit tourne autour de ce sinistre *appareil* (*Apparat*), qui semble de plus en plus, au cours de l'explication très détaillée que l'officier donne au voyageur, comme une *fin en soi*. L'Appareil n'est pas là pour exécuter l'homme, c'est plutôt celui-ci qui est là pour l'Appareil, pour fournir un corps sur lequel il puisse écrire son chef-d'œuvre esthétique, son inscription sanglante illustrée de « *beaucoup de florilèges et embellissements* ». L'officier lui-même n'est qu'un serviteur de la Machine, et finalement, se sacrifie lui-même à cet insatiable Moloch (14).

À quelle « *Machine de pouvoir* » concrète, à quel « *Appareil d'autorité* » sacrificateur de vies humaines, pensait Kafka ? *La Colonie pénitentiaire* a été écrit en octobre 1914, trois mois après l'éclatement de la Grande Guerre ...

Dans *le Procès* et *le Château* on retrouve l'autorité comme « *appareil* » hiérarchisé, abstrait, impersonnel : les bureaucrates, quel que soit leur caractère brutal, mesquin ou sordide, ne sont que des rouages de ce mécanisme. Comme l'observe avec acuité Walter Benjamin, Kafka écrit du point de vue du « *citoyen moderne qui se sait livré à un appareil bureaucratique impénétrable dont la fonction est contrôlée par des instances qui restent floues même à ses organes d'exécution, a fortiori pour ceux qu'il manipule* » (15).

L'œuvre de Kafka est à la fois profondément enracinée dans son environnement pragois – comme l'observe André Breton, elle « *épouse tous les charmes, tous les sortilèges* » de Prague (16) – et parfaitement universelle. Contrairement à ce que l'on prétend souvent, ses deux grands romans ne sont pas une critique du vieil état impérial austro-hongrois, mais de l'appareil étatique dans ce qu'il a de plus *moderne* : son caractère anonyme, impersonnel, en tant que système bureaucratique aliéné, « *chosifiée* », autonome, transformé en but en soi.

Un passage du *Château* est particulièrement éclairant de ce point de vue : c'est celui – petit chef-d'œuvre d'humour noir – où le maire du village décrit l'appareil

« *Contrairement à ce que l'on prétend souvent, ses deux grands romans ne sont pas une critique du vieil état impérial austro-hongrois, mais de l'appareil étatique dans ce qu'il a de plus moderne : son caractère anonyme, impersonnel, en tant que système bureaucratique aliéné, « chosifiée », autonome, transformé en but en soi.* »

officiel comme une machine autonome qui semble travailler « par elle-même » : « *On dirait que l'organisme administratif ne peut plus supporter la tension, l'irritation qu'il a endurée des années par la faute de la même affaire, peut-être infime en soi d'ailleurs, et qu'il prononce de lui-même le verdict sans le secours des fonctionnaires* » (17). Cette profonde intuition du mécanisme bureaucratique comme engrenage aveugle, dans lequel les rapports entre individus deviennent une chose, un objet indépendant, c'est un des aspects les plus modernes, les plus actuels, les plus lucides de l'œuvre de Kafka.

L'inspiration libertaire est inscrite au cœur des romans de Kafka, qui nous parlent de l'État – que ce soit sous la forme de « *l'administration* » ou de la « *justice* » – comme d'un système de domination impersonnel qui écrase, étouffe ou tue les individus.



C'est un monde angoissant, opaque, incompréhensible, où règne la non-liberté. On a souvent présenté *le Procès* comme un ouvrage prophétique : l'auteur aurait prévu, avec son imagination visionnaire, la justice des États totalitaires, les procès nazis ou stalinien. Bertolt Brecht, pourtant compagnon de route de l'URSS, observait, dans une conversation avec Walter Benjamin à propos de Kafka, en 1934 (avant même les procès de Moscou) : « *Kafka n'a qu'un seul problème, celui de l'organisation. Ce qui l'a saisi, c'est l'angoisse devant l'État-fourmilière, la façon dont les hommes s'aliènent eux-mêmes par les formes de leur vie commune. Et il a prévu certaines formes de cette aliénation, comme par exemple les méthodes de la GPU* » (18).

## Contre l'État

Sans mettre en doute la pertinence de cet hommage à la clairvoyance de l'écrivain pragois, il faut néanmoins rappeler que Kafka ne décrit pas dans ses romans des États « d'exception » : une des plus importantes idées – dont la parenté avec l'anarchisme est évidente – suggérées par son œuvre, c'est la nature aliénée et oppressive de l'État « normal », légal et constitutionnel. Dès les premières lignes du *Procès*, il est dit clairement : « *K. vivait bien dans un État de*

*droit (Rechtstaat), la paix régnait partout, toutes les lois étaient en vigueur, qui osait donc l'assaillir dans sa maison ?* » (19). Comme ses amis, les anarchistes pragois, il semble considérer toute forme d'État, l'État en tant que tel, comme une hiérarchie autoritaire et liberticide.

L'État et sa justice sont aussi, par leur nature intime, des systèmes *mensongers*. Rien n'illustre mieux cela que le dialogue, dans *le Procès*, entre K. et l'abbé, au sujet de l'interprétation de la parabole sur le gardien de la loi. Pour l'abbé, « *douter de la dignité du gardien, ce serait douter de la Loi* » – argument classique de tous les représentants de l'ordre. K. objecte que si l'on adopte cet avis, « *il faut croire tout ce que dit le gardien* », ce qui lui semble impossible :

« *Non, dit l'abbé, on n'est pas obligé de croire vrai tout ce qu'il dit, il suffit qu'on le tienne pour nécessaire.*

– *Triste opinion, dit K., elle élèverait le mensonge à la hauteur d'une règle du monde.* » (20)

Comme l'observe très justement Hannah Arendt dans son essai sur Kafka, le discours de l'abbé révèle « *la théologie secrète et la croyance intime des bureaucrates comme croyance dans la nécessité pour soi, les bureaucrates étant en dernière analyse des fonctionnaires de la nécessité* » (21).

La hiérarchie bureaucratique et juridique constitue une immense organisation qui selon Joseph K, la victime du *Procès*, « *non seulement utilise des gardiens vénaux, des inspecteurs et des juges d'instruction stupides, mais qui entretient encore toute une magistrature de haut rang avec son indispensable cortège de valets, de scribes, de gendarmes et autres auxiliaires, peut-être même de bourreaux, je ne recule pas devant le mot* » (22). En d'autres mots : l'autorité d'État tue. Joseph K. fera la rencontre des bourreaux dans le dernier chapitre du livre, lorsque deux fonctionnaires le mettent à mort, « *comme un chien* ». Le « *chien* » constitue chez Kafka une catégorie éthique – sinon métaphysique : est décrit ainsi celui qui se soumet servilement aux autorités, quelles qu'elles soient. Le commerçant Block agenouillé aux pieds de l'avocat est un exemple typique : « *Ce n'était plus là un client, c'était le chien de l'avocat. Si celui-ci lui avait commandé d'entrer sous le lit en rampant et d'y aboyer comme du fond d'une niche, il l'aurait fait avec plaisir* ». La honte qui doit survivre à Joseph K. (dernier mot du *Procès*), est celle d'être mort « *comme un chien* », en se soumet-

tant sans résistance à ses bourreaux. C'est le cas aussi du prisonnier de *la colonie pénitentiaire*, qui n'essaye même pas de s'échapper et se comporte avec une soumission « canine » (*hündisch*) (23).

Le jeune Karl Rossmann, dans *L'Amérique*, est l'exemple de quelqu'un qui essaye – sans toujours réussir – de résister aux « *autorités* ». À ses yeux ne deviennent des chiens que « *ceux qui veulent bien se laisser faire* ». Le refus de se soumettre et de ramper comme un chien apparaît ainsi comme le premier pas vers la marche debout, vers la liberté. Mais les romans de Kafka n'ont pas de « héros positifs », ni d'utopies d'avenir : ce dont il s'agit, c'est de montrer, avec ironie et lucidité, la *facies hippocratica* (24) de notre époque.

Ce n'est pas un hasard si le mot « *kafkaïen* » est entré dans le langage courant : il désigne un aspect de la réalité sociale que la sociologie ou la science politique tendent à ignorer, mais que la sensibilité libertaire de Kafka avait merveilleusement réussi à capter : la nature *oppressive* et *absurde* du cauchemar bureaucratique, l'*opacité*, le caractère impénétrable et incompréhensible des règles de la hiérarchie étatique, tels qu'ils sont vécus *par en bas* et *de l'extérieur* – contrairement à la science sociale qui s'est limitée généralement à examiner la machine bureaucratique de « *l'intérieur* » ou par rapport à ceux « *d'en haut* » (l'État, les autorités, les institutions) : son caractère « *fonctionnel* » ou « *dysfonctionnel* », « *rationnel* » ou « *pré-rationnel* ».

La science sociale n'a pas encore élaboré un concept pour cet « effet d'oppression » du système bureaucratique réifié, qui constitue sans doute un des phénomènes les plus caractéristiques des sociétés modernes, quotidiennement vécu par des millions d'hommes et de femmes. En attendant, cette dimension essentielle de la réalité sociale continuera d'être désignée par référence à l'œuvre de Kafka... ■

Le 17 juin 2024

18) Cf. W. Benjamin, *Essais sur Brecht*, Paris, Maspero, 1969, p. 132.

19) Kafka, *Der Prozess*, Francfort, Fischer Verlag, 1979, p. 9.

20) Kafka, *le Procès*, Paris, Gallimard, 1985, p. 316. H. Arendt, *Sechs Essays*, Heidelberg, Lambert Schneider, 1948, p. 133.

21) *Le Procès*, p. 98, souligné par moi.

22) F. Kafka, *Le Procès*, pp. 283, 309, 325 et *In der Strafkolonie*, p. 181.

23) Face profondément altérée et qui annonce une mort prochaine.



## Pourquoi la classe compte. Capitalisme, genre et conscience de classe

« Pourquoi la classe compte », autrement dit pourquoi la structure de classe a des conséquences sur, non seulement, les champs « macros » (évolutions et affrontements sociaux et politiques) mais sur la conscience des individu-es et des groupes jusqu'aux rapports interindividuels.

Cet ouvrage (paru initialement en 2000) du sociologue américain Erik Olin Wright (1947-2019) apporte un éclairage original et important à l'étude des classes sociales. Edité en français en 2024, il a été traduit et postfacé par Ugo Palheta. « *Le mot de classe ne sera jamais un mot neutre aussi longtemps qu'il y aura des classes* » a écrit Pierre Bourdieu (1); la formule est juste même s'il peut paraître paradoxal de citer Bourdieu (dont la sociologie, aux apports indéniables, se différencie du marxisme) au début d'un article consacré au livre d'un auteur qui, pour sa part, s'est durant la plus grande partie de son itinéraire, référé au marxisme tout en étant soucieux de le confronter inlassablement à la réalité.

Dans cet ouvrage, la démarche d'Olin Wright se différencie donc largement de celles de la plupart des chercheurs marxistes. Ceux-ci, comme il le note dans ses conclusions, « *se fondent traditionnellement plutôt sur des méthodes historiques et qualitatives dans leurs recherches empiriques* ». Cela, on le sait, a donné lieu à des travaux qui ont fait progresser la connaissance (2). Olin Wright, pour sa part, utilise ici les méthodes de l'analyse quantitative (enquêtes par questionnaires) pour faire



Erik Olin Wright

Séminaire de la Fondation Rosa Luxemburg.  
© Stiftung - CC BY 2.0

apparaître en quoi la classe « compte » ou ne compte pas.

### Dépasser l'analyse schématique

Mais, en préalable, il construit une structure de classe qui ne dérive pas des catégories de la population active construites, en France par exemple, par la statistique officielle (les PCS de l'INSEE en France) mais est fondée sur le marxisme et la place fondamentale des rapports de propriété et de l'exploitation (il se démarque ainsi d'autres d'analyses des classes, telles celles de Max Weber et de Bourdieu). Cela le conduit à opérer une première distinction, fondée sur la propriété des moyens de production, entre ceux qui ne peuvent subsister qu'en vendant leur force de travail et ceux qui détiennent un capital, eux-mêmes subdivisés entre capitalistes (au moins dix salariés), petits employeurs (2 à 9), petite bourgeoisie (1 au maximum).

Mais Olin Wright entend aussi et surtout analyser le conglomerat majoritaire que constituent les salariés sans adopter la solution habituelle qui consiste à regrouper dans une « classe moyenne » (parfois qualifiée de petite bourgeoisie) à géométrie et à fondements variables ceux qui ne peuvent être classés ni parmi les prolétaires ni parmi les bourgeois. Il souligne que s'en tenir au critère de la propriété des moyens de production « *amène à positionner 85 à 90 % de la force de travail des pays capitalistes les plus développés dans une seule classe (la classe travailleuse). En un certain sens, cela reflète une vérité profonde concernant le capitalisme à savoir qu'une large partie de la population est séparée des moyens de production et doit vendre sa force de travail sur le marché du travail pour survivre.* » Néanmoins, c'est insuffisant, « *si l'on souhaite notamment que la structure de classe nous aide à expliquer la conscience de classe, la formation de classe et le conflit de classe* ». Dans le schéma d'Olin Wright, la condition de salarié-e ne suffit pas à caractériser une seule position de classe. La « classe moyenne » salariée correspond à « *un ensemble de positions liées au processus d'exploitation et de domination de manière contradictoire* ».

### Distinguer les classes sociales

Pour analyser le salariat dans sa totalité, il introduit donc deux types de distinc-

Erik Olin Wright, *Pourquoi la classe compte. Capitalisme, genre et conscience de classe*, Paris, Amsterdam, 2024, 400 p., 25 €, 2024.



tions : la place dans la hiérarchie et l'autorité d'une part, les qualifications d'autre part. Ainsi parmi les travailleurs « de base » non-encadrants, Olin Wright distingue trois positions selon le niveau de qualification : non qualifiés, qualifiés, hautement qualifiés. Il procède de même pour les cadres supérieurs et le petit encadrement. Cela le conduit à distinguer neuf catégories parmi les salariés. Olin Wright remarque que le schéma ainsi construit n'inclut pas, par exemple, les « *capitalistes qui ne sont pas techniquement des "employeurs"* », c'est-à-dire ceux qui vivent essentiellement de revenus du capital sans être eux-mêmes des patrons. Mais son objectif est d'abord de construire un schéma théorique apte à être utilisé dans des enquêtes quantitatives produisant des résultats comparables dans divers pays, enquêtes qui confirmeront ou infirmeront la solidité de ses hypothèses.

Olin Wright met l'accent sur l'importance d'étudier les différences et les similitudes entre les salariés non prolétariens et les prolétaires au sens strict. Les premiers, donc, occupant des « *positions contradictoires au sein des rapports de classe* », à la fois exclus de la propriété des moyens mais en même temps distincts – dans une mesure plus ou moins grande – de la « *classe travailleuse* ». Les réponses aux questionnaires permettent d'en appréhender certaines dimensions, notamment pour ce qui est de la vision du conflit capital-travail : la « classe travailleuse », qualifiée ou

non, est toujours la plus anticapitaliste et l'encadrement supérieur hautement qualifié se rattache à la coalition idéologique bourgeoise. Par ailleurs, si le degré de sentiment anticapitaliste varie selon les pays dans la « classe travailleuse » (et semble dépendre de l'importance d'organisations ouvrières indépendantes), la classe bourgeoise est partout clairement pro-capitaliste, ce qui d'une certaine façon rejoint les observations de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot sur la bourgeoisie française comme classe consciente et mobilisée (3).

### Penser la complexité

Il faut souligner qu'Olin Wright ne s'engage pas dans le modèle ternaire avancé par certains économistes ou sociologues comme Gérard Duménil et Dominique Lévy qui font de l'encadrement une classe sociale à part et n'excluent pas que « *le capitalisme pourrait laisser la place à un nouveau mode de production post-capitalisme, dit "cadrisme", dont la classe supérieure serait celle des cadres* » à moins que la lutte des classes populaires ne conduise à une alliance entre les cadres (ou certains membres de cette classe) et celles-ci (4). On peut penser que Olin Wright a eu raison de ne pas céder à ce type d'extrapolations, qui d'ailleurs n'est pas récent, tant parmi ceux qui ont pu se réclamer du marxisme comme James Burnham dans

les années 1930 et 40 (5) que parmi des économistes ou sociologues non-marxistes comme d'une certaine façon John Kenneth Galbraith dans les années 1960 (6).

Dans sa postface, Ugo Palheta rappelle que certains attribuent souvent et hâtivement aux marxistes une forme de « *réductionnisme de classe* ». Ce travers a pu exister mais il n'est aujourd'hui en aucun cas général. En tout cas, il en innocente à raison Olin Wright. D'aucune manière, celui-ci ne soutient que la classe explique tout. S'il reconnaît que le facteur racial n'est abordé que de manière sommaire dans son ouvrage (à propos des USA) et qu'il mériterait d'autres investigations, quatre chapitres du livre sont consacrés aux questions de genre.

On ne reprendra pas ici les débats actuels sur l'intersectionnalité qui mériteraient de longs développements. Sur ce point, on se bornera pour conclure à reprendre le titre de l'ouvrage : « *la classe compte* ». Et l'éluder conduit à des impasses, théoriques et politiques, comme le rappelle Jean-Marie Harribey dans un article récent de la revue du conseil scientifique d'ATTAC : « *si l'exploitation du travail au sens du prélèvement de la plus-value par le capital ne résume pas la totalité des dominations dans la société, sans le concept d'exploitation d'une classe par une autre la société devient incompréhensible* » (7). ■

Norbert Holcblat, le 10 mai 2024

1) Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, éditions de Minuit, 1984-1982, qui poursuit assez justement « *La question de l'existence ou de la non-existence des classes un enjeu de lutte entre les classes* ».

2) Nous nous contenterons ici de deux références *La formation de la classe ouvrière anglaise* de E.P. Thompson (*The Making of the English Working Class*), Le Seuil, collection Points, 2012 (édition française la plus récente) et *Les ouvriers dans la société française, 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècle*, de Gérard Noiriel, Paris, Le Seuil, collection Points, 2011 (édition la plus récente).

3) M. Pinçon & M. Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, Collection « Repères », La Découverte, souvent réédité.

4) Gérard Duménil et Dominique Lévy ont exposé cette thèse dans de nombreux textes, voir notamment une interview à *Contretemps* « A propos de « *La grande bifurcation* ». Entretien avec Gérard Duménil et Dominique Lévy »

5) James Burnham, qui fut trotskiste, est l'auteur de *L'ère des organisateurs (The managerial revolution, 1941)*. À partir d'une analyse de la dépossession du prolétariat en URSS, Burnham, il élabore une vision du futur où convergeraient système soviétique et États capitalistes dirigés par une nouvelle classe : les managers. Plus tard, il devint un idéologue de l'impérialisme américain.

6) Pour ce dernier, auteur du *Nouvel État industriel* (1967), il y a une forme de divorce entre la détention du pouvoir juridique (celui des actionnaires) et l'exercice réel du pouvoir par les managers, la technocratie qui a pour objectif la croissance à long terme de l'entreprise. Le néolibéralisme a asséné un coup fatal à cette hypothèse.

7) « L'invisibilisation des classes populaires ». Dans cet article plutôt polémique et avec différentes cibles mais argumenté, J-M Harribey déplore le développement exagéré à gauche d'un « fond de référence identitaire plutôt que de classe pour caractériser individus et groupes sociaux ».

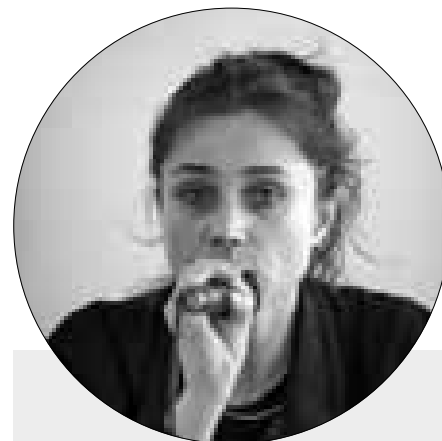
## Travailleuses de la résistance. Les classes populaires ukrainiennes face à la guerre

Daria Saburova nous livre une passionnante enquête de terrain en temps de guerre, mise en œuvre pendant trois mois dans la cité minière de Krivih Rih. Elle se centre sur le « travail de résistance » bénévole des femmes des classes populaires de cette ville. C'est une enquête « située » : elle rompt avec les approches « géopolitiques » qui dominent une partie de la gauche qui ignore la société ukrainienne agressive et résistante.

Elle rejette également certaines présentations positives mais essentialisées de l'Ukraine résistante, occultant les clivages et contradictions (de classe,

genre, voire d'ethnicité) qui la traversent. Mais Daria Saburova nous dit aussi, après l'émotion de plusieurs rencontres et récits, se sentir « incapable de trouver les mots » – sauf de façon indirecte – « pour décrire la violence de l'occupation et de la guerre » (p.33). Des documentaires ou la poésie peuvent mieux l'exprimer, ajoute-t-elle.

Cependant, c'est avec une impressionnante richesse et sensibilité « politique », au sens le plus complexe, qu'elle nous fait découvrir des vécus, des perceptions du passé et des comportements populaires qui résistent aux normes (néolibérales ou linguistiques) que voudraient imposer les dominants – d'où qu'ils



Daria Saburova

© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

viennent. Le point de vue genré et de classe se combine à une approche contextualisée qui rejette les stéréotypes et visions linéaires de l'histoire. C'est un ouvrage précieux qui aide à voir l'inattendu et à penser.



### Genre, travail et résistance

Daria Saburova veut ancrer son étude à partir du point de vue des travailleuses bénévoles interrogées. Elle en révèle l'ambivalence entre « résistance populaire » (pour aider les hommes au front) et « travail gratuit » de femmes des classes populaires. L'analyse souligne sur ce plan les transformations produites par la guerre au cœur des mécanismes de la « reproduction sociale », quand l'invisibilité de l'espace privé des tâches habituellement « domestiques » des femmes devient « socialisation » via les solidarités auto-organisées par en bas, vers les combattants. Mais Daria poursuit l'analyse du dit « travail bénévole » incorporant une hétérogénéité et des hiérarchies sociales insérées dans un système : les grandes organisations humanitaires captent des ressources spécifiques et rémunèrent quant à elle leurs « bénévoles » des classes moyennes – femmes et hommes occupant des fonctions spécifiques de responsabilité.

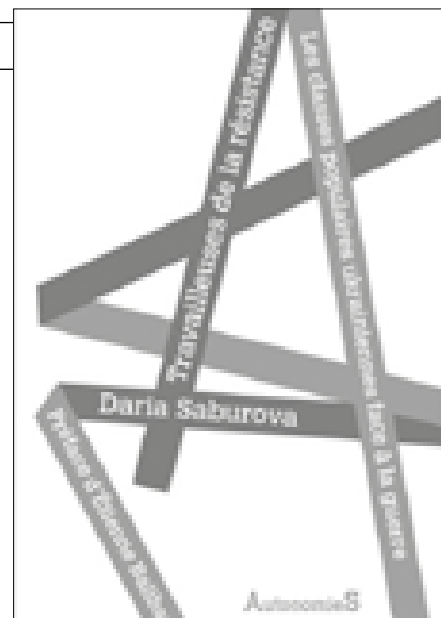
C'est ce que le deuxième chapitre explore. Daria Saburova y souligne comment, après des décennies de démantèlement de l'État social, s'insèrent les « lois du marché humanitaire global » (et de ses grandes ONG) qui affectent leurs règles et sous-traitance, en bout de chaîne, sur le terrain, vers le travail bénévole et gratuit des femmes populaires. Ce faisant, l'analyse et le concept contradictoire de « travail de résistance » éclaire à la fois les « capacités d'auto-organisation des classes populaires » dans les espaces de carence de l'État social – et l'aggravation de l'exploitation que cela couvre, au sein de la reproduction sociale genrée.

### Contradictions économiques et culturelles

Le troisième chapitre de l'ouvrage fournit alors des éclairages historiques

sur les restructurations économiques et les luttes politiques sous-jacentes à ces mécanismes affectant l'Ukraine, « de l'indépendance à la guerre ». Daria Saburova explicite ici la problématique et la périodisation proposées par Denys Gorbach analysant les tensions entre « deux modèles de capitalisme » – le « capitalisme paternaliste » porté par les « forces pro-russes » (prédominant à Krivih Rih) et le capitalisme néolibéral « porté par les élites national-libérales pro-occidentales ». L'enquête et les commentaires de Daria Saburova soulignent les vécus spécifiques (dans la région de Krivih Rih) des grandes crises et bifurcations de l'histoire de l'Ukraine indépendante – de 1991 à la « révolution de Maidan » ; le basculement de l'annexion de la Crimée et de la guerre hybride dans le Donbass de 2014 à 2022, puis l'invasion. Daria Saburova fait apparaître ce passé présent d'où émergent des identités différenciées, bousculées et revisitées par la guerre.

L'ouvrage se termine sur « le nouvel ordre symbolique » produit par les interactions de transformations profondes à diverses échelles spatiales et sociales. Comment la guerre – et les injonctions opposées d'appartenance ethnique et linguistique – transforme-t-elle les comportements et choix des couches populaires étudiées dans cette région massivement « russophone » ? Et que veut dire – et « faire dire » selon certaines approches – un tel qualificatif ? Daria Saburova revient à ce propos sur les stéréotypes ethnicisant la politique. Et elle nous fait à nouveau découvrir les comportements et choix ambivalents populaires résistant sur plusieurs fronts dans cette région qui fut massivement « anti-Maidan ». Ces ambivalences se condensent dans la pratique linguistique du (voire des) sourjyk mêlant le



Daria Saburova, *Travailleuses de la résistance. Les classes populaires ukrainiennes face à la guerre*, 17 €, 256 p., éditions du Croquant, 2024.

russe et l'ukrainien. Comment l'invasion russe impacte-t-elle les rapports à la langue – russe et ukrainienne ? « *La situation linguistique en Ukraine, nous dit Daria Saburova, n'est aujourd'hui réductible ni aux processus de "décolonisation" revendiquée par les élites ukrainiennes, ni à "l'oppression des russophones" brandie par la classe dominante russe pour justifier sa guerre d'agression* ».

Ce refus des présentations binaires simplistes est profondément à l'œuvre dans l'ensemble de l'ouvrage, et au cœur du concept du « travail de résistance » qu'Etienne Balibar explore dans sa préface. Face aux discours normatifs, Daria analyse à quel point les mots eux-mêmes – comme « bénévolat » – sont ambivalents et bousculés par la guerre, recouvrant aussi des réalités sociales différenciées. Les nouveaux mots associés à la guerre font ainsi passer du « bénévolat » au *volonterstvo*, notion plus englobante qui devient, nous dit Daria Saburova, « *l'un des principaux régimes de mobilisation du travail en temps de guerre dans toutes les couches de la population* ». Mais le concept de « travail de résistance » qu'invente Daria lui permet aussi – au-delà des dimensions féministes et de classe – d'établir un lien entre enjeux humanitaires et enjeux politiques, associés à la guerre. Il s'agit d'un de ces multiples terrains où « *l'issue de la guerre déterminera les possibilités de reconfiguration des rapports de force* » – une des questions ouvertes par cet émouvant et passionnant ouvrage. Il faut, tout simplement, le lire. ■

Catherine Samary, le 23 juin 2024





## Les archives de la Quatrième Internationale à la Contemporaine de Nanterre

À la fois centre d'archives, bibliothèque et musée, La Contemporaine a inauguré récemment son nouveau bâtiment, intégré à l'Université de Paris-Nanterre. Elle propose de nombreuses collections thématiques sur l'histoire des mouvements sociaux et des dynamiques révolutionnaires internationales. Les fonds trotskistes y sont déjà bien représentés : on peut notamment y consulter les archives de la Ligue communiste révolutionnaire, ainsi celles de Pierre Frank et Michel Pablo. Attendu depuis de nombreuses années, l'inventaire des archives de la Quatrième Internationale (SU) déposées à la Contemporaine est désormais achevé.

Par  
Marianne Gourdon\*

Il sera bientôt disponible en ligne sur Calames, le catalogue numérique des archives de l'enseignement supérieur (1). Ce fonds est issu d'un don effectué par le Secrétariat Unifié à l'occasion du déménagement des locaux de la Quatrième Internationale en 1993. Faute des ressources nécessaires, le traitement de ces archives était depuis resté incomplet et les possibilités de consultation du fonds demeuraient limitées. Le travail a repris en 2023, et ce sont au total plus de 400 cartons d'archives écrites qui ont fait l'objet d'un classement et d'une description minutieuse. La collection contient des documents allant de la fin des années 1960 jusqu'au milieu des années 1990, et témoigne de l'intensité et de la diversité de l'activité politique de ces décennies. L'inventaire complet, doté de nombreuses indications thématiques, a pour but de faciliter les recherches militantes et académiques sur une variété d'espaces et de luttes révolutionnaires.

### Des sources inédites sur l'histoire de la Quatrième Internationale

Ces archives nous renseignent sur l'activité de la Quatrième Internationale dite « Secrétariat Unifié ». Ce Secrétariat Unifié naît en 1963 de la réunion du Secrétariat International et d'un certain nombre d'organisations qui avaient scissionné dix ans auparavant, notamment le Socialist Workers Party (SWP).

“Les archives permettent de suivre avec précision les coulisses de la Quatrième Internationale, des débats internes à la rédaction des résolutions, jusqu'au vote et à l'application des directives dans les sections.”

Le fonds contient tout d'abord les archives issues des grandes instances de la Quatrième Internationale, c'est-à-dire du Congrès mondial, du Comité exécutif international (CEI), du Secrétariat unifié ainsi que de son Bureau. Nous y trouvons une très grande variété de documents, permettant une analyse approfondie des activités et des débats qui ont traversé l'organisation révolutionnaire. Outre les nombreuses circulaires et minutes de réunions, le fonds présente une importante quantité de correspondances, notamment avec diverses organisations politiques, syndicales ou associatives. Elles



### Marianne Gourdon

\* Marianne Gourdon est doctorante en histoire contemporaine à l'université Paris-Est-Créteil. Elle a participé au traitement des archives de la Quatrième Internationale à La Contemporaine.

offrent des éclaircissements utiles sur les relations entretenues avec d'autres mouvements révolutionnaires. Les archives sont également constituées d'un remarquable ensemble de tracts, brochures et périodiques présentant la variété des perspectives et des mobilisations menées par les partis membres de la Quatrième Internationale. Signalons également la présence de nombreux cartons de documentation et de rapports, témoins du travail minutieux de collecte d'informations visant à produire des orientations politiques sur

1) Pour consulter ce catalogue, voir le site [calames.abes.fr](http://calames.abes.fr)

2) Ludvine Bantigny et Fanny Gallot, « Un internationalisme pratique. La culture politique de la IV<sup>e</sup> Internationale dans les années 1970 », *Histoire Politique* n° 42, 2020.

divers sujets. Tout cela permet de suivre avec précision les coulisses du fonctionnement de la Quatrième Internationale, des débats internes à la rédaction des résolutions, jusqu'au vote et à l'application des directives dans les sections.

La plus grande originalité du fonds réside cependant dans la partie consacrée aux relations avec les sections. Composée de près de 300 cartons d'archives, elle conserve l'ensemble des documents relatifs aux échanges avec les différentes organisations, qui, dans chaque continent, se sont revendiquées de la Quatrième Internationale (SU). Ces cartons, organisés par pays et d'une grande richesse thématique et géographique, nous renseignent sur la vie politique, les mobilisations et les controverses qui ont animé chacune de ces organisations, ainsi que sur leurs liens avec l'Internationale. Les archives permettent aussi d'observer les recompositions des forces militantes par pays, à mesure que certaines sections sont traversées de tensions ou connaissent des processus de

scission. La répartition des cartons donne une idée du poids politique, de l'intensité des relations et de la force numérique de chaque section. L'Europe et l'Amérique latine sont particulièrement bien représentées, ainsi que certaines parties de l'Asie, comme l'Inde, le Japon et le Sri Lanka. En revanche, d'autres espaces géographiques restent plus marginaux, au premier rang desquels le continent africain.

Cette partie du fonds offre un grand nombre de documents rares, au tirage limité, ouvrant sur nombre de luttes et événements politiques de la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle, et ce à toutes les échelles. La documentation s'étale des rassemblements contre les armes nucléaires en Inde aux organisations de chômeurs en Belgique, de la question des prisonnier-es politiques au Chili aux mobilisations

contre le néocolonialisme à l'île Maurice, jusqu'aux grèves de juillet 1980 au Sri Lanka. La Quatrième Internationale est impliquée sur la plupart des grands fronts politiques de la période : grèves ouvrières, luttes anticoloniales, résistances aux dictatures, mobilisations contre le chômage et la crise, campagnes pour l'abolition de la dette, luttes contre l'extrême droite et mouvement écologiste.

## Quelle pratique de l'internationalisme ?

Plonger dans les archives de la Quatrième Internationale, c'est aussi comprendre comment se structure en pratique l'internationalisme défendu par l'organisation révolutionnaire (2).

Un des éléments clés de la pratique de l'internationalisme est la presse militante, outil de circulation des informations, des théories et des expériences. Celle-ci sert de courroie de transmission entre les différents pays engagés dans l'Internationale,

permet l'élaboration des résolutions et des stratégies ainsi que la comparaison des différents terrains de luttes. Tout particulièrement, les bulletins intérieurs constituent une ressource essentielle pour saisir dans le détail la vie politique des groupes mili-

tants. Au niveau de chaque section, ces bulletins délivrent quantité de détails sur l'actualité militante et les débats internes qui traversent la Quatrième Internationale et les organisations qui s'en réclament. Ils permettent aussi d'observer l'apparition – ou la disparition – de certains enjeux politiques, ainsi que les « points chauds » du débat à une époque donnée. On peut par exemple retracer les débats qui ont présidé à la rédaction de la « résolution femmes » de 1979, faisant s'affronter plusieurs perspectives sur les rapports entre mouvement des femmes et mouvement ouvrier.

La multiplication des titres de presse et des brochures témoigne de l'importance de la circulation et de la mise en commun des échanges dans le cadre de la pratique internationaliste. Loin de se limiter aux frontières nationales, cet internationalisme

passé également par des titres plus spécifiques, comme *La Internacional*, destinée à l'immigration espagnole en France ou encore le bulletin des marxistes révolutionnaires arabes. Cette presse est parfois marquée par l'expérience de l'exil et de la clandestinité politique, notamment en Amérique latine, comme en attestent les fausses couvertures utilisées pour dissimuler les bulletins.

L'internationalisme s'élabore aussi par les multiples campagnes de solidarité animées par les organisations de la Quatrième Internationale : pour les exilés grecs, contre la répression au Chili, mais aussi contre la colonisation en Palestine. Ces politiques de solidarité sont particulièrement sensibles dans les archives des commissions, dont les dossiers nous révèlent un travail important de liaison et d'enquête sur le terrain. On y trouve des rapports et des dossiers de presse sur la situation politique de plusieurs pays, comme la Corée du Sud, le Brésil ou encore les États-Unis. Ces archives montrent comment les orientations politiques s'élaborent en relation avec les sections, et renseignent sur les missions et voyages destinés à prendre contact avec les militant-es révolutionnaires de différents pays. Toutes les sections n'ont cependant pas la même place dans l'élaboration stratégique. Si les sections française et américaine, notamment, sont presque constamment engagées dans les débats et les décisions, d'autres organisations restent plus éloignées des instances dirigeantes. Les archives révèlent aussi les lettres restées sans réponses et les difficultés pratiques et financières de certains partis.

Dans une perspective d'ouverture et de massification, la « Quatre » s'étudie également elle-même. Un certain nombre de rapports sont consacrés à la féminisation de l'organisation et nous renseignent avec précision sur le nombre de femmes dans chaque section, ainsi que leur accès – ou non – aux responsabilités militantes. D'autres rapports internes fournissent d'intéressants détails sur la moyenne d'âge des militant-es, leur origine professionnelle et l'évolution des effectifs. Le fonds contient également les archives de la formation militante : cours, stages et séminaires. Ces documents témoignent de l'importance croissante accordée à la question de la jeunesse au sein de l'organisation, notamment à partir de la résolution de 1982, consacrée aux mouvements des jeunes dans les pays impérialistes. Plusieurs

3) Rassembler, diffuser les archives révolutionnaires. Voir le site : <http://association-radar.org>

4) Livio Maitan, *Pour une histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale : itinéraire d'un communiste critique*, Éditions La Brèche - IIRE, Paris 2020.

initiatives sont mises en place en ce sens, tout particulièrement les Camps d'été qui rassemblent des centaines de jeunes.

## Les mutations de l'espérance révolutionnaire

Dans les années 1970, tout particulièrement, en lien avec l'ébullition générale des mouvements révolutionnaires, de nouvelles théorisations marxistes voient le jour au sein de la Quatrième Internationale, autour des textes de Daniel Bensaïd ou encore d'Ernest Mandel. Le fonds contient un certain nombre de documents permettant d'approfondir notre compréhension de ces élaborations. Elles renvoient aux grandes questions de la période 1970-1990, de la chute de l'URSS à la mondialisation capitaliste, en passant par la création de l'Europe. Au-delà du contexte européen, il est également possible de suivre l'évolution des pensées révolutionnaires latino-américaines, par le biais de l'exemple du Pérou, notamment. Hugo Blanco, figure majeure du mouvement paysan et autochtone, a été longtemps un compagnon de route de la Quatrième Internationale. Les archives permettent de retracer son parcours, de son emprisonnement en 1963 à ses relations avec la Quatrième Internationale, jusqu'à son éloignement vis-à-vis de l'organisation à la fin des années 1980. Elles permettent ainsi de saisir l'articulation entre luttes agraires et luttes d'émancipations. De manière générale, on peut retracer les grandes controverses qui ont traversé la Quatrième Internationale. La question de la lutte armée se pose notamment avec une grande acuité concernant les révolutions d'Amérique centrale, notamment au Nicaragua. L'attitude à adopter vis-à-vis des événements en Pologne et en Iran est également au cœur des débats de l'organisation dans les années 1980.

Enfin, l'intégration progressive de nouveaux fronts militants dans le mouvement est sensible. La succession des congrès donne à voir la prise en compte croissante de certaines luttes. Le bouleversement induit par les mouvements féministes des années 1970 se reflète au Congrès mondial de 1979, où est adoptée une résolution intitulée « Libération des femmes et révolution socialiste ». C'est également à partir de cette date que la question écologique commence à être abordée dans les textes officiels de la

Quatrième Internationale, dans le sillage des mobilisations contre l'industrie nucléaire. Dans une moindre mesure, on trouve plus tardivement des matériaux sur les luttes de libération homosexuelles et lesbiennes. Dans le même temps, c'est également la stratégie du « tournant vers l'industrie » qui est au cœur des préoccupations. À partir de 1980, il s'agit alors pour les militant-es de rejoindre volontairement certains secteurs industriels, afin d'enraciner davantage le mouvement au sein de la classe ouvrière.

Ainsi, ces archives sont d'une importance cruciale pour la compréhension des dynamiques du mouvement révolutionnaire de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Approfondir le travail de collecte des fonds révolutionnaires est essentiel pour la mémoire de ces luttes. Aux 400 cartons présentés ici doivent être ajoutés 600 cartons de périodiques faisant également partie du don de la Quatrième Internationale de 1993. Cette collection, encore en cours de traitement au sein de la Contemporaine, est constituée de publications issues de l'ensemble des sections.

Afin de proposer une démarche réflexive autour du fonds, la Contemporaine s'est associée à Fanny Gallot, maîtresse de conférences à l'université Paris-Est Créteil, pour organiser un cycle de séminaires consacré aux « circulations internationales des espérances révolutionnaires ». L'ambition de ces rencontres est de stimuler les recherches consacrées à l'histoire de la Quatrième Internationale

et, plus généralement, aux organisations révolutionnaires. La première séance, qui a eu lieu le 24 avril 2024, était consacrée à la présentation du fonds de la Contemporaine, ainsi qu'aux archives du site Radar (3). Chaque séance est également l'occasion d'interroger deux « grands témoins » de l'histoire de ces mouvements. La première table ronde donnait la parole à Penelope Duggan et Léon Crémieux, deux militant-es de longue date de la Quatrième Internationale, et membres de son Bureau.

L'histoire de la Quatrième Internationale peut également être enrichie par d'autres ressources. Signalons par exemple la traduction en français des mémoires de Livio Maitan (4), qui offre un point de vue à la fois intime et critique sur le mouvement de 1975 à 1995. Par ailleurs, les fonds présents à la bibliothèque de l'IIRE (Institut International de Recherche et de Formation) ont récemment fait l'objet d'un inventaire. Les archives audio-visuelles en ligne sur le site de l'Institut sont également une ressource précieuse, constituée d'un certain nombre d'enregistrements, dont plusieurs séminaires donnés par Daniel Bensaïd.

La conservation et la valorisation de ces différents matériaux sont particulièrement importantes pour mieux comprendre l'histoire des mouvements révolutionnaires, et ainsi éclairer les luttes contemporaines. ■

Le 12 juin 2024



## Trois semaines pour tout changer

Philippe Poutou et Pauline Salingue étaient candidats dans l'Aude pour le Nouveau Front populaire. Une expérience originale pour des révolutionnaires !



Entretien avec  
Philippe Poutou\*

### Quel était l'enjeu de cette élection ?

L'enjeu national, empêcher l'extrême droite de diriger le pays, primait. Même si, la circonscription étant considérée comme perdue, l'idée était de tenter de prendre un point au RN en dégageant le candidat sortant, le facho du coin.

Il y avait aussi un enjeu bien local. L'Aude, comme les départements voisins, est largement dominée par l'extrême droite. Pourtant, Narbonne et Carcassonne sont historiquement des terres de gauche. L'Aude est l'un des départements les plus pauvres, marqué par un fort taux de chômage, une précarité supérieure à la moyenne, une grande faiblesse en termes de services publics de santé, d'éducation, de transports... Du coup, la lutte contre l'extrême droite est très liée à la dénonciation des souffrances sociales, des dégâts résultant des crises du capitalisme, car le succès du RN, ici comme dans le Nord ou l'Est, se nourrit de la misère, de la colère, du désespoir, et aussi des désillusions liées aux trahisons de la gauche.

### Comment ça s'est passé ?

Nous étions plutôt inquiet-es de notre « parachutage » – dénoncé immédiatement par les macronistes, l'extrême droite et l'aile droite du PS – et des attaques relayées par les médias. Nous avons été rassuré-es par l'accueil des militant-es des différentes composantes du NFP. Une équipe unitaire, large, enthousiaste s'est mise en place en deux jours, rejointe par de nombreuses personnes, de réseaux associatifs ou de collectifs militants, mais souvent non organisés. Nous avons vécu concrètement un sursaut populaire. Le local de campagne était plein la plupart du temps, pour récupérer des tracts, des affiches, des autocollants... du jamais vu depuis très longtemps !

Les murs de Carcassonne et des villages ont été recouverts de nos affiches rouges, les pare-brises de voitures et les boîtes aux lettres se sont remplies de nos tracts, des équipes ont déambulé dans les rues, dans les marchés de Lézignan ou Carcassonne. Et ce fut la deuxième surprise avec l'accueil de la population, d'abord plutôt sceptique puis rapidement accueillante et chaleureuse. Nous avons bien senti, au fil des jours, que l'ambiance évoluait.

Pour le second tour, quelque chose a changé. Il y avait plus de discussions, plus de prises de conscience sur le danger du RN, sur la nécessaire solidarité face aux idées qui divisent les opprimé-es. La gauche militante existait à nouveau, cette « gauche » de terrain, déterminée, suscitait plus de respect et d'espoir. On semblait sortir d'un climat de résignation, on relevait la tête, on osait défendre haut et fort des idées fortes de la gauche, à savoir le partage des richesses, des revenus décents pour tou-ttes, les services publics, l'égalité des droits, l'antiracisme, le féminisme, l'écologie... tout le contraire du candidat facho.

Nous avions 21 points de retard au soir du 1<sup>er</sup> tour sur le candidat sortant RN. Mais nous étions deuxièmes, devant le macroniste, très mécontent, et devant le candidat de Delga. Le 2<sup>e</sup> tour n'a pas offert de surprise mais, avec nos 38,7 % sur la circonscription et surtout nos 46,5 % sur Carcassonne, nous réalisons un résultat plus qu'honorable, un petit exploit. À noter que les trois RN sortants du département sont réélus, comme ceux des Pyrénées-Orientales et, dans l'Hérault et le Gard, quasiment toutes les circonscriptions sont RN. C'est dire l'ambiance et le défi qu'on avait devant nous.

### Quelles sont les perspectives ?

La soirée électorale a été heureuse. D'abord parce qu'au niveau national le NFP est passé devant le RN. Ensuite parce que le fait marquant pour notre circonscription est la dynamique de la campagne, l'aven-

ture humaine, les deux chouettes meetings à Marseillette avant le 1<sup>er</sup> tour (plus de 300 personnes) et à Carcassonne avant le second (plus de 500 personnes). Il y avait comme une fierté d'avoir tenté, de s'être battu, d'avoir ainsi fait entendre nos idées et notre programme de rupture, d'avoir dénoncé les idées d'extrême droite et macronistes, d'avoir même créé de l'inquiétude chez le candidat RN, qui n'a jamais arrêté de nous injurier. Même la presse régionale a changé de ton à notre égard. C'est un des effets de notre campagne.

L'élection passée, il s'agit de préserver et d'amplifier les acquis de cette aventure. Continuer, construire un cadre militant unitaire, ouvert à tou-ttes, aux organisations et militant-es et sympathisant-es politiques, syndicalistes, associatifs... un cadre d'action au quotidien, lié aux mobilisations. C'est le défi ici comme partout, celui de reconstruire une gauche de combat, par en bas, en prenant nos affaires en main, en faisant de la politique nous-mêmes, pour ne pas laisser d'autres s'en occuper à notre place.

C'est à cette condition qu'on pourra véritablement combattre l'extrême droite et les politiques antisociales. La mobilisation de ces dernières semaines doit être mise en lien avec la bataille des retraites, et aussi les colères et révoltes dans les quartiers populaires et en Kanaky, avec les luttes environnementales comme à Sainte-Soline ou encore les luttes féministes et LGBTI. Grâce notamment à une jeunesse bien mobilisée, il y a de quoi espérer un renouveau des luttes, un changement de rapport de force. ■

Le 9 juillet 2024

\* Philippe Poutou a été candidat du NPA à l'élection présidentielle en 2012, 2017 et 2022. Il est membre du NPA-L'Anticapitaliste et l'auteur de *Un ouvrier, c'est là pour fermer sa gueule !*, éditions Textuel, 2012 et, avec Julien Salingue et Béatrice Walylo, de *Un "petit" candidat face aux "grands" médias*, Libertalia, 2023. Propos recueillis par Antoine Larrache.